

LA COURONNE TCHÉCOSLOVAQUE

JUSQU'A LA MORT DE RAŠIN

1918-1923



THÈSE pour le DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le 26 juin 1923 à 16 h. 30

par

ANDRÉ PIOT
LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président: M. RIST, Professeur

Suffragants { MM. ALLIX, *Professeur*
GERMAIN-MARTIN, *Professeur*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA COURONNE TCHÉCOSLOVAQUE
JUSQU'À LA MORT DE RAŠIN
1918-1923

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
celles-ci sont considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LA COURONNE TCHÉCOSLOVAQUE

JUSQU'A LA MORT DE RAŠIN

1918-1923



THÈSE pour le DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le 26 juin 1923 à 16 h. 30

par

ANDRÉ PIOT

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

Président: M. RIST, Professeur

Suffragants { MM. ALLIX, *Professeur*
GERMAIN-MARTIN, *Professeur*

ÉDITION DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

PARIS

IMPRIMERIE ALSACIENNE, STRASBOURG



I

LE FAIT TCHÉCOSLOVAQUE.

Les grands traités ont rarement la fortune qu'on les loue. Quand ils concilieraient les espérances opposées que la victoire fait éclore, des considérations de personnes et de partis suffiraient à les empêcher d'être approuvés. Les traités de 1919 n'ont pas échappé à la règle. Pourtant il peut paraître étrange que le règlement du sort de l'Europe centrale, tel qu'il fut élaboré à Saint-Germain et à Trianon, n'ait point trouvé meilleur accueil. Au seuil du XX^e siècle, la survivance de l'empire des Habsbourg demeurait un sujet d'inquiétudes; et, de l'avis des historiens les plus clairvoyants, la succession d'Autriche devait, si l'on n'y prenait garde, tôt ou tard égaler en importance la question d'Orient. Or, non seulement la solution adoptée se rattache à cette tradition de la France qui comportait l'amitié de petites nations, mais encore elle est conforme au principe si en faveur de nos jours de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Aussi est-ce sur le terrain économique que se sont portés les griefs, et des publicistes, ravis de répéter un mot savant, exposèrent à l'opinion la faute d'une « balkanisation de l'Europe centrale ».

Certes, il était facile d'oublier que l'Allemagne avait formé un projet tout différent: Ne rêvait-elle pas

d'englober l'Orient dans le bloc économique de la Mitteleuropa? La réalisation de ce programme aurait eu pour les commerces britannique, américain et français d'autrement graves conséquences.

Apparemment, ce n'étaient plus là que des fantômes.

Sans doute, le paradoxe eut été excessif de contester à nos Alliés serbes et roumains, à la Pologne même, l'achèvement de leur unité nationale. La résurrection inopinée de la Tchécoslovaquie étonna les gens mal avertis. De là il n'y avait pas loin à qualifier ce nouvel état de « création artificielle sans racine, ni dans la géographie, ni dans l'histoire ». ¹⁾

D'elle-même, l'héritière du royaume de St-Wenceslas a dissipé ces préventions. Son importance comme élément politique ne tarda pas à apparaître. La création de la Petite Entente montra l'exemple d'une intelligente et féconde collaboration. Mais il fallait aux mauvais présages un démenti d'ordre économique; la hausse de la couronne l'apporta. Enfin, quatre ans lui ayant suffi pour s'affirmer comme nation, c'est au rang des nations les plus anciennes et les plus riches que la République Tchécoslovaque coopère au relèvement de l'Autriche. Et d'ores et déjà il semble qu'adaptant les qualités de la race slave, encore marquées de la ferme empreinte germanique, à la culture latine dont elle veut s'inspirer, elle doit remplir entre l'Occident et l'Orient cette mission de conciliatrice, vocation naturelle des Habsbourgs, qu'ils n'ont pas osé suivre après l'avoir entrevue.

¹⁾ CHARLES TISSEYRE, « *La Hongrie mutilée* ». On se rappelle aussi l'expression de M. Lloyd George citant parmi les débris de l'Autriche « un état qui s'appelle, m'a t'on dit, la Tchécoslovaquie ».

La valeur d'une nation consacrée par la hausse de sa monnaie, c'est là une des singularités de notre époque. Dans tous les domaines, la guerre a rappelé aux institutions leurs fonctions primitives oubliées au cours des temps. Jadis, le privilège de battre monnaie constituait le principal attribut de la souveraineté. Mais le XIX^e siècle, en vue de faciliter les échanges, avait tendu à internationaliser les moyens de paiement. De nouveau, au bout de cinq années d'hostilités, les monnaies se trouvent nationalisées, leur abondance ayant dépendu du ressort des peuples et de la sagesse des gouvernements.

Tant que l'or avait servi aux nations de commune mesure, aucun indice ne permettait d'évaluer leur prospérité présente et d'estimer leur expansion future. Mais, le goldpoint une fois dépassé, un classement s'établit entre les devises et les écarts du change exprimèrent dès lors, pour une large part, la santé différente de chaque pays.

Parmi ces pays, l'un d'eux s'était donc trouvé qui, tout d'abord compté au nombre des nations obérées, passait en quelques mois au rang des puissances à monnaie saine. Exemple d'autant plus remarquable qu'il coïncidait avec la chute des devises des pays voisins dont certains, il est vrai, étaient affaiblis par la défaite, mais dont les autres ne manquaient ni de ressources, ni d'énergie. Selon toute apparence, ce pays avait hérité d'une industrie désorganisée par la guerre et d'un sol épuisé. Il n'avait aucun accès à la mer et était entouré d'ennemis. De plus, il avait eu à faire face aux difficultés inhérentes à la formation de tout jeune Etat. Sa parenté avec le monde slave et son attraction sécu-

laire vers la Russie ne semblaient guère le mettre à l'abri des doctrines subversives. Il avait été envahi par les Magyars, en contestation avec la Pologne. Il comptait parmi ses sujets ces mêmes Allemands qui déjà reprochaient avec violence au vieil Empereur de ne pas s'inféoder à Berlin. Quelles forces ont pu neutraliser ces influences ? La hausse de la couronne est-elle due à des mesures artificielles ou à des raisons profondes ? En un mot, convient-il de louer davantage la vitalité de ce peuple ou l'habileté de ses chefs ?

Sans trop forcer les faits, on peut dire que deux noms dominent toute cette matière : celui de Rašin et celui d'Engliš. Ils peuvent servir de cadre à deux périodes distinctes. Sans doute les deux ministres ont reconnu l'un et l'autre que la condamnation de l'inflation était la condition première de tout assainissement financier. Mais, tandis qu'au début Rašin, aux prises avec les difficultés que lui léguait l'Autriche, s'assigna pour tâche primordiale la constitution d'une monnaie, symbole en quelque sorte de l'indépendance de son pays, dans une seconde période Engliš se montra plus attentif aux conditions particulières d'une nation exportatrice et songea davantage à ménager la prospérité de l'industrie. La sage direction de l'un et de l'autre permit peu à peu le passage du régime de la contrainte vers celui de la liberté. C'est alors que, dans une troisième phase, les résultats se dégagent. Nous assistons à la hausse, à ses effets, à ses limites... au développement de cette crise enfin qui détermine le retour de Rašin et met de nouveau sa fermeté à l'épreuve.

Tout en dégageant les éléments du problème, nous découvrirons peu à peu des aperçus sur l'économie du pays tchèque. En tenant compte de ses particularités, en comparant cette expérience à celle des pays voisins placés dans des conditions différentes, peut-être nous sera-t-il possible d'éclairer d'un exemple l'étude plus générale de la valeur de la monnaie. Nous essaierons de nous demander dans quelle mesure cette réussite peut servir de modèle et sous quelles réserves il est possible d'en tirer des conclusions, au moment où les nations solidaires luttent isolées, soit pour se soustraire à la misère, soit pour recouvrer leur ancienne prospérité.

* * *



Cours de la couronne autrichienne à Genève pendant la guerre.

II

LES FINANCES DE GUERRE DE L'AUTRICHE.

Différents ressorts permirent aux nations en guerre de reculer la limite de leur effort financier; la France bénéficia d'une longue épargne, l'Angleterre de la maîtrise de l'or. Le principal avantage de l'Allemagne, consciente du but qu'elle se proposait, résida dans une préparation savante, plus tard dans la facilité avec laquelle elle s'accommoda d'une dictature économique. Tous les États belligérants purent faire fonds sur le patriotisme de leurs peuples, ce moteur humain à défaut duquel les mesures nécessaires imposées par la contrainte risquent de rester vaines. L'Autriche-Hongrie était défavorisée sur tous ces points.

En dépit de ses propres efforts et du concours de son alliée, les signes de sa particulière faiblesse devaient s'accuser sans cesse depuis cette première quinzaine d'août où déjà la couronne perdait à Zurich 7 % de sa valeur.¹⁾

A vrai dire, disposée à des crises violentes, elle en avait été coutumière. Soucieuse de l'histoire, elle y eut trouvé

¹⁾ Parité : 105,22. — Juillet 1914 : 104,04. — Août : 97,50. En septembre 1914 le mark faisait 12 % de prime sur la couronne.

un avertissement. En 1811 et en 1816, elle avait connu la banqueroute d'où le génie de Wallis l'avait sortie. ¹⁾ En 1873 surtout, la crise mondiale l'avait particulièrement ébranlée. Les réformes de 1892 ²⁾ n'avaient apporté à son malaise persistant qu'un assainissement incomplet. Sans doute l'Autriche-Hongrie de 1890 à 1900 avait tiré parti de l'abaissement du taux de l'intérêt pour opérer des conversions. Mais à l'époque immédiatement antérieure à la guerre, la monarchie dualiste était loin d'avoir recouvré ce crédit dont elle avait joui au milieu du XIX^e siècle; car il avait été un temps où ses financiers monopolisaient en quelque sorte les affaires de l'Orient et où la Bourse de Vienne donnait le ton à celle de Francfort et de Berlin.

Tout un passé financier l'alourdissait. Des réformes périodiques n'avaient pu être menées à bien sans emprunts extérieurs. Elle pouvait d'autant moins se soustraire à cette nécessité qu'elle était pauvre en capitaux. Aussi avait-elle attiré l'épargne étrangère par l'appât d'un intérêt élevé.

Pour la France, Rothschild, tel établissement de crédit, avaient répondu à l'appel de l'Etat, des villes et des industries autrichiennes. L'enchevêtrement des intérêts en Turquie avait servi de prétexte à un rapprochement entre les financiers des deux pays. Les banquiers allemands, dont c'était la tradition sécu-

¹⁾ Le 15 mars 1811, l'Autriche a fait officiellement faillite. La valeur du billet de 5 florins fut réduite à 1 florin, les intérêts de la dette réduits de moitié. Le florin en argent valut 15 ou 16 florins en papier.

²⁾ La couronne fut adoptée en 1892; elle représentait la moitié du gulden.

laire, n'avaient pas non plus marchandé leur concours. Mais ce crédit s'épuisait à la longue : en 1910, pour la première fois, la maison allemande Rothschild refusait de s'intéresser à l'emprunt autrichien 4 %. En 1911, le ministre des Finances français interdisait l'accès du marché français aux emprunts austro-hongrois. En 1912, le président de la Reichsbank avertissait le secrétaire de la Banque d'Autriche-Hongrie que d'ici longtemps l'Allemagne ne pourrait subvenir aux besoins d'argent de son alliée. Les banques américaines se montraient également de plus en plus exigeantes.

* * *

La disproportion des dépenses de l'Autriche à ses ressources n'échappait à personne en effet. Sa politique de prestige l'incitait, au moment même où elle sollicitait les capitaux européens, à faire bénéficier la Bulgarie de ses largesses.¹⁾ Ses prodigalités avaient été encore accrues par les exigences de la Paix armée. Sans doute toute l'Europe souffrait en 1913 de l'excès des armements. Mais la monarchie dualiste, elle, vivait dans une perpétuelle alerte. Ce n'était pas la confiance sereine de l'Allemagne, libre de choisir l'heure de son destin triomphant. C'était l'attente fiévreuse, à la merci d'un réveil de ces nationalités qu'exaltait la ruine sans cesse remise en question de l'Empire ottoman.

¹⁾ Au milieu de 1913, l'Autriche offrit à l'envoyé de Ferdinand de Bulgarie Natchevitch une avance de 600 millions.

L'armée avait été mobilisée pendant près de 2 ans. Cet exercice préparatoire avait révélé des imperfections auxquelles il avait fallu parer. Le Gouvernement, dominé par la caste militaire, n'avait pas lésiné. Il était encouragé dans ses initiatives par les lenteurs du double contrôle parlementaire et les discussions préalables des délégations des deux Etats.¹⁾

Les difficultés économiques de l'Autriche n'étaient pas moindres que ses embarras financiers. Elles n'avaient fait qu'empirer depuis quelque temps. L'Allemagne et l'Italie avaient profité au détriment de leur alliée de l'entente économique qui tendait à faire de la Triplice, à laquelle s'étaient adjointes la Suisse et la Belgique, puis la Serbie et la Roumanie, un organisme impénétrable. Le protectionnisme qui inspirait ce traité attirait des représailles dont l'Autriche se trouvait presque seule à souffrir, sans qu'elle y trouvât de compensation dans une diminution de la concurrence allemande. Les exigences des agrariens hongrois aggra-

¹⁾ On oublie trop lorsqu'on loue aujourd'hui l'unité économique de l'Empire danubien, au prix de quels compromis entre des influences contraires elle était maintenue. Dans le domaine économique, les susceptibilités hongroises donnaient lieu à des tiraillements qui entravaient le développement de la navigation du Danube ; les deux réseaux de chemins de fer n'étaient même pas adaptés l'un à l'autre. Sur le terrain financier le désaccord s'était manifesté récemment en 1910 au sujet de la reprise des paiements en espèces réclamée par la Hongrie et que l'Autriche voulait différer. Mais le pire du système était précisément cet effacement des pouvoirs de contrôle au profit d'une aristocratie belliqueuse et dépensière.

vaient encore cet état de choses.¹⁾ Et les pays agricoles des Balkans commençaient à négliger l'industrie d'un voisin chez qui ils ne pouvaient écouler l'excédent de leurs récoltes. Au reste, ces mêmes pays du Proche-Orient venaient de s'enrichir de territoires fertiles, et cette circonstance eut suffi à restreindre de jour en jour les débouchés traditionnels de l'Autriche.

* * *

Du moins, ces causes d'infériorité avaient-elles été atténuées comme en Allemagne par une préparation savante ? Quelle leçon avait été tirée des paniques d'Agadir ? Quelle propagande avait tenté d'extraire des cachettes cet or qui, déjà en 1905, lors de la première crise marocaine, y avait été enfoui ? Tandis que la Reichsbank s'était ménagé une marge d'émission qui atteignait en 1914 2 milliards mark contre 800 millions en 1911, l'encaisse de la Banque d'Autriche-Hongrie était tombée de 1.354.000.000 en 1909 à 1.240.900.000 en 1913.

Cette même année, 57 millions de couronnes or avaient été exportées pour payer les coupons des emprunts placés à l'étranger.

Tandis que le Reich recourait à cette mesure, alors singulière d'un impôt sur le capital, en adoptant le principe du Wehrbeitrag et du Vermögenszuwachssteuer, l'Autriche en était arrivée à vivre au jour le jour d'emprunts à court terme qu'elle allait mendier

¹⁾ Avant la guerre, il existait de gros droits protecteurs pour les produits alimentaires, modérés pour les produits manufacturés, sauf le fer.

à New-York. Inquiète à juste titre, la presse allemande ne se faisait pas faute de signaler ouvertement au brillant second les dangers de son imprévoyance. Par avance, l'Allemagne sentait son plan financier compromis par le soutien qu'elle se devrait d'apporter à l'imprudente alliée. Aussi bien, ce sont l'exemple de l'Allemagne, l'aide de l'Allemagne, l'emprise de l'Allemagne qui, durant la guerre, vont permettre l'étonnante résistance financière d'un pays déjà enclin à la faillite durant la paix et qui n'avait rien fait pour s'en garantir.

* * *

Le maintien de la confiance, et ce en dépit de l'atmosphère de crainte inhérente à l'état de guerre, tel avait été le mot d'ordre du Reich. Une campagne brève devait permettre de s'y conformer aisément. La Reichsbank avait compris la fragilité d'une économie moderne étayée par le crédit. Avec raison elle avait vu dans le renforcement de cette confiance la condition essentielle et pour ainsi dire l'âme même du succès. De là le soin mis à éviter le moratorium. De là le souci de respecter en apparence la fameuse règle du tiers, quitte à y échapper par des détours subtils. De là, lorsque le mark vient à baisser, cette campagne entreprise en faveur du « détronement de l'or ». Ces financiers sentaient à quel point la monnaie reflète la confiance méritée par un pays et tâchaient de détourner l'attention du public crédule de ce miroir trop fidèle.

L'Autriche-Hongrie n'essaya même pas d'échapper au moratoire, imitant en cela les puissances de l'Entente

prises au dépourvu ; à plus forte raison ne respecta-t-elle pas cette fâcheuse règle statutaire du tiers, dont seule avec l'Allemagne elle s'était encombrée mal à propos. Mais le dénigrement de l'étalon d'or trouvait chez elle un terrain préparé dès longtemps. Depuis 1892 l'or demeurait dans les réserves de la banque et n'avait pas reparu dans la circulation. Les billets devaient être couverts pour les $\frac{2}{5}$, mais, en fait, c'était le régime du cours forcé. Non seulement la population avait désappris l'usage de l'or, mais elle avait même perdu le goût de l'accumuler. Aussi l'Autriche se trouvait à même d'augmenter sa circulation fiduciaire sans crainte qu'une dépréciation directe de la monnaie ne s'opérât dans l'esprit de ses sujets.

L'étranger, lui, n'était pas dupe. L'avalissement de la couronne se mesurait à la courbe du change :

Moyennes mensuelles du change autrichien en Suisse.

(Parité: 105,22)

	1914	1915	1916	1917	1918
Janvier	104,93	90,30	63,64	52,50	50,40
Juillet	104,04	80,62	65,10	39,90	39,90

Certes, le Gouvernement avait beau jeu pour alléguer que cette baisse était due « non à des craintes relatives à la valeur intérieure de l'argent, mais seule-

¹⁾ L'article premier des statuts oblige à garder une couverture d'au moins 40 % en métal et en devises. Le 23 juillet 1914, la couverture en or était de 58 %. Dès le premier semestre de la guerre la limite était dépassée.

ment et uniquement à des modifications de la balance commerciale, conséquence naturelle du blocus économique », ¹⁾ puisque, la Banque d'Autriche-Hongrie ne publiant plus ses bilans, tout élément d'appréciation manquait en ce qui concerne l'émission des billets. Du moins, les neutres exprimaient-ils par le moyen du change leur degré de confiance dans la situation politique et économique de l'Etat des Habsbourgs.

Certains indices ne pouvaient les tromper. Il ne leur échappait pas que les tentatives faites en vue de rassembler sous la direction de la puissance publique les facultés contributives du pays, ne donnaient pas les résultats escomptés. Ce déplacement de toutes les forces productives vers le seul entretien de la nation armée, l'Allemagne l'avait résolu à merveille. Les impôts, les emprunts, la nationalisation de l'économie privée avaient été autant de moyens mis au service de cette entreprise. L'Autriche imita son émule, mais combien imparfaitement ! Les impôts indirects (alcool et bière), base du système fiscal existant, ne rendaient plus du fait de la réduction de la matière imposable remplacée souvent par des succédanés ou monopolisée par l'Etat. Les emprunts se succédaient à de courts intervalles, leur produit était dépensé aussitôt qu'encaissé. Les procédés, grâce auxquels étaient obtenus les succès relatifs des uns en disaient aussi long que les déboires des autres. La campagne « Votre or pour du fer » ne trouvait pas d'écho chez les opprimés de la monarchie. En vain l'empereur François-Joseph avait montré

¹⁾ Réponse de M. Teleszky, Ministre hongrois des Finances interpellé sur la question du change en janvier 1916.

l'exemple. ¹⁾ On savait qu'il avait réprimandé la noblesse de son peu d'empressement. Où la persuasion échouait fut employée la contrainte : pour ne citer qu'un exemple, le Trésor de 60 millions or, déposé par l'église catholique roumaine de Bukowine dans une banque de Vienne, fut converti d'office par la direction des Finances en emprunt de guerre. En désespoir de cause on libéra du front ceux qui consentaient à souscrire. Ni les promesses, ni les menaces ne pouvaient prévaloir contre le fait que les nationalités sous le joug représentaient en Hongrie 38 %, en Autriche 64 % de la population. ²⁾ D'après la Gazette de Voss, commentant en janvier 1917 les résultats des 5 premiers emprunts, les Allemands d'Autriche avaient souscrit 15 milliards, les 6 millions de Tchèques (ou comptés comme tels) 1,25 milliards et le reste de l'Autriche 1,75 milliards. A plus forte raison les réquisitions avaient soulevé les Tchèques contre la politique du Gouvernement qui dépouillait leur pays au profit de l'Allemagne. Dans ces conditions, et vu l'insuffisance de ses conseils, l'aide effective de l'Allemagne ne tarda pas à être indispensable. Appui qui n'alla pas sans froissement, mais que le Reich ne marchandait point.

Jusqu'au 31 octobre 1918, l'Allemagne avait prêté à l'Autriche 4.141.875.000 mark. Dès le 26 novembre 1914, un syndicat de banques allemandes ayant à sa tête la Diskonto et la Deutsche Bank avança (moyennant 1 % de commission) 200.000.000 de mk. en pre-

¹⁾ L'Empereur souscrivit 5.000.000 de couronnes au 1^{er} emprunt, la Municipalité de Budapest, 10.000.000.

²⁾ Statistique officielle de 1906 : population de l'Autriche : latins 1.000.000, germains 9.000.000, slaves 15.000.000.

nant des traites 6 % du Trésor autrichien et 100.000.000 de mk., en prenant des traites du Trésor hongrois, à un an de date et renouvelables en vertu d'un accord exprès.

La plus grosse part revint à la Caisse d'Epargne Postale dont le directeur von Leth avait négocié l'opération; mais celui-ci ne chercha pas à jouer un rôle régulateur ni à économiser les fonds remis. En juillet 1915, les mêmes banques allemandes avançaient 305 millions de mk. à l'Autriche et 195 millions à la Hongrie; cette fois les sommes furent confiées à la Banque d'Autriche-Hongrie, en vue des besoins de la guerre et du Trésor. Vers la même époque, l'Allemagne ouvrait son marché à la souscription du 2^e emprunt de guerre autrichien. A partir de 1916, sans compter les crédits privés qui aidaient les crédits officiels, des tranches mensuelles de 100 millions de mk. furent mises à la disposition du Gouvernement autrichien par l'intermédiaire du Consortium des banques berlinoises.

1916 fut pour tous les belligérants l'année décisive. Il apparut que la victoire ne s'obtiendrait qu'au prix d'une énergie redoublée, coordonnée, soumise à une impulsion unique et à une discipline sévère. L'aide de l'Allemagne se transforma en emprise. Le 1^{er} juillet 1916, un traité secret assurait une direction unique aux affaires militaires et étrangères des deux empires. Le 4 février 1916, Helfferich, pour éviter une nouvelle dépréciation de la couronne, s'engageait à payer les dettes de l'Autriche pour 1.700.000.000 cr.; puis une relation fixe est établie entre le cours du mark et de la couronne. Voilà pour les finances; voici pour l'économie: à ce point de vue on reprend les vieux rêves caressés

par Schwarzenberg en 1850, écartés jadis par la Prusse, repris par l'Allemagne en 1913 et repoussés par l'Autriche: cette extension du Zollverein qui eut permis une spécialisation des industries des deux pays et un meilleur emploi des capitaux. A l'imitation de Berlin, le marché des devises est réglementé, la centrale des devises est créée. A l'instigation de Berlin encore, Vienne prohibe l'importation des objets de luxe. Elle procède aux réquisitions, mais avec des scrupules inconnus de son Alliée.

Ces manifestations de sagesse et d'énergie eurent d'emblée sur le change une influence heureuse. Mais la baisse reprit de plus belle lorsque fut soupçonnée l'inefficacité de ces mesures. L'Autriche ne possédait ni un Havestein, ni un Rathenau. Bien plus, c'est l'Allemagne elle-même qui, affaiblie, va bientôt délaissier une alliée qui la décourage. Berlin reproche à Vienne de compromettre par son insouciance le plan qui doit sauver le monde germanique. Tandis que le Reich prohibe toute exportation de marks, l'Autriche, à en croire Berlin, en inonde les marchés neutres. Les crédits qu'ouvre l'Allemagne à l'Autriche et à la Turquie servent à payer non seulement les achats faits sur son territoire, mais encore des objets achetés chez les neutres (du beurre danois par exemple), voire des objets de luxe et des bijoux à Genève. Avec cet argent, Vienne aurait racheté en Suisse des titres austro-hongrois. Aussi en septembre 1917, la Caisse des Prêts allemands fait savoir qu'elle ne consentira plus, sur les titres de guerre autrichiens, que des prêts de 60 %. En octobre 1917, la Reichsbank décide qu'un Autrichien ne pourra plus vendre des titres allemands en Allemagne que s'il s'en sert pour rem-

bourser ses dettes envers un Allemand. Elle interdit sur son marché la souscription aux emprunts de guerre autrichiens. Enfin, aucun crédit privé ne peut plus être accordé qu'avec l'autorisation de la Reichsbank.

Cette rupture de la solidarité financière s'accompagne d'un abandon de la solidarité économique. La continuation de la guerre en aggravant le rationnement, et le contrôle des répartitions et des exportations, tend à faire de l'Allemagne, de l'Autriche et même de la Hongrie, des territoires fermés.

C'est alors que Vienne se tourne plus pressante vers les neutres et, en réalité, ceux-ci ne lui ont jamais tant prêté qu'aux approches de la débâcle. Il est vrai qu'ils n'ouvrent des crédits que contre des fournitures. Leur attitude étonne pourtant. Peut-être, lorsqu'ils comparent la situation des différents belligérants, en distinguent-ils mal la gravité. Dans leur appréciation, entre aussi vraisemblablement en ligne de compte l'opinion que la Russie est vaincue, que l'Autriche a envahi de riches territoires qui lui permettront de suffire à ses besoins. Mais cette illusion ne dure guère et l'immunité de la défaite ne permettra plus de masquer longtemps une situation lamentable.

Comment donc définir cette situation dont les Etat successeurs vont hériter la lourde charge et dont ils vont tenter de se dégager par des issues si différentes ? Un trait l'indiquera : la disparition du crédit. Ce mécanisme délicat réglé avec soin au cours du XIX^e siècle sur la confiance qu'inspirent les divers agents de la production avait accéléré le développement économique. Le caractère de ce crédit était d'être infiniment nuancé suivant la situation réelle de telle industrie et de tel

commerce ; il dépendait de données aisément vérifiables, de signes presque infaillibles, grâce auxquels les avances étaient consenties pour un temps et sur des gages variés. Or, voici que ces appréciations subtiles étaient remplacées par une foi confuse et uniforme dans l'avenir d'un Etat chancelant et épuisé. Le rôle du crédit consistait en premier lieu à régler les transactions commerciales (mais le commerce des changes est concentré par l'Etat) en second lieu à financer la production ; mais désormais c'est à l'Etat que sont réservées toutes les ressources et c'est lui qui les procure toutes. L'Etat est devenu la source unique du crédit et une source inépuisable. Aucune émission industrielle ne peut être faite sans son autorisation.

La troisième fonction du crédit est de fournir des fonds de roulement. Mais les besoins quotidiens sont satisfaits instantanément en faisant escompter les titres d'emprunt de guerre, ou mieux encore en augmentant du jour au lendemain le prix des produits dont l'Etat est le seul acheteur généreux.

Or, l'Etat n'a monopolisé le crédit que pour le perdre en en abusant. La baisse du change traduit alors presque intégralement, en l'absence d'éléments suffisants d'appréciation commerciale, le déclin de la foi dans les engagements de l'Autriche. En novembre 1917, le cours le plus bas avait été atteint, coïncidant avec l'offre de paix séparée. En février 1918, la couronne avait perdu 60 % de sa valeur. Elle remonte au moment de l'armistice sur le front russe, mais en septembre 1918 elle s'affaisse pour ne se relever qu'à peine aux environs du 11 novembre.

* * *

C'est que les signes avant-coureurs du désastre apparaissent. En septembre une panique se produit à Berlin, et le public se précipite pour retirer ses dépôts. A la Bourse de Vienne, vers le milieu du même mois, les titres des emprunts de guerre autrichiens commencent à se liquider en grand nombre, offerts par les Tchèques ¹⁾ et, par contre, les valeurs industrielles bohémiennes marquent une hausse rapide. ²⁾ Ces transactions sont déjà un acte de foi des Tchèques en l'avenir de leur patrie. Les événements se précipitent. Le 26 septembre Masaryk a constitué à Paris son Gouvernement provisoire. Au début d'octobre, Stanek s'est écrié en plein Reichsrat: « De Dantzig jusqu'à l'Adriatique, nous voulons former un seul front d'Etats slaves. Mais ces questions seront résolues ailleurs qu'à Vienne. La Yougo-Slavie libre, la Tchécoslovaquie indépendante, la Grande-Pologne unifiée, sont déjà en train de se reconstituer ». Le 16 octobre, l'empereur Charles lance son manifeste. Trop tard. Le dernier Habsbourg, en cet instant décisif, a-t-il compris, le premier de sa race, le rôle véritable et la mission de conciliatrice destinée à son empire entre les deux civilisations de Rome et de Byzance, que ses ancêtres, attardés au mythe de l'empire Romain-Germanique, avaient méconnue? Le 27 octobre, le front italien s'écroule. Les hommes politiques de Prague sont allés à Genève conférer avec Bénès. Le député Tusar a gagné Vienne où il se con-

¹⁾ Ces emprunts de guerre furent rachetés en bloc par quelques industriels allemands de Bohême.

²⁾ Les actions de la Banque Morave montent de 115 % ; les obligations de la Banque Royale de Bohême de 114 %.

certe avec les Yougo-Slaves au sujet des dernières dispositions à prendre. C'est lui qui, par téléphone, apprend à Prague la capitulation d'Andrassy devant le Président Wilson.

Des hommes politiques tchèques, il ne reste à Prague à ce moment que Rašin. Il faut mettre le monde devant un fait accompli. Sans attendre les décisions de Genève, il agit. Le 26 octobre, dès 6 heures du matin, tout est prêt. Il s'est emparé de toutes les administrations, des postes. Les Sokols ont désarmé la garnison magyare. Dans une manifestation au peuple, Rašin s'écrie : « Tu ne décevras pas les espérances du monde civilisé tout entier qui se rappelle ta glorieuse histoire que couronnent les exploits des légions tchécoslovaques sur les champs de bataille de l'Occident et de la Sibérie. Peuple, gardes ton honneur intact ! » Le même jour, le Conseil National Slovaque réclame l'incorporation à l'Etat tchèque. La 26^e Schutzdivision tchèque se mutine devant les Anglais. Alors que, disséminés en Sibérie, leurs frères des légions orientales luttent encore, ignorants des événements, avec plus de foi que d'espérance, le 28 octobre la République tchécoslovaque était née, sans une goutte de sang, et Prague tout entière songe à la prophétie de sa princesse des premiers siècles, Libussa : « Je vois une ville dont la pointe monte jusqu'aux étoiles ».

* * *

III

SOLIDARITE OU ISOLEMENT?

« Toute nation qui n'existe plus, a péri de sa propre faute, et ce n'est pas sur le champ de bataille, mais bien avant le déchaînement du combat que se joue le sort des nations. Nulle nation, grande ou petite, ne mourut au moment de sa jeunesse, alors que ses dons et ses facultés étaient en leur plein développement. Chacune s'en alla seulement quand vint sa période de décrépitude et de décadence. Voici l'excellente leçon que nous donne l'histoire. Quel enseignement s'en dégage-t-il pour nous ? J'y vois deux vérités dont l'une très sévère, l'autre plutôt consolante. La première de ces vérités est que, moins nombreuse est la nation, plus grande doit être l'activité que celle-ci doit développer pour s'affirmer, plus elle est tenue aussi d'avoir soin de son développement. La deuxième vérité est que nulle menace extérieure, nulle force brutale ne peuvent à elles seules anéantir les nations. » Ainsi écrivait Miroslav Tyrs en 1870, et cet article parut en 1871 dans la revue « Sokol » qu'il avait fondée. ¹⁾

¹⁾ Ces paroles, rapprochées de cette date, rendent un son particulier. Elles évoquent le destin de l'Alsace et de la Lorraine et semblent s'adresser aux Hohenzollern autant qu'aux

Cette loi de l'histoire que citait le fondateur des Sokols, l'Autriche venait de la subir. Elle eut pu l'éviter, si elle avait su se rénover à temps et devenir cette Suisse monarchique, objet des aspirations tchèques.

Ce serait un tort, en effet, de croire que les Tchèques avaient été des ennemis irréductibles de la monarchie. Les Italiens, les Roumains, les Serbes pouvaient se considérer comme habitants de terres « irredente » et espérer être réunis un jour à leurs frères de race ; mais quel avantage auraient retiré les 6 millions de Tchèques du démembrement de l'Empire ? Cette éventualité aurait comblé les vœux de ces Allemands dont l'existence était si intimement mêlée à la leur et qui, selon l'expression de Masaryk dans la proclamation qu'il leur adressait à son retour, avaient fourni au pangermanisme ses plus furieuses recrues.

Mais cette hypothèse eut placé les Tchèques entre une Allemagne aggrandie et une Hongrie jalouse. Non, ce que les Tchèques avaient demandé au cours du XIX^e siècle, c'était une orientation nouvelle de la monarchie, la simple reconnaissance de droits égaux à ceux des Magyars. Parfois François-Joseph avait semblé pencher vers la conciliation, mais Berlin lui avait enjoint de renoncer à ses vellétés. Le Reich ne pouvait être allié qu'à une puissance germanique, et quel appui lui eut prêté contre la Russie une Autriche en majorité slave ? Si bien qu'à la longue, les Tchèques avaient compris la vanité de leurs illusions. Dans l'es-

Habsbourg. A la même époque, le 8 décembre 1870 la Diète de Bohême adressait une protestation au Comte de Beust contre le bombardement de Paris et l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

prit de Kramar, ¹⁾ c'est au moment du procès de Zagreb, en 1909, que cette évolution s'acheva. Masaryk et lui comprirent alors que le peuple tchèque ne pourrait jamais compter que sur lui-même. Mais, à l'opposé des idéalistes, le groupe des réalistes songeait que l'indépendance politique devait être préparée par l'indépendance économique.

Un pays uniquement agricole ou pourvu d'une marine marchande qui lui livre l'accès de régions lointaines peut à la rigueur supporter d'être détaché de l'ensemble économique où il s'incorpore. La Bohême était dans une situation bien différente. Elle était pourvue d'une industrie peu concentrée qui luttait déjà avec peine contre la concurrence allemande, et il était invraisemblable que, libre, elle pût atteindre au Danube. Or le Danube, ²⁾ malgré l'obstacle des Portes de fer et toutes les difficultés de son cours, était l'artère du grand corps autrichien. Bratislava était un port hongrois. Ces considérations expliquent que le peuple tchèque ne pouvait guère se séparer qu'en désespoir de cause de l'agglomération formée par les Habsbourg. Il ne faut pas s'étonner que de cette solidarité brisée par leurs oppresseurs, ils aient tenté de sauvegarder les restes.

Sans doute la victoire des Alliés donnait au problème une solution inespérée. Le nouvel État, dès sa formation,

¹⁾ Kramar écrivait encore, en 1902 : « Il n'y a qu'une politique pour nous, tout faire pour arriver à une Autriche juste et sincèrement amie de ses peuples slaves. »

²⁾ Le Danube transportait annuellement avant la guerre 3.500.000 tonnes tchécoslovaques, un tiers du tonnage de l'Elbe.

songe à obtenir l'internationalisation de l'Elbe et le débouché sur le Danube. Mais ces compensations futures, incertaines ne pouvaient empêcher le Conseil national d'hésiter entre la rupture et le maintien de l'unité économique danubienne. Hésitation qui, certes, ne devait pas être de longue durée: Le 26 septembre, Masaryk avait fondé à Paris un Gouvernement provisoire. Le 16 octobre, l'empereur Charles lance son manifeste, le 18 Masaryk proclame l'indépendance, le 19 Kramar, à Prague, décide la fusion de son gouvernement avec celui de Paris, le 28 octobre le Comité national proclame l'indépendance, le 9 novembre le Conseil national se transforme en Assemblée nationale, le 11, l'empereur abdique, le 14, l'Assemblée nationale tient sa première séance, le 11 décembre, Reichenberg, foyer des pangermanistes, capitule, le 21 décembre, Masaryk arrive à Prague. Le Comité qui, jusque là, avait eu la responsabilité des décisions, comprenait Soukup, Stribny, Svehla, Srobar et Rašin. Le Gouvernement une fois constitué eut pour chef Kramar, pour ministre des Affaires étrangères Bénès, pour la Guerre Stefanik, commandant des légions tchèques de France. ¹⁾ Rašin, dont nous avons vu le rôle prépondérant dans la destruction de l'ancien régime, garde le portefeuille des Finances; c'est lui qui doit décider de la conduite à tenir à l'égard de Vienne.

Du côté de l'Autriche, les dispositions étaient conciliantes. Elle ne tenait pas à s'aliéner les Tchèques qui, somme toute, n'avaient pas été ses ennemis dé-

¹⁾ Qui devait mourir d'une chute d'avion en rentrant dans sa patrie.

clarés et avait tout avantage à consentir un règlement à l'amiable des questions pendantes, la répartition de la dette de guerre notamment. Même le Gouvernement de la Bohême allemande qui s'était constitué à Reichenberg, ayant envoyé une déclaration au Conseil suprême de Paris, Otto Bauer, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à Vienne, intercepta la lettre.

Il était un point au sujet duquel il importait de se montrer irréductible. Ce n'est pas seulement l'avenir de la Tchécoslovaquie qui en dépend, mais celui de tous les Etats successeurs. Il fallait au plus vite mettre fin à l'inflation et remédier à un état de choses funeste que les besoins de la guerre avaient en quelque sorte légitimé et que la publication du bilan de la Banque d'Autriche-Hongrie venait de rendre apparent.

Pendant la guerre il avait fallu partout créer de l'argent sans s'assigner d'autres bornes que les besoins de la patrie menacée. De cette création continue n'était résultée aucune augmentation de production, puisque tout au contraire elle était employée à détruire. Un secours suffisant n'aurait pu être attendu d'une épargne craintive et d'ailleurs limitée. Ce subterfuge exceptionnel se concevait; mais la conclusion de la paix en rendait la prolongation sans excuses. Il était d'autant plus pressant de renoncer à l'inflation qu'on pouvait avec raison faire remonter à cette cause bien des troubles;

¹⁾ L'encaisse de 1.584 millions d'or le 25 juillet 1914 est tombée à 342 millions le 26 octobre 1918 et en revanche la circulation est passée de 2.129 millions en 1914 (couverture 74 %) à 30.680 millions (couverture 1,11 %).

la persistance des achats à l'étranger, la diminution du rendement du travail coïncidant avec la rareté de la main-d'œuvre, l'appauvrissement des classes épargnantes se muant progressivement en appauvrissement général, la perte de confiance dans les billets d'Etat amenant une thésaurisation des biens et un retour à l'économie en nature, la disparition du capital productif, la mise en coupe des forêts, les prairies en friche, le bétail abattu, tel est le tableau que Rašin peint à larges traits dans son livre « Inflation et Déflation... »; et toute cette richesse, poursuit-il, était remplacée par du papier et des emprunts de guerre. Tout ce que des générations avaient amassé par le travail, l'épargne, l'initiative, l'invention et l'organisation, tout cela était décimé et détruit, et la richesse nationale se trouvait amoindrie dans la même mesure où la masse de papier avait cru ». Et il ajoute: « La conclusion de la paix signifiait que toutes les forces qui avaient servi à la destruction devaient retourner ensemble à une collaboration productrice ».

Ce langage de la raison peut difficilement prévaloir contre les tentations qui assaillent les pays après l'armistice. C'est que les besoins d'argent n'ont pas cessé avec la paix. Les dirigeants de chaque Etat vont avoir à se prononcer entre la continuation d'une politique dispendieuse grâce à l'émission de nouveaux billets et le retour aux sains principes. Leur choix dépendra de la clarté de leurs vues et de leur force d'âme. En Tchécoslovaquie aussi, durant les premiers mois, les entreprises sollicitent de Rašin les fonds nécessaires à leur remise en marche. La démobilisation, les dettes des pensions, les émissions nouvelles, autant de néces-

sités qui s'imposent à la Tchécoslovaquie comme à tous les Etats successeurs.

Rašín offre à ces pays le moyen, au prix sans doute de difficultés passagères, de les sauver tous avec le sien.

* * *

Loin de préconiser une action séparée, il veut conjurer l'inflation avec l'aide internationale. Quatre ans plus tard, on devait y revenir sur les conseils de la Société des Nations, mais les événements auront marché. En novembre 1918, Rašín suggère par la voix de Bénès au Conseil suprême de Paris que soit constituée auprès de la Banque d'Autriche-Hongrie et aussi de la Reichsbank une Commission internationale de contrôle. Cette proposition fut écartée. Les représentants des peuples à monnaie saine concevaient mal les extrémités où l'inflation peut conduire. Au surplus ils répugnaient à s'immiscer dans les affaires intérieures de leurs ennemis, et l'importance des problèmes économiques même leur paraissait de second plan.

Rašín se rabat donc sur une entente directe avec la Banque austro-hongroise. Cependant il agira de concert avec les autres Etats successeurs. Le privilège d'émission de la Banque est reconnu, et l'on tombe d'accord sur la nécessité de garder la monnaie commune.

Cette résolution qui révèle des dispositions si conciliantes étonne. L'entente scandinave, l'union latine étaient tombées d'elles-mêmes, depuis que la guerre avait mis leurs membres dans des conditions économiques dissemblables. Ces précédents pouvaient rendre scep-

tique sur la possibilité d'une collaboration dont l'essai ne fut repris que deux ans après. Quoiqu'il en soit, le principe du maintien de la communauté monétaire est posé. Sous certaines conditions cependant. Il allait de soi, qu'en échange du privilège qu'ils reconnaissaient à la Banque, les nouveaux Etats devaient pouvoir participer à sa gestion.

Précisément la monarchie austro-hongroise était représentée dans les assemblées par un commissaire.¹⁾ Désormais le même rôle serait tenu par un collège des délégués des sept Etats. Ce premier postulat trop naturel ne souleva pas d'objection et les commissaires furent désignés.

Ce n'était là qu'une mesure préventive. La seconde réclamation de Rašin visait l'inflation elle-même, mal qu'il fallait tarir à sa source²⁾.

Aucun des Etats successeurs ne pourrait obtenir d'emprunts de la Banque qu'avec le consentement de tous les autres. Ce second point fut adopté également. De la sorte on parait à un danger futur : un danger imminent subsistait. Même sans nouvelle émission, la circulation pouvait brusquement augmenter dans d'énormes proportions. En effet, à côté de la circulation

¹⁾ La Banque d'Autriche-Hongrie était dirigée par deux gouverneurs nommés par l'Empereur sur la proposition des deux ministres des Finances et par un conseil général composé de 6 Autrichiens et de 6 Hongrois.

²⁾ Circulation des billets en Autriche-Hongrie (en 1.000 couronnes).

1914	1915	1916	1917	1918
3.165.300	6.124.900	8.609.900	13.495.100	27.921.200
base métallique : 350.000.000 Cr.				

des billets, les emprunts de guerre constituaient une inflation cristallisée qui, d'un moment à l'autre, pouvait fondre. Il suffirait pour cela que les détenteurs de titres d'emprunts allassent les porter à la Banque. Celle-ci était tenue de faire sur 75 % de leur valeur nominale des avances qui ne lui rapportaient qu'un intérêt de 5 %. Rašín réclama que cette opération fut interdite. Son exigence était d'autant plus justifiée que, circonstance aggravante, le Gouvernement autrichien avait garanti à la Banque de l'indemniser de toute perte qu'elle aurait à encourir de ce fait. Le Gouvernement tchécoslovaque risquait donc d'être garant à son tour d'une dette formidable.¹⁾

Cette fois la Banque d'Autriche-Hongrie refuse. Elle allègue que, lors de l'émission de ces emprunts, on avait fait valoir comme attrait pour le souscripteur, la possibilité d'obtenir des avances sur ces titres. La promesse avait été faite dans les journaux, dans les prospectus que la Banque elle-même distribuait.

Devant le refus de la Banque d'Autriche-Hongrie et le danger pressant, Rašín agit seul. Il défend à toutes les succursales tchécoslovaques de la Banque d'Autriche-Hongrie d'escompter les emprunts de guerre. Grâce à

¹⁾ Total des emprunts de guerre émis en souscription publique 50.736.838.500 Cr.

²⁾ Du 26 octobre 1918 au 26 février 1919 la circulation était passée par ce seul procédé de 4.094.500.000 à 9.319.000.000.

En un jour, le 7 novembre 1918 609 millions de dettes de guerre étaient escomptés par la Banque d'Autriche-Hongrie.

la promptitude de cette résolution, le portefeuille des succursales ne dépassera pas en titres d'emprunts de guerre 412 millions de couronnes.

* * *

Ce premier différend fut suivi d'un autre aussi grave. Malgré sa promesse, la Banque avait imprimé 200 millions de couronnes consentis au Gouvernement autrichien à la veille de l'armistice. En décembre 1918, au moment même où, s'adressant au patriotisme de son peuple, le Gouvernement tchécoslovaque lance « l'emprunt de la liberté » et se procure par cet appel à l'épargne les moyens de paiement qui lui font défaut, le Gouvernement autrichien de nouveau recourt à la voie facile de l'inflation.

La Banque d'Autriche-Hongrie frappe à l'intention du Gouvernement autrichien des billets de 10 000 couronnes.¹⁾ Les autres Etats pressentis se laissent fléchir. Seule la Tchécoslovaquie proteste. Elle fait plus. Elle interdit la circulation sur son territoire des nouveaux billets²⁾ et ne leur reconnaît pas le cours légal.

* * *

¹⁾ Ces billets datés du 2 novembre 1918, identiques à ceux précédemment en usage, ne révèlent en rien un changement de régime et présentent un recto autrichien, un verso hongrois.

²⁾ Cette interdiction ne s'applique qu'aux coupures de 10.000 Cr. et ne vise pas les petits billets nouveaux imprimés en même temps par la Banque.

Cette mesure énergique fait renaître la confiance. Les dépôts augmentent, l'intérêt baisse de 1 %. En 5 jours il est souscrit à l'Emprunt de la liberté 1.072 millions de couronnes, alors que la limite de souscription était fixée à 500.000.000 couronnes. La population prouve ainsi qu'elle met sa confiance entière dans les fonds d'Etat que les 9 emprunts de guerre avaient discrédités. Fonctionnaires, ouvriers, industriels, artisans, commerçants participent au même élan.

Rašin encouragé par les dispositions de son peuple patiente cependant.

L'Autriche récidive. Elle demande à la Banque un nouvel emprunt. Cette fois la commission refuse. Le 31 décembre 1918, 3 milliards et demi de couronnes de nouveaux billets de banque avaient été prêtés à l'Autriche et 1 milliard et demi à l'Etat hongrois. De son côté la Hongrie, dans un dessein politique pour s'attirer les Slovaques, fait imprimer par le Bureau central de Banque à Budapest des coupures de 25 et 200 couronnes qu'elle jette en Slovaquie.

* * *

Dans l'esprit de Rašin, averti par les insuccès de cet essai de collaboration loyale, l'idée de la scission monétaire et économique a mûri. Peut-on lui reprocher une attitude agressive, lorsqu'il n'opère qu'un acte de conservation ? Sa décision est prise. Avant d'y donner suite

sans doute, il envisage de quels éléments il dispose et quels obstacles il va rencontrer. C'est ce qu'il nous faut examiner avec lui avant d'aborder l'étude du plan qu'il conçoit et d'en suivre l'exécution et les effets.

* * *

IV.

LES ÉLÉMENTS NATURELS.

Cet isolement auquel la Tchécoslovaquie se résout n'est qu'un cas particulier d'un phénomène universel.

La solidarité financière et économique des différentes nations s'était manifestée au cours du XIX^e siècle par une plus grande mobilité des capitaux, à la faveur de changes stables et par la mise en commun de toutes les ressources du monde. Cette évolution semblait devoir conduire, en dépit de l'égoïsme de certaines nations, à la constitution de grandes fédérations économiques dont l'Union sud-américaine et le Zollverein présentaient le prototype. La guerre transforma cet état de choses et, d'une certaine manière, l'accusa. La mutuelle dépendance qui régissait comme en vertu d'une loi naturelle les rapports des peuples, céda la place à une entente volontaire, donc artificielle, entre les gouvernements. ¹⁾ A la fin de 1918, la rupture de cette

¹⁾ Les Alliés à Londres en 1916 avaient convenu de maintenir entre eux après la guerre le bloc économique qu'ils avaient formé et qui se fut opposé à celui des ex-ennemis, et à celui des Neutres. Le Président Wilson apporta une conception différente (§ 13 des 14 points), tendant à rétablir la communauté de toutes les nations adhérant à la Société des Nations.

Aucune de ces deux conceptions ne l'emporta, laissant la place à l'égoïsme sacré.

solidarité d'un nouveau genre n'est pas consommée, mais elle se prépare. Il est curieux de penser qu'au moment même où les projets de communauté politique vont prendre corps sous la forme de la Société des Nations, la notion d'aide réciproque disparaît déjà en matière économique. Elle sera répudiée pour le règlement des réparations et des dettes interalliées, les accords financiers entre gouvernements seront dénoncés. Bref, dans un monde « balkanisé » chaque peuple va retourner à son isolement.

Cette rupture consentie par les négociateurs des traités et qui sera provoquée par des conditions de fait (crise des changes et des transports) et par des conditions de droit (prohibitions, restrictions, réglementations) aura du moins l'avantage de révéler l'effort dont chaque pays est capable. Et l'épreuve de la solitude sera d'autant plus concluante que le pays sera jeune : ne pouvant témoigner d'un long passé, il prouvera par ses réactions heureuses à ses pairs, son droit à l'indépendance. Par contre, en cas d'échec, une dure perspective menace ces pays neufs, momentanément dépourvus, celle de tomber sous la sujétion économique de l'étranger.

* * *

Cette tendance des Etats à se replier sur eux-mêmes les conduit à dénombrer leurs ressources et à mettre en balance au moment où leur statut futur se décide au cours des délibérations de paix, les avantages économiques et les garanties politiques qu'ils espèrent obtenir.

Les avantages politiques confèrent la sécurité. Ils peuvent être négligés par les pays protégés par la nature. Mais leur importance devient prépondérante lorsque, tels la Tchécoslovaquie, ces pays se trouvent dépourvus de côtes, entourés d'anciens adversaires et formés d'une population peu homogène. Bénès, grâce à son talent et à ses amitiés, réussira à réduire ces causes d'infériorité. Versailles, St-Germain, Trianon arrondissent au delà de tout espoir les frontières du nouvel Etat et lui ménagent toute facilité d'accès à la mer. La création de la Petite Entente consolidera l'ordre nouveau. Par là même se trouve sauvegardée la mise en valeur des richesses dont, au surplus, aucun succès diplomatique n'eut pu compenser l'absence.

* * *

Le nouvel Etat est favorisé par l'abondance et la diversité des matières premières. Cette abondance est pour un pays une source de prospérité et d'influence. Les produits superflus servent de moyens d'échange, parfois de pression, vis-à-vis d'Etats moins heureux portés à concéder maints avantages en retour du blé ou du fer dont ils manquent. Un excédent de production tient lieu à l'occasion d'épargne et assurait à la Russie, par exemple, des rentrées d'or périodiques. Les finances publiques en profitent enfin, car la plus-value des impôts de consommation qui en résulte procure aux budgets un équilibre aisé. La Tchécoslovaquie disposait de biens plus qu'à sa suffisance. Elle héritait pour la plus large part, en effet, de la production de l'ancien empire. Il lui revenait :

Agriculture

Blé	16,1 %
Seigle	39 »
Orge	47,1 »
Avoine	37,5 »
Pommes de terre	37,4 »
Bière	52 »
Sucre	76,4 »
Bétail	26 »
Porcs	18 »

Industrie (80 % dans l'ensemble).

Industrie cotonnière	75 % des broches
» »	90 % des métiers
Industrie linière	97 »
» laine.....	80 »
Métallurgie	85 » ¹⁾
Industrie d'aluminium	50 »
Porcelaine	100 »
Verreries	92 »
Produits chimiques	75 »
Produits alimentaires	50 »
Cuir	70 »
Gants	90 »
Chaussures	75 »
Papier	65 »

Il est vrai que, sauf le sucre, aucun de ces produits n'occupe un rang exceptionnel dans le classement mondial ; mais la diversité n'est pas un privilège moins ap-

¹⁾ 27 hauts-fourneaux sur 47.

préciable que la quantité. List considérait cette condition comme vitale pour cette nation normale déjà rêvée par Colbert et que le chef de l'Ecole historique proposait en modèle à l'Allemagne. D'après List, une variété de ressources est surtout une garantie d'indépendance. Au point de vue social, d'autres conséquences heureuses en découlent : en particulier un vaste choix de métiers établit entre les classes un équilibre utile à la paix intérieure. Le fait que puisse être offert un travail adapté aux facultés et aux goûts de chacun remédie par ailleurs à l'extension de l'émigration.¹⁾

L'union de la Slovaquie et de la Bohême allait compléter une harmonie qui, au demeurant, existait déjà dans le cadre de cette dernière province. Les chiffres suivants indiquent un égal partage de la population entre les deux principales formes d'activité.

¹⁾ L'émigration sévissait particulièrement en Slovaquie. La Hongrie était après l'Italie, le pays dont le coefficient d'émigration par rapport à la population était le plus grand. D'abord localisée à la seule Slovaquie cette coutume s'était étendue à tout le Royaume mais la Slovaquie continuait à fournir le principal contingent. Proportionnellement aucune race n'était représentée davantage en Amérique. De 1906 à 1919 il a été enregistré 254.193 arrivée de Slovaques en Amérique, mais les Slovaques émigraient aussi en Europe, à l'intérieur de la Hongrie également où, rassemblés en bandes errantes, ils prêtaient leur concours à la moisson. Ces départs n'étaient pas imputables au dégoût de la terre. Munis de quelques économies, ils revenaient acheter un coin de bien au pays. L'appel de la mer ne les tentait pas non plus. Les paysans étaient chassés plutôt par le manque de travail, le besoin d'échapper au grand propriétaire magyar. Il y a lieu de penser que le régime nouveau restera l'écoulement hors du territoire de ces forces vives.

	Industrie	Agriculture
Bohême	41 %	32 %
Moravie	35 »	41 »
Silésie	46 »	46 »
Slovaquie et Russie sub- carpathique	20 »	61 »

Cette distribution remarquable n'existe pas seulement entre l'élément rural et l'élément ouvrier. Chacun de ces milieux sociaux offre une variété de métiers entre lesquels les travailleurs se répartissent de façon sensiblement égale. Une carte bariolée de quatre teintes correspondant à la culture de la betterave, des céréales (seigle, avoine et orge), des pommes de terre et aux paturages frappe par la régularité de son panachage. Quant aux minéraux, dont l'industrie tire parti, ils présentent un choix assez rare. ¹⁾ Certaines insuffisances ont été atténuées par les traités. En particulier ils ont livré des gisements de fer hongrois à la Bohême et lui ont adjoint le bassin houiller ²⁾ de Teschen réclamé par la Pologne.

* * *

La mise en valeur des produits naturels s'obtient par leur transformation et leur déplacement. En Tchécoslovaquie l'existence de nombreuses industries agri-

¹⁾ Il suffit d'énumérer l'or, l'argent, le wolfram, le soufre, le fer, le platine, le plomb, le zinc, l'étain, le graphite, l'antimoine parmi les minerais. C'est à la Tchécoslovaquie qu'échoit le monopole du radium. Le pétrole se rencontre dans les terrains de Gbely. Les sources minérales de Carlsbad et de Marienbad sont fameuses.

coles, autour desquelles se juxtaposent les populations ouvrière et paysanne, facilite le problème. Par ailleurs, la proximité des matières complémentaires contribue à augmenter à moindres frais la valeur des produits transformés.

A la sortie de la fabrique, l'écoulement est subordonné à la situation géographique et à la condition des transports. La position continentale paraît à première vue une infériorité. Un peu d'ingéniosité et de ténacité peut la transformer en bienfait. La jonction par des canaux de l'Elbe, de l'Oder et du Danube ¹⁾ concentrerait dans ce carrefour l'échange des produits fabriqués de l'Occident contre les matières premières de l'Orient. Plan très vaste et dont la réalisation n'atténuerait pas de sitôt les difficultés de communication, léguées au jeune Etat. Sans doute les traités, par l'internationalisation des trois fleuves, l'octroi des ports francs d'Hambourg et de Stettin, et l'exemption de droits de passage vers Trieste et Fiume ont permis au commerce de vivre. Mais il reste que les voies ferrées refluent vers Vienne et Budapest, que les ports de Komorn et de Bratislava ont été négligés, que le cours du Danube, pour être utilisable, nécessite de grands travaux. Tels sont les obstacles de fait qui demeurent à aplanir afin d'assurer à la Tchécoslovaquie cette place d'intermédiaire qui lui est dévolue au centre de l'Europe.

La nature impose à la généralité des pays des problèmes de ce genre. Privée de côtes, la Tchécoslovaquie partage avec la Suisse un sort très spécial qui exige de la part

¹⁾ Ce plan avait tenté autrefois l'Anglo-Oesterreichische Bank et plus tard des capitalistes français. L'Autriche avait toujours négligé ce projet.

de son peuple des qualités particulières. Les pays maritimes, par leurs ports, exportent surtout les matières volumineuses brutes. Inversement, les pays absolument continentaux sont contraints de se spécialiser dans les industries qui incorporent par le travail une grande valeur dans un faible volume. De là l'importance exceptionnelle accordée en de tels pays à l'agent qui conçoit, suscite, finance et réalise ces métamorphoses : le facteur humain.

* * *

V.

LES ÉLÉMENTS HUMAINS.

Les Tchèques et les Slovaques sont des rameaux longtemps confondus de la grande famille slave. L'invasion des Magyars au XIX^e siècle avait séparé leurs destinées.

Au contact de populations étrangères, les races conservent jalousement la pureté de leurs caractères distinctifs. Roumains de Transylvanie, Français du Canada, préservés de tout mélange, gardent la ressemblance de leurs ancêtres lointains. De même les Tchèques. Seuls parmi les Slaves ils ont échappé à l'influence dissolvante de Byzance, modèle de Moscou. Cette insouciance, cette horreur de l'effort continu, ce goût des discussions subtiles et interminables, ce penchant à l'intrigue ne se retrouvent pas chez les Slaves de l'Europe centrale, comme chez leurs frères de l'Est.

Par contre, quelques traits plus profonds sont communs au moujik et au paysan tchèque : culte de la tradition et de la terre et « cette croyance originale en un avenir meilleur et, qu'en travaillant pour leur salut, ils travaillent aussi pour le monde ».

L'oppression, qu'elle soit mongole, turque ou germanique, si elle n'étouffe pas les dons naturels d'une race séculaire, n'en laisse pas moins sa marque. Les

peuples qui l'ont subie en gardent longtemps une gravité colorée souvent de tristesse, une réserve, une acceptation apparente dissimulant la révolte prête à éclater. La solidarité s'apprend dans la sujétion. ¹⁾ La domination germanique durait depuis trop longtemps pour que les Tchèques n'aient assimilé les facultés d'organisation et de discipline dont s'enorgueillit l'Allemagne. Ainsi les siècles façonnent des races originales en ajoutant des réflexes nouveaux aux dispositions primitives.

Le souci de sa renaissance devait inculquer à ce peuple des vertus que l'hérédité et l'accoutumance ne lui avaient pas départies. Ernest Denys nous dépeint l'écrasement après la Montagne Blanche de tout un peuple qui avait désappris les principes essentiels de vie et ne savait plus réagir. Prendre conscience de soi-même, acquérir patiemment la force, tels sont les premiers devoirs que s'impose la Bohême pour se relever, et elle entreprend le développement de sa culture et de son énergie. Le foyer intellectuel est cette Université de Prague ²⁾ où se forment les Masaryk, les Bénès, tout imprégnés d'idées occidentales. L'école d'énergie, ce sont les groupements des Sokols où toute une jeunesse s'exerce à la lutte, à l'entr'aide et à une discipline consentie.

* * *

¹⁾ Cette solidarité se manifestait spécialement par le développement des institutions locales organisées en commun, hôpitaux, écoles, théâtres.

²⁾ Fondée en 1348, la première de l'Europe Centrale. Comme centre d'éducation il faut également citer les hautes écoles de mécanique, de chimie, d'électricité, d'agriculture des Ponts et Chaussées; la Tchécoslovaquie est le peuple chez qui le nombre des illettrés est le plus faible.

Les crises telles que la guerre de 1914 portent à leur plus haut degré les valeurs que les peuples possèdent en puissance. L'attitude du peuple tchèque durant ces cinq ans en est la preuve. La population demeurée sur son sol et souffrant comme toujours sans cris et sans éclats, attendait en silence, mais remplie de foi, une indépendance chimérique. Les intellectuels exilés en Occident travaillaient pour la cause et se créaient des amitiés, tantôt rappelant à la patrie de Calvin la patrie de Jean Huss, tantôt organisant à Moscou les légions, tantôt faisant intervenir auprès de Wilson, champion des nationalités, les Slovaques d'Amérique. Ou demeurés à Prague, ils prophétisaient, au Reichsrat; ou dans les prisons de Vienne, ils préparaient froidement le plan de reconstruction de leur pays.

Et quant à la force du peuple, sa jeunesse, elle bravait les périls de la désertion — 60 000 soldats tchèques passèrent en Russie — ou de son plein gré accourrait d'Amérique pour s'enrôler.

Une sorte de correspondance mystique s'établissait à travers le monde et reliait les fils de cette nation dispersée: Gardiens du sol et de la cité, exilés de Suisse et de France, prisonniers des géoles de Vienne émigrés d'Amérique, légionnaires d'Italie, de France et de Sibérie.

* * *

Que n'était-il permis d'attendre d'une race qui venait de se révéler si énergique? Produire, épargner, se soumettre à une règle, serait-ce difficile à un peuple qui venait de témoigner d'un tel esprit de discipline et de sacrifice? Des divers mobiles qui suscitent et ampli-

fient les sentiments et les énergies déposés au fond des hommes par l'hérédité et la coutume, mobiles dont les principaux sont l'intérêt personnel, la contrainte et l'enthousiasme, ce dernier ressort est sans doute le plus rare, mais aussi le plus puissant. L'habileté de l'homme d'état est précisément de saisir le moment où la « Chose Publique » apparaît à un peuple exalté comme la fin suprême, pour réaliser les réformes qu'il juge salutaires. Ce choix du moment psychologique avait assuré le succès de l'emprunt de la liberté. La réussite d'un plan financier plus vaste pouvait en dépendre. Quels sacrifices ne paraîtraient légers lorsque la Slovaquie est envahie par les Magyars, lorsque les Allemands soulèvent Reichenberg, lorsque surtout en Sibérie les fils luttent encore ?

* * *

Matérielles et humaines, telles sont les données initiales qui président à la naissance de la Tchécoslovaquie. Est-elle plus favorisée que tant d'autres nations créées ou agrandies par la même victoire ? L'exemple de certains pays démontre que, fussent-ils les mieux pourvus par la nature, ces dons sont vains sans l'inspiration et l'énergie d'un metteur en œuvre. Tel est le rôle qui s'offre à Rašin.

* * *

VI.

LE CHEF - L'IDÉE. - LE PLAN DE RAŠIN.

A vrai dire, il ne manquait guère parmi les Tchèques d'hommes rompus au maniement des affaires. Beaucoup, en leur temps, avaient participé au Gouvernement de l'Autriche. Forst, Kolousek, en qui le plan adopté trouvera d'ardents critiques, avaient été ministres des Finances ou du Commerce. Mais peut-être ce passé officiel était-il une raison de les écarter. Les préférences devaient aller à des hommes éprouvés par la guerre.

Ces purs avant 1914 avaient été divisés de tendances plutôt que d'idées. Le parti progressiste d'Etat dont Kramar et Rašin étaient les chefs, reprochait à Masaryk, chef des progressistes réalistes, son attitude dans l'affaire des Apocryphes et dans celle des Crimes rituels.¹⁾ Alors ce grand serviteur de la vérité avait répugné à maintenir intacts l'élan et l'union du peuple au prix d'une illusion ou d'injustes violences Mais

¹⁾ Il s'agissait de documents écrits en langue ancienne dont les premiers partisans de l'émancipation s'étaient servis afin que leur étude rendit à la nation conscience d'elle-même. Masaryk en démontra l'inauthenticité. Quant aux Crimes Rituels, ils se rapportaient au mouvement antisémite dont certains propagandistes usaient pour attiser le nationalisme.

les récentes épreuves, l'œuvre nouvelle à réaliser, d'autant plus ardue qu'il ne pouvait plus être question à défaut d'une Autriche slave, d'une grande « Slavie » axée sur Moscou, tout cela avait aplané les anciens différends.

Parmi ces ouvriers de la première heure, Rašin passait au premier plan. Non que ses travaux antérieurs lui eussent acquis une renommée de financier, mais aux yeux de tous, il incarnait un des politiciens les plus opposés à l'Autriche avant la guerre. Déjà en 1893, à peine docteur, il lançait un défi aux Habsbourg. « Paroles impériales ». Tel avait été le titre d'un pamphlet où il rappelait les promesses violées et qui atteint durement le prestige de la monarchie parmi les masses. Le procès de l'Omladina, groupement de militants dont il était l'âme, aboutit à la condamnation de 70 d'entre eux à plusieurs années d'emprisonnement : Rašin était du nombre.

À peine libéré, il reprenait la lutte et collaborait au Narodni Listy, grand quotidien de la bourgeoisie libérale. En 1911, il était élu député au Reichsrat et s'adonnait à l'étude de questions économiques. Il avait acquis au Parlement autrichien la réputation d'un expert en législation fiscale. Cette particularité n'était connue que de ses collègues. Peu après l'ouverture des hostilités, il était appréhendé par l'autorité militaire et condamné à mort en mars 1915 pour haute trahison. L'avènement de l'empereur Charles le sauva, et sa peine fut commuée en emprisonnement à vie. Son calme, son mépris pour les juges, le dédain avec lequel il refusa de signer le recours en grâce, restaient dans les mémoires. C'est en captivité qu'il avait écrit une œuvre

d'économie politique qui, dans son esprit, devait servir de base à la reconstitution financière de sa patrie. Ce passé était une garantie de son intégrité, de son énergie et de la clarté de ses vues. Ses attaches dans les milieux d'affaires le recommandaient également. L'amitié de Kramar fit le reste.

* * *

Rašin ne pouvait prévoir, dès cet instant, les répercussions de ses initiatives. Seulement il était sûr que des conceptions contraires aux siennes devaient conduire à la débâcle. Les orientations différentes prises par les Etats en 1918 procèdent d'un conflit d'idées. L'inflation et la déflation pouvaient paraître également défendables à cette époque où les expériences russe et autrichienne n'avaient pas été menées jusqu'au bout de la démonstration. Entre les deux méthodes, Rašin avait déjà pris parti.

Les inflationnistes avaient des devanciers illustres. Avant eux bien des théoriciens, les bimétallistes en dernier lieu, avaient fondé leurs systèmes sur la mésestime de l'or. Réaction naturelle contre les exagérations des mercantilistes portés à voir dans l'or la richesse même. La guerre avait semblé donner raison dans une certaine mesure à ces partisans de l'inflation. Faut-il s'étonner qu'en Allemagne, où toute une campagne avait été menée en faveur du détronement de l'or, cette théorie patronnée par Rathenau fut plus qu'ailleurs tenace? Somme toute, il ne s'agissait que de continuer la politique financière poursuivie depuis

1914 et qui seule avait permis la prolongation des hostilités. A conditions anormales, moyens anormaux. L'inflation avait financé la guerre. Pourquoi ne serait-elle pas nécessaire pour en liquider les frais ? Soit, la monnaie n'est pas la richesse, mais elle produit la richesse. Ce levier soutint la résistance ; il contribuera de même à gagner la lutte économique. Grâce à lui, les débouchés s'ouvriront : à l'intérieur d'abord, car qui gagne trois fois plus consomme trois fois plus. Objecte-t-on qu'une monnaie trop abondante se déprécie au regard de l'étranger ? Qu'à cela ne tienne, la prime à l'exportation est un bienfait pour l'industrie. Que cette dépréciation se propage à la longue de l'extérieur à l'intérieur, peu importe : la monnaie n'étant qu'un signe, la production une réalité, le principal est de produire, fut-ce au prix de troubles temporaires.

Voici ce qui se répète en Allemagne. C'est aussi ce que conseille la loi du moindre effort et la tentation est grande pour les pays de l'Europe centrale de couvrir leur laisser-aller du prétexte d'imiter un exemple aussi autorisé que celui du Reich.

Or, ce raisonnement omet le principal service d'une monnaie. La fixité de sa valeur, indépendante des saisons sinon des siècles, permet d'accumuler les richesses et donne satisfaction aux besoins de prévoyance.

Au début de la guerre, les mouvements des prix avaient traduit pour une large part la rareté des marchandises. L'inflation, en entretenant l'illusion de l'abondance, avait porté les acheteurs à attribuer la hausse à une dépréciation interne de la monnaie. Peu à peu il leur apparut qu'un retour aux prix anciens n'était plus possible et que la monnaie avait perdu

sa fonction essentielle de conserver l'épargne. Avilissement qu'accentua, après 1918, une cause nouvelle, la dépréciation extérieure exprimée par le change. La défiance croissant, la monnaie est employée exclusivement comme instrument d'échange, et ces échanges n'ont jamais été si intenses. En effet, le travail seul devient un moyen de vivre, et les gains sont dépensés au fur et à mesure. Les plus prévoyants entassent des biens divers qui garderont, quoiqu'il arrive, une valeur marchande. Peu à peu, le dernier stade de la dépréciation est atteint. C'est le retour à un troc de plus en plus primitif, car, à force de varier, la monnaie perd même sa fonction de commune mesure des valeurs. De réaction en réaction, cette monnaie, dépouillée, vidée de sa raison d'être, en vient à ne représenter plus rien. Alors, la capacité d'achat intérieure tombe au-dessous de la capacité d'achat extérieure, que soutiennent encore quelques spéculateurs. Eux-mêmes se lassent, et c'est la liquidation, la vente des biens et des objets précieux, la mainmise enfin de l'étranger sur l'économie du pays.

* * *

Rašin pressent cet enchaînement inévitable. Non que la voie où il pense guider son pays soit exempte de périls. La Tchécoslovaquie, pays exportateur, risque, en la suivant, de perdre ses débouchés naturels et de ruiner son industrie. Certains de ceux que cette éventualité effraie conçoivent un autre plan: ils imaginent la constitution d'un bloc des pays à change déprécié, régis par l'économie en nature, sorte de Zollverein d'un nouveau genre, fermé aux puissances occidentales et

dont la Tchécoslovaquie aurait pris la direction. A supposer que des pays voisins y eussent adhéré, cette fédération n'a rien qui tente Rasin. Que l'Allemagne rêve de reconquérir les marchés dont elle fut exclue ! Rasin comprend qu'avant de s'enrichir et de se développer, il faut vivre. Qu'importent des industries florissantes, si le prestige et la notion même de l'Etat se désagrègent. Rasin verrait sans déplaisir la capacité industrielle du pays se restreindre et se réajuster à sa moindre taille. Le territoire du jeune Etat peut nourrir sa population ; il suffit. Sa structure est faible encore. Des dissensions de races et de religions le guettent. Il faut rattacher à l'Etat par l'intérêt les éléments que le sentiment seul rendrait inassimilables et faire du titre de citoyen tchécoslovaque un avantage enviable. Le souci de l'indépendance et de l'affermissement de l'Etat exige de sa part un acte de loyauté et de probité. C'est pourquoi s'impose le retour graduel à l'or ou plus exactement à la confiance par l'annonce de son retour.

Pour atteindre ce but, plusieurs chemins s'offrent. Avant tout il faut créer une monnaie propre, susceptible d'être appréciée par la suite et sur laquelle on puisse agir librement. Une opération préalable consiste donc à se séparer de la monnaie commune : condition indispensable, puisque ni l'Autriche ni la Hongrie ne veulent collaborer au sauvetage. Une fois cette monnaie créée, en élever la valeur ; finalement l'échanger contre de l'or selon un rapport fixé d'avance.

De tels essais comptaient des précédents fameux. Presque toujours ils étaient accompagnés d'une dévaluation.

* * *

L'exemple de l'Autriche en 1811 et en 1892 vient d'abord à l'esprit. En 1811, les billets de banque avaient été échangés par Wallis contre des billets d'Etat dans la proportion de 20 %. L'originalité du système résidait dans le mode de règlement des contrats. Le créancier, selon l'origine de sa créance, recevait une fraction plus ou moins grande des sommes dues en nouvelle monnaie.

La dévaluation du rouble par le ministre russe de Witt restait également célèbre. On connaît moins la réforme réalisée par le Danemark au lendemain des guerres napoléoniennes. En 1813, une nouvelle banque d'émission fut fondée qui reçut un privilège hypothécaire de premier rang sur tout l'actif du pays. Ces obligations hypothécaires garantirent une circulation saine et permirent le rachat à un cours déterminé des anciens billets. Mais l'expérience la plus significative était la conversion argentine, dont le rappel dégagera utilement les principes de toute opération de cette espèce.

Le cours forcé en Argentine avait été la conséquence non d'une situation économique défavorable, mais de la prodigalité de ses gouvernants. L'inflation, là aussi, avait trouvé des défenseurs. Tant que l'Argentine, disaient-ils, n'a pas de capitaux propres, il sera nécessaire de procurer à l'activité du pays une impulsion artificielle par l'émission de billets. La gloire du général Rosa avait été de résister à la coalition des intérêts représentés par le Parlement, l'industrie et la presse. Il avait procédé à une valorisation très lente afin d'éviter une crise de mévente, ¹⁾ jusqu'au moment jugé pro-

¹⁾ Le cours de la livre avait baissé de 278 en août 1898 à 206 en décembre. Une baisse plus rapide eut causé des pertes aux exportateurs de produits agricoles.

pice pour effectuer une conversion brusque à un taux fixé d'avance (1 piastre pour 44 centavos de piastres or). Cette valorisation avait été obtenue au moyen de deux mesures complémentaires: d'une part retrait mensuel d'un certain nombre de billets qu'on incinérât en grande pompe; d'autre part, constitution simultanée par le mécanisme d'une caisse de conversion, de réserves métalliques, fournies par l'excédent d'une balance commerciale favorable.¹⁾ Cet exemple découvre l'importance symétrique du facteur économique et du facteur monétaire. Les mêmes principes pouvaient de toute évidence être appliqués au cas tchécoslovaque, et Rašin s'en inspira.

* * *

Divers projets venaient en concours avec le sien. Preiss, directeur général de la Zivnostenska Banka, eut résolu la question d'une façon fort simple. La République ne reconnaîtrait pas les billets en circulation sur son territoire. Elle en avait le droit, puisque les billets de banque avaient été prêtés à l'Etat autrichien en violation des statuts. Les billets de banque austro-hongrois cesseraient d'avoir cours forcé, et chaque détenteur ferait valoir ses droits près de la Banque austro-hongroise sur l'actif de sa liquidation. L'Etat tchécoslovaque, se désintéressant des engagements antérieurs, créait aussitôt sa propre banque d'émission.

¹⁾ D'excellentes récoltes, l'investissement en Argentine de capitaux étrangers avaient contribué à l'amélioration de la balance commerciale.

La nouvelle unité monétaire, sans aucun rapport avec l'ancienne, serait le franc. Pour la commodité des contrats, un franc équivaldrait, toutefois, à une couronne.

Ce système ne pouvait guère être défendu. L'Etat se serait libéré de toute charge aux dépens de ses nationaux. Il en serait résulté un appauvrissement considérable et, qui pis est, inique. Les citoyens auraient été frappés non pas au prorata de leur fortune, mais des billets possédés par eux. Les paysans surtout auraient été atteints et à peine les industriels. Une panique générale en serait résultée qui aurait porté préjudice à la consolidation de la République.

Preiss créait une monnaie ex-nihilo. La question d'un échange ne se posait donc pas pour lui. Koloušek et Brdlik présentaient un second projet qui comportait un échange. L'échange des nouveaux billets contre des anciens soulève des difficultés qu'ils ont tenté de résoudre. Si, comme en Alsace et Lorraine, l'échange se fait sur une base qui profite à tous les citoyens, aucune difficulté. Les contrats exprimés en marks, par exemple, sont convertis en francs, à raison de 1 fr. 25 pour 1 mark. Si, au contraire, — et tel est le cas dès qu'il y a dévaluation — l'échange implique une perte pour chaque porteur de billets, comment sera répartie dans les contrats cette perte entre créanciers et débiteurs ? Le créancier va-t-il être seul victime et voir se réduire sa créance de moitié par le seul fait que la loi est entrée en vigueur la veille de l'échéance. Wallis avait cru équitable de diminuer les créances d'un pourcentage différent suivant leur date d'origine. Koloušek eût simplement répété cette expérience, mais la vie économique était

autrement compliquée qu'en 1811 et les relations juridiques autrement enchevêtrées.

Ces deux projets avaient l'avantage de la rapidité. Primitivement, Rasin veut agir vite aussi. Son projet initial est de retirer 80 % des billets et de ne laisser que 2 milliards en circulation. Il eut couvert ces 2 milliards entièrement par le moyen d'un emprunt or de 100 millions dollars contracté aux États-Unis. Il eût laissé en réserve dans les banques américaines les espèces prêtées. La création immédiate d'une banque d'émission en fut résultée. Cette banque eut maintenu le cours de la nouvelle monnaie en suivant les mêmes méthodes que la Banque d'Autriche-Hongrie après 1892.

Rasin se rend aux raisons des contradicteurs qui lui objectent les dangers d'une crise consécutive à une déflation si brusque, quoique, selon lui, une crise violente mais passagère soit préférable à la persistance d'une situation malsaine. Il se résout à une séparation rapide, certes, mais suivie d'un assainissement graduel qui mènera à une valorisation différée. Cette méthode rappelle l'expérience argentine. Ainsi, moins d'intérêts seront lésés. En procédant par étapes plus lentes, il pourra agir avec plus de justice. Cette idée de justice trouve son expression dans une conception originale : la taxe sur la fortune, pièce centrale du système, offrira le moyen de demander à chaque citoyen un sacrifice non pas arbitraire, mais correspondant à ses facultés. Les plus pauvres n'y perdraient rien. Il sera retenu provisoirement une partie des couronnes en circulation, retrait que rendra seulement définitif par compensation la rentrée de la taxe sur la fortune. Le nombre de couronnes en circulation étant de la sorte bien déli-

mité, une deuxième étape conduira à la convertibilité sur la base de l'or rendue possible par la constitution d'une encaisse métallique.

L'originalité de ce plan ressort de la comparaison avec celui des autres états successeurs. Tandis que l'Italie ne crée pas de nouvelles monnaies, mais procède à un échange, ¹⁾ tandis que la Pologne songe à la création d'une monnaie nouvelle, Rasin conserve la couronne, mais l'assainit et l'améliore. C'est bien l'ancienne couronne en effet qui subsiste, mais qui se décompose en trois monnaies, en Autriche, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Les destins de ces deux monnaies-sœurs s'opposeront à celui de la devise créée par Rasin.

La solution adoptée présente l'avantage de maintenir la confiance en obéissant à un souci de prudence et d'équité. Tout autre règlement aurait eu pour conséquence des récriminations, des dépossession arbitraires, la ruine de classe entières, bref un état de choses qui eut gravement atteint le prestige du nouvel Etat. D'autres peuples peuvent à loisir considérer que l'armistice est le signal d'une liquidation et se libérer de tout scrupule pour reprendre l'existence d'avant-guerre. La Tchécoslovaquie est un Etat qui commence, et ses premiers actes doivent être des manifestations de sagesse et de paix.

* * *

¹⁾ L'ordonnance italienne du 26 novembre 1918 établit le rapport de 40 centesimi pour 1 couronne.

VII.

LE GESTE : LES ORDONNANCES DE FÉVRIER 1919.

« Esprit net et clair, servi par une volonté énergique, il marche droit au but une fois sa décision prise ». ¹⁾

La décision était prise, mais une exécution hâtive eut pu tout compromettre : l'exemple serbe en était la preuve.

Un mois de mise au point s'imposait. Durant ce délai, des mesures préparatoires éviteraient l'afflux de nouvelles couronnes. Précaution d'autant moins propre à donner l'éveil que déjà ce barrage avait été ordonné par l'Italie et par la Yougo-Slavie : il y avait lieu de craindre que les billets refoulés au Sud refluaient vers le Nord.

Déjà l'interdiction, aux succursales de la Banque d'Autriche-Hongrie de faire des avances sur emprunts de guerre avait ouvert la série des mesures préventives. Peu après il leur fut défendu de retirer leurs comptes-courants de la Banque d'Autriche-Hongrie et de payer les Bons de caisse émis par cette banque, sans autorisation du ministre des Finances. Les droits de douane

¹⁾ Le « Temps », 11 janvier 1923 : lettre du Correspondant de Prague après l'attentat contre Rašin.

durent être payés en francs. Aucun avoir en couronnes ne put être transféré de l'étranger, et les voyageurs ne purent introduire qu'une somme modique. L'Autriche ripostait le 15 février et empêchait l'entrée de couronnes par ses frontières. Bref, c'est le barrage, la fermeture des issues, en vue de délimiter la masse des couronnes en circulation sur le territoire.

Ce mois d'attente donnait le loisir de tirer la leçon des exemples voisins.

* * *

La Yougo-Slavie, la première, venait en effet de procéder au relevé des monnaies ennemies répandues entre ses nouvelles frontières. Dès le 25 décembre 1918, une ordonnance du ministre des Finances serbe avait prohibé l'entrée de nouveaux billets de couronnes et de levas et l'exportation des dinars et de l'or.

Une ordonnance du même jour prescrivait la conscription et l'estampillage de tous les signes monétaires autrichiens, hongrois, bulgares et monténégrins. Le caractère fragmentaire et précipité de ces mesures les rendit inopérantes. Les billets de 1 et 2 couronnes étaient estampillés, mais non inventoriés; les billets de 25, 200 et 100.000 couronnes (créés par l'Autriche après l'armistice) n'étaient ni inventoriés, ni timbrés, mais devaient être échangés contre des billets des émissions antérieures. La forme de l'estampillage était si primitive, que les autorités elles-mêmes ne purent reconnaître au bout de quelque temps les vrais timbres des

faux. ¹⁾ Mais, ce qui fut plus grave, l'estampillage ne fut ordonné que peu à peu sur tout le nouveau territoire: le 8 janvier pour la Croatie et la Slavonie par ordonnances du Ban, le 13 janvier dans la partie slovène de l'Autriche, par le gouvernement de Laybach, le 18 en Dalmatie par décision du gouvernement dalmate. De plus, il s'agissait d'une simple déclaration, sans qu'ait été même établie une relation d'échange entre la couronne et le dinar et qui n'impliquait nullement la création d'une nouvelle monnaie. L'opération dut être reprise un an plus tard. ²⁾

Quoiqu'il en soit, l'inspiration était à retenir. Il restait à l'incorporer à un plan plus vaste, à la compléter par une réduction de la circulation, à laquelle, pour des raisons politiques peut-être, la Yougo-Slavie n'avait pas songé. Restait surtout à perfectionner une exécution des plus défectueuses. L'idée de l'estampillage n'en résolvait pas moins la première partie du problème: l'individualisation d'une monnaie.

* * *

Une autre solution se présentait à l'esprit pour atteindre ce résultat. On aurait pu commander à l'étranger la frappe de billets entièrement nouveaux. C'était le procédé courant. L'Italie et la France avaient de cette façon évité l'estampillage. Mais des difficultés d'ordre technique se présentaient, décisives pour un pays

¹⁾ C'était un timbre à la machine auquel était ajouté un numéro d'inventaire à l'encre.

²⁾ Ordonnance du 13 novembre 1919.

dépourvu d'une banque d'émission. A qui s'adresser pour l'impression? Quel temps aurait pris cette opération? Comment tenir la commande secrète?

Pour ces raisons, l'estampillage était préférable, et cette simple formalité allait avoir d'énormes conséquences. Dans le cas d'un simple échange, en effet, il eût été naturel d'hésiter avant d'admettre tous les ressortissants de l'Etat à en bénéficier. En Alsace et en Lorraine par exemple, l'échange avait eu un caractère personnel. Des conditions d'ascendance étaient exigées pour pouvoir participer à cette faveur tout individuelle. Chaque cas particulier donnait lieu à un examen détaillé. Au contraire, du fait seul que l'estampillage était la modalité adoptée, il allait de soi que tous les détenteurs de billets à l'intérieur du territoire étaient traités sur le même pied. Solution rationnelle, dirent les juristes, puisque le billet n'a cours libératoire que sur le territoire national. Principe en tout cas gros de conséquences au point de vue de la paix intérieure d'abord, puisqu'il n'était fait aucune différence entre tant de races divisées, mais surtout parce que ce précédent sera généralisé par les auteurs des traités de St-Germain et de Trianon. En prévenant les décisions du Conseil suprême, les deux Etats slaves successeurs limitaient de leur propre autorité leur part dans cette dette spéciale de l'Etat autrichien.

* * *

L'idée d'estampillage ne fut donc pas due à Rasin. Par contre, l'application qu'il en fit porte sa marque: l'estampillage, le retrait et la conscription, ces trois

idées se soutinrent l'une l'autre et remplirent le cadre d'un plan unique, telles les trois faces d'un triptyque.

Avec le retrait se découvre une intention nouvelle. Au dessein d'adopter une monnaie s'ajoute celui de l'assainir en la raréfiant.

Les Soviets ont réalisé ce retrait sous la forme la plus brutale et la plus primitive, lorsqu'en 1922 ils rayèrent d'un trait de plume quelques zéros au chiffre inscrit sur les roubles. De même la Grèce coupa simplement vers la même époque les drachmes en deux morceaux. De cette façon un simple décret réduit le pouvoir d'achat sans que les répercussions de cette mesure préoccupent autrement les législateurs. Il faut le reconnaître, cette expropriation aboutit par voie directe et avec l'avantage de la franchise au même résultat que l'inflation, lorsqu'elle a diminué à la longue la valeur d'une monnaie par rapport aux marchandises.

Rašin s'efforce d'écarter l'apparence même d'une confiscation. Il y parvient en rendant en premier lieu le retrait provisoire. D'autre part, les billets retirés porteront intérêt : la rétention se transforme en emprunt forcé.

En réalité, cet emprunt forcé est déjà un impôt sur le capital, puisque c'est le souscripteur qui paye à l'Etat l'impôt qui procure les sommes nécessaires au service de la Dette. Cette incidence ne satisfait pas les scrupules de Rašin, et c'est pour en corriger l'imperfection qu'il établit une taxe sur la fortune. L'emprunt forcé sera remboursé à chaque citoyen au fur et à mesure qu'il aura acquitté cette taxe établie en tenant compte minutieusement de ses facultés.

Avant la guerre, le prélèvement sur le capital avait été l'arme du parti socialiste. Il tendait au nivellement des fortunes par son tarif progressif et impliquait la divulgation des ressources de chaque contribuable. Ce caractère démagogique réapparut lorsque le prélèvement sur la fortune fut l'objet d'un référendum en Suisse en 1922. Mais, depuis la guerre, le caractère en avait changé profondément, et la plupart des Etats y virent le seul moyen de sauver une situation désespérée.

Ce projet fut mis à l'étude même dans les pays vainqueurs, mais il fut repoussé aux Etats-Unis, ¹⁾ en Angleterre ²⁾ et en France. ³⁾

Primitivement, le prélèvement sur le capital était conçu comme un vulgaire impôt; mais la difficulté de sa perception avait conduit soit à en espacer le paiement sur un long délai, comme en Italie, ⁴⁾ soit à le combiner avec l'emprunt forcé. Dans ce dernier cas, chaque contribuable souscrit une tranche d'emprunt proportionnelle à sa fortune. C'est ce qui advint en Hollande et en Allemagne.

L'impôt sur la fortune revêt en Tchécoslovaquie un caractère particulier; et d'abord, du fait qu'il coïncide avec le retrait, il est impossible de s'y dérober. L'Etat détient un gage qu'il ne libère qu'au fur et à mesure des rentrées; d'où une rare facilité de perception.

¹⁾ Le message présidentiel du 20 mai 1919 clôtura la question et préféra un impôt sur les successions.

²⁾ Projet rejeté par 244 voix contre 81.

³⁾ Projet repoussé en février 1918.

⁴⁾ La loi du 22 avril 1922 frappe tout capital supérieur à 50.000 liras. Faculté de paiement en vingt annuités.

Mais surtout ce procédé dérive d'une inspiration absolument opposée à l'idéal socialiste. Il n'est même pas le sacrifice exceptionnel auquel un peuple se résout en cas de force majeure. Le prélèvement sur la fortune apparaît comme le couronnement nécessaire de tout l'édifice. Sans ce corollaire, tout le plan aurait été injuste, et c'est par l'iniquité qu'elle empêche que la conscription du capital complétée par l'impôt sur l'accroissement de la fortune confère au projet de Rašin sa perfection.

* * *

Le 25 février 1919, Rašin avait son projet prêt. Les journaux ayant été soumis à la censure, et le plus grand mystère observé, l'Assemblée nationale fut réunie en session secrète. Rašin s'y présenta et exposa son plan. Plan lumineux, minutieux, équitable. « La réforme monétaire, déclara-t-il, doit être liée directement à un impôt sur la fortune. Elle doit être réglée de telle façon que soit traitée différemment la fortune d'avant-guerre et celle d'après-guerre, afin de tenir compte de la valeur différente de la couronne en 1914 et en 1919. Il faut qu'au lieu d'une opération purement mécanique, nous fassions une dévaluation individuelle de la couronne basée sur la conscription. »

Tout fut décidé en un jour. La Commission des finances eut une demi-journée pour étudier et approuver. Mais pour l'exécution il fallait que Rašin eut les mains libres. Les dissensions politiques, les surenchères des partis, partage funeste de la Pologne, pouvaient tout compromettre au même degré que l'inexpérience serbe, l'hérésie

allemande et l'indolence autrichienne. La loi proclama sa dictature financière. A chaque paragraphe revient comme un refrain la phrase sacramentelle : le ministre des Finances reçoit pouvoir. ... Pouvoir d'exempter, pouvoir de punir, pouvoir d'apprécier les cas particuliers. Une confiance entière lui était accordée. « Je vous prie, avait-il dit à la fin de son discours, de voter en prenant en considération non pas l'intérêt de votre parti, mais seulement le salut de la Patrie ».

Muni de ces pleins pouvoirs, il allait édicter immédiatement les célèbres ordonnances qui entrent dans les détails les plus précis, ne laissent rien au hasard et font appel à la responsabilité et à la bonne volonté de tous. Il convient d'analyser ces textes fondamentaux.

* * *

VIII.

LES TEXTES.

La loi du 25 février 1919, les ordonnances du même jour N^o 85 et 86 sur la conscription et l'estampillage, la loi N^o 88 sur l'emprunt or, constituent les textes fondamentaux.

Dès le premier paragraphe de la loi du 25 février, le plan est résumé.

Sur tout le territoire, les billets en circulation seront timbrés. Le timbre apposé vaudra 1 % de la valeur nominale. Le Ministre des Finances aura pouvoir d'exempter de cette formalité dans certains cas.

Il aura également pouvoir de retirer au plus 50 % des billets, lesquels seront remplacés par des certificats d'emprunt. Cet emprunt ne pourra pas être affecté par l'Etat à ses dépenses. Les titres ne seront pas transmissibles entre vivants ni saisissables, ni donnés en gage. Ils ne pourront servir à payer les impôts, mais en revanche ils seront réservés au paiement de la taxe sur la fortune. L'emprunt rapportera un intérêt de 1 %.

Le § 2 précise le caractère de l'opération. L'estampillage n'est pas qu'une formalité ni un simple inventaire. Il s'agit de la création d'une nouvelle monnaie et le caractère essentiel de toute monnaie, le cours légal, en sera la conséquence, à quelques exceptions près

que le Ministre décidera. Il est remarquable que sur ce point le pouvoir de Rašin reste au-dessus de la loi.

Mais (§ 3), les billets ne sont pas la seule forme de l'inflation : l'exemple de l'Angleterre en est la preuve. Le Ministre des Finances aura pouvoir d'interdire à la Banque d'Autriche-Hongrie, toute augmentation des comptes-courants.

Voilà pour l'inflation. Les paragraphes suivants (4 à 10) s'occupent de l'inventaire de la fortune nationale.

Les emprunts de guerre sur tout le territoire seront inventoriés ainsi que les bons de caisse. Disposition importante en ce qu'elle limite le nombre des emprunts de guerre qui pourraient être mis à la charge de l'Etat Tchécoslovaque.

§ 5. — Les dépôts, parts d'entreprise, créances, devront être déclarés dans les trois mois. Sinon l'Etat se les approprie. De plus, toute créance non déclarée perd le caractère d'une obligation juridique, et le débiteur est libre de ne pas l'acquitter.

§ 6. — Les valeurs possédées à l'étranger doivent être déclarées et le Ministre peut interdire et annuler les transactions de celles qui ne l'auraient pas été, empêcher le paiement de leurs coupons.

Après les créances, les espèces et les biens réels.

Chacun doit déclarer, l'or qu'il possède, sous quelque forme que ce soit (§ 7).

Sont soumis à la conscription (§ 8), le bétail, les machines agricoles, les bâtiments, les stocks de marchandises et toutes sommes qui ont pu être employées depuis le 1^{er} août 1914 à l'achat d'objets de luxe : perles, pierres précieuses, instruments de musique, tapis rares — en indiquant la date de l'achat et le nom du vendeur

Enfin, pour clore cet inventaire général de la fortune nationale, les Sociétés devront soumettre un bilan établi au 1^{er} mars 1919 sur un modèle uniforme.

Mais ce dénombrement des ressources nationales doit servir de base au prélèvement sur la fortune (§ 11). Impôt personnel au premier chef : Après avoir établi l'inventaire des biens d'après leur nature, il importe de l'établir par personne.

Chaque chef de famille devra fournir l'état de sa fortune.

Toute personne qui habite le territoire depuis au moins un an, fera connaître ce qu'elle possède, ¹⁾ même à l'étranger. Tout autre habitant ²⁾ n'est tenu de déclarer que les biens possédés sur le pays même. L'état de ces fortunes sera établi au 1^{er} mars 1919 (§ 14).

Suivent les sanctions : celui qui fraude ou refuse de remettre une déclaration (§ 13), est passible de 1 à 6 mois de prison. Le complice est puni de la même peine.

La simple crainte de la répression ne suffit pas. Un régime exceptionnel entrera en vigueur (§ 15). Les autorités auront le droit de réquisition. Des exceptions pourront être apportées aux lois sociales : au repos hebdomadaire et à la loi de 8 heures.

Bien plus, à l'occasion de chaque ordonnance particulière, tout pouvoir de répression sera remis au Ministre qui aura le droit de décider les peines d'amende ou de prison qui conviendront.

Au pouvoir de punir, il ajoutera celui d'absoudre (§ 16), et estimera dans quelles mesures certaines omissions seront dignes d'être amnistiées.

¹⁾ Telle est donc la définition du citoyen.

²⁾ Etranger par conséquent.

Une Commission de Contrôle de 7 membres veillera à l'exécution de ces mesures (§ 17).

L'Assemblée accorde au Ministre toute sa confiance (§ 18).

* * *

Telle est donc la loi qui va restreindre l'inflation. Une seconde loi va servir en quelque sorte de pilier symétrique à l'édifice dont sont posés les premiers fondements. Elle laisse entrevoir le couronnement lointain de la réforme : le retour à l'or.

Le Ministre est autorisé à émettre un emprunt or d'au plus 4 %, remboursable au plus tôt dans quatre ans.

* * *

Ces principes, une fois posés, deux ordonnances entrent dans les détails de l'exécution, et envisagent les moindres cas particuliers. La première concerne l'estampillage, la seconde la conscription. Elles sont rédigées en plein accord avec le Ministre de la Justice. Deux préoccupations dominent leur rédaction : souci de simplicité, et désir de faire appel à la responsabilité de chacun.

En vue de procéder avec méthode, le nombre des billets à timbrer sera limité. Seuls, ceux de 10, 20, 50, 100 Couronnes seront timbrés. Les billets de 25, 200, 10.000 cour., émis par l'Autriche après le 28 octobre seront retirés simplement comme sans valeur. Les billets de 1 et 2 cour. restent en circulation provisoirement. Les banques et succursales de la Banque d'Au-

triche-Hongrie n'ont pas à faire timbrer leurs réserves. Les billets de 1000 cour. recevront une empreinte métallique. Il eût été désirable que ce procédé fût le seul employé. C'est pour agir plus rapidement que sur tous les autres billets sera collé un timbre, tel qu'on en voit sur les quittances, et que les intéressés pourront apposer eux-mêmes

L'estampillage se fera du 3 au 9 mars, dans un certain ordre. D'abord les établissements de banque, puis les communes rurales, puis les villes. Le dimanche est réservé aux travailleurs. Il faut songer aux difficultés de la période de transition. A cette fin, tout paiement qui pourra se faire autrement qu'au comptant sera différé. Un moratorium de 15 jours est ordonné aux banques. Quant aux paiements comptants, on les facilitera, en payant dès le début de la semaine le quart des salaires en billets timbrés d'avance, et en recommandant aux marchands de s'approvisionner de petite monnaie. Ceux qui auront déjà fait leur échange pourront refuser les paiements en billets non timbrés.

Le chef de famille est responsable. Il est tenu de se présenter en personne. Tout dirigeant responsable d'une collectivité (paroisses, fabriques, entreprises, casernes, écoles) pourra procéder également au rassemblement des billets. Ces collecteurs les enverront aux organes spéciaux établis au Siège du Tribunal de district. Les Commissions chargées de ces opérations ont un président nommé par le Ministre. Les 7 autres membres sont choisis par le président et doivent prêter serment de dévouement et de zèle.

Le même jour que ces ordonnances, d'autres mesures administratives étaient prises. Des ordres sont envoyés aux Autorités Militaires, afin que les frontières soient occupées par des troupes. Durant toute la semaine, les postes n'accepteront plus d'envois d'argent. Les relations postales avec l'étranger seront suspendues et tout trafic interrompu. Tous les moyens de publicité étaient mis à contribution. Il fallait frapper les foules en même temps qu'on suscitait le concours des élites. Il suffisait d'ailleurs de faire appel au patriotisme toujours si vivace en Tchécoslovaquie, et au sentiment de la responsabilité qu'accentuait la conscience de faire partie d'une république libre. C'était le premier acte par lequel chacun pouvait prouver de façon effective son attachement à la patrie reconstituée. Une monnaie nationale, c'était le signe de l'indépendance, et pour la garantir on aurait tout donné.

Au surplus, personne n'était lésé puisque l'unité restait la couronne. La crainte de la dépréciation de la couronne autrichienne pressait même les Allemands de se débarrasser de cette monnaie, dont le sort était facile à prévoir du jour où la séparation était décidée. Enfin, devant les menaces bolchevistes, la dépossession d'une partie de sa fortune pouvait paraître au plus tiède un léger sacrifice et même une mesure de sauvegarde.

* * *

IX.

LES RÉSULTATS DE L'ESTAMPILLAGE ET DU RETRAIT.

L'Assemblée Nationale qui, depuis trois mois légiférait sans discontinuer, avait voté les yeux fermés. Il est probable que Rašin lui-même espérait de sa réforme de tout autres résultats, tant en ce qui concerne sa réalisation pratique que ses effets immédiats. C'est ailleurs que dans un essai de déflation, considéré par lui comme essentiel, qu'il faut chercher l'utilité de son œuvre.

La première annonce des mesures de Rašin détermina, par sa brusquerie même, une réaction qui démontra l'utilité des précautions dont il les avait entourées. Il y eut chez les paysans, gros détenteurs de billets et rebelles à toute publication de leur avoir, un moment de stupeur. D'abord la petite monnaie disparut de la circulation, puis, quand les conditions de l'échange furent connues, ce fut une ruée dans les villes, où les moins prodigues achetèrent des objets précieux dont les prix montèrent aussitôt. Les commerçants chez qui affluaient cette monnaie, s'empressèrent de payer leurs impôts pour plusieurs années d'avance en billets non timbrés. Mais bientôt l'impossibilité de payer en billets

non estampillés enraya ce mouvement. Les critiques de la presse furent soumises à la censure. Certain Conseil Municipal ayant protesté, fut dissous et remplacé par un Commissaire du Gouvernement. Ces mesures énergiques permirent peu à peu à la confiance de se rétablir, ce qui advint lorsqu'il apparut clairement que le retrait des billets n'était que provisoire.

L'Autriche s'indigna. Dès le 26 février, elle protestait par télégramme contre cette atteinte au privilège de sa banque. Le 27 février, elle ripostait en ordonnant, elle aussi, l'estampillage et en fermant ses frontières. De plus, elle faisait en ce qui concerne le paiement des créances, une distinction qui lésait gravement les créanciers tchèques : les créances nées avant le 26 février seraient payées en couronnes anciennes, les autres en couronnes autrichiennes nouvelles.

A ces protestations, Rašin répondit par une note. La Banque d'Autriche, y disait-il, est mal fondée à se plaindre. Elle n'a pas tenu les obligations que lui imposaient ses statuts.¹⁾ Elle a prêté aux Etats successeurs, violant ainsi la promesse qu'elle avait faite à la Tchécoslovaquie. Elle a avancé jusqu'à 75 % sur emprunts de guerre alors même que le cours de ces titres était tombé à 60 %. La Banque abandonnant le devoir qui lui incombait de régler la vie économique, s'est soumise aux caprices de son Gouvernement. La Tchécoslovaquie était prête à garder la monnaie commune, mais il était impossible de ne pas prendre des mesures de précaution contre une dépréciation systématique. Ce réquisitoire était suivi, par ordonnance du 1^{er} avril 1919,

¹⁾ Art. 83 sanctionné par la déchéance du privilège d'émission.

de la défense de payer en couronnes tchécoslovaques les créanciers autrichiens.

Mais l'Autriche ne s'en tient pas là et sa plainte s'élève jusqu'à Versailles : « les Tchèques, écrit le Gouvernement autrichien au représentant de la France à Vienne, ont détruit l'Unité monétaire. Sans doute la couronne tchécoslovaque pourra avoir une légère plus-value, ¹⁾ mais dès qu'on procédera à la répartition des dettes, la situation se renversera. Qui sait si ces mesures arbitraires ne sont pas le prélude d'autres violences ? Déjà les Tchèques refusent de participer aux dettes de guerre... ils veulent prendre en gage les fortunes privées des Autrichiens en Tchécoslovaquie..... Cette protestation restant sans effet, ce fut en une campagne de presse que dérivait la rancune et les correspondants de Vienne s'ingénierent à propager en Suisse la défiance contre leurs voisins.

* * *

On chercherait en vain, parmi les revues françaises de l'époque, un écho de cette agitation. Les négociateurs de Versailles n'ont pas eu à s'inspirer de l'initiative tchèque. C'est à l'occasion de la rédaction du Traité de Saint-Germain que l'Américain Whistmann, membre de la Commission de liquidation de la banque

¹⁾ Cours de la couronne en suisse en juillet 1918 : 38 fr.
Cours de la couronne autrichienne en mars 1919 : 20 fr.
Cours de la couronne tchèque en mars 1919 : 30 fr.

La couronne tchèque a perdu dans l'intervalle le cinquième et la couronne autrichienne la moitié de sa valeur.

d'Autriche-Hongrie, a proposé à la Commission des Réparations, cette réforme en modèle.

L'article 206 du Traité de Saint-Germain ordonne à tous les Etats l'estampillage dans les deux mois sur leurs territoires respectifs et, dans un délai de douze mois, l'introduction d'une monnaie nouvelle. Les billets retirés doivent être remis à la Commission des Réparations dans les quatorze mois ainsi que les documents établissant la nature et le montant des conversions effectuées. Les certificats remis en échange par la C. D. R., représenteront une part dans la répartition de l'actif de la Banque d'Autriche-Hongrie. Les billets sont divisés en deux catégories dont les droits sur l'actif sont différents, selon qu'ils ont été émis avant ou après le 27 octobre 1918 (date de l'indépendance tchèque)¹⁾.

L'estampillage des titres de la Dette non gagée est également ordonné. Ainsi le Traité de Saint-Germain sera la consécration et l'aboutissement des mesures tchécoslovaques...

* * *

On aurait pu penser que sans attendre ces prescriptions, les Etats successeurs se seraient hâtés d'imiter l'exemple donné, afin du moins de se garantir de l'invasion des billets dépréciés. L'Autriche, il est vrai, qui se sentait spécialement visée, se détermina aussitôt à un estampillage qu'elle conçut comme une riposte. La Hongrie semblait prête à se concerter avec elle quand

¹⁾ Il revient à chaque billet de la 1^{re} catégorie 7 millimes, 5 cr. or et à chaque billet de la seconde 6/10 millime cr. or.

l'arrivée des Soviets empêcha tout accord entre les deux Etats, et ce ne fut que l'ordonnance du 17 mars 1920 qui prescrivit dans ce pays l'estampillage. L'Italie employant un moyen plus radical avait simplement interdit la circulation des billets autrichiens. La Yougo-Slavie, nous l'avons vu, dut recommencer l'opération le 13 novembre 1919. Le Ministre polonais Engliš avait ordonné le 26 mars 1919 l'estampillage des sept sortes de billets en circulation, mais son successeur Karpinski déclara cette mesure irréalisable techniquement et préféra interdire une nouvelle monnaie nationale le Zloty, (loi du 18 mai 1919). L'estampillage n'y eut lieu qu'en avril 1920. La Roumanie, en avril 1919, estampillait les roubles de Bessarabie et l'estampillage des couronnes suivit en juin et juillet 1919. En Allemagne, où l'idée du Reichsnotopfer occupait les esprits, on vit un moment en août 1919, dans l'estampillage un moyen de faire sortir de leurs cachettes les billets thésauroisés. Mais les difficultés que rencontraient la Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie, exagérées à plaisir par la presse germanique, coupèrent court à ces vellétés.

* * *

L'exécution de l'estampillage, en effet, n'était pas sans rencontrer maints obstacles. Le manque de personnel en était un. Puis, malgré les précautions prises le procédé de l'apposition d'un timbre n'empêcha, pas les faux. Une proportion à peu près constante de faux est la rançon de ces opérations et l'Autriche-Hongrie qui disposait d'un matériel d'impression per-

fectionné, n'y échappa pas. La diversité des timbres authentiques rendait difficile de discerner les contrefaçons, et l'Office bancaire seul, les reconnaissait au hasard des présentations à ses caisses. Il confisqua d'abord ces billets, mais devant l'injustice de cette sanction qui diminuait la confiance générale dans la monnaie, sans frapper les coupables, les billets faussement timbrés furent laissés aux banques avec la faculté de les réexporter. Une loi du 22 mai adopta des mesures de répression exceptionnelles contre les faussaires, au nombre desquelles figurait l'emprisonnement à vie. Mais les contrefacteurs étaient à Budapest, où un cours des faux billets était même établi; ils en inondaient la Slovaquie. Il fut finalement convenu qu'après avoir enlevé le timbre, celui qui prouverait sa bonne foi pourrait les revendre en Autriche au cours du jour. Le nombre des faux billets s'éleva à 183.000.000 de couronnes.

D'autres exceptions à la règle diminuaient singulièrement la portée de la réforme et contribuaient à augmenter la circulation : les billets de une et deux couronnes vinrent en masse des pays voisins. Il s'en trouva en Tchécoslovaquie 300.000.000 de couronnes sur 800.000.000 en circulation dans tout l'Empire.

Enfin l'opération du retrait elle-même fut considérablement réduite à cause de multiples exemptions : les sommes inférieures à 250 couronnes, le quart des traitements et des salaires, tous les billets des caisses publiques, et de nombreuses exemptions particulières. Il faut noter en outre que les frontières du nouvel Etat n'étaient pas encore fixées et que les territoires de Teschen et de la Russie Subcarpathique échappaient à l'opération.

Situation de la circulation des billets le 28 octobre 1918.

1 ^o Dans la monarchie austro-hongroise :	30.680.000.000 (592 par hab.)
2 ^o En Tchécoslovaquie :	7.696.000.000 (515 » »)

Situation de la circulation le 28 février 1919.

1 ^o Dans l'ancien Empire	Billets.....	37.569.000.000 (722,5 par tête)
	Comptes courants	72.168.800.000
	Bons du Trésor.	7.115.300.000
	Total..	51.901.100.000

2 ^o Billets de banque en circulation en Tchécoslovaquie 19,7%		Billets de banque retenus
7.436.000.000 (564 par tête)		2.134.149.000
	Proportion des billets retenus	
	28,69 %	
Comptes cour. en circulation 1.616.000.000		Comptes cour. retenus 413.582.000
Bons du Trésor en circulation 468.000.000		Bons du Trésor retenus 233.767.000
Total de la circulation 9.520.000.000		Total du retrait 2.781.500.000
724 par tête.	Soit 29,27 %	
	Circulation autorisée 6.738.500.000	

Situation de la circulation au 31 octobre 1921

après l'échange des petits billets
» » en Russie subcarpathique

Billets présentés 8.000.052.936		Billets retenus 2.450.071.967
	Soit 30,62 %	

De ces chiffres, que conclure ?

Il est probable que l'intention de Rašin était, grâce à une application brutale de la théorie quantitative de la monnaie, de produire une déflation. Il voulait retirer 80 % des billets, il se contenta de 50 % devant les craintes de l'Assemblée. Et, en définitive, c'est moins de 30 % qui furent retenus. Cette proportion, très faible ne fut même pas maintenue et après quelques mois, lorsque Horacek fut venu au pouvoir, déjà 85 % des billets retirés étaient rendus.¹⁾

De plus retenir ne signifie pas supprimer. Aucun de ceux qui étaient soumis à cette épargne forcée ne se sentait en réalité appauvri.

Ces constatations diminuent singulièrement, et la portée de l'expérience et celle des critiques qu'elle souleva.

En réalité une, déflation devait se produire, mais bien plus tard. C'est en 1920, lorsque les prix auront monté sans que la circulation soit augmentée, que les conséquences de la déflation pourront être examinées.

Vu de cet angle non seulement le plan de Rašin donna lieu à une réalisation médiocre, mais encore il dérivait d'une conception non absolument fausse, mais par trop sommaire.

Ses conséquences heureuses doivent être cherchées ailleurs. Rašin arrachait le pays à la pente où l'entraînait l'Autriche. Il éclairait la situation financière du nouvel Etat, il stimulait le paiement de l'impôt sur la fortune. La fermeté et l'énergie avec lesquelles la réforme était conduite recréaient une atmosphère de confiance.

* * *

¹⁾ En Slovaquie le mécontentement était extrême et un moratorium des caisses d'épargne avait dû être décrété.

Mais, par dessus tout, le principe essentiel de la limitation de l'émission était désormais posé.

Ce principe contenu dans le § 10 de la loi du 10 avril 1919 s'énonce ainsi :

« Toute augmentation de la circulation des billets d'Etat qui dépasserait le montant total des billets estampillés en exécution de la loi du 25 février 1919 et la moitié des comptes courants et bons de caisse de la Banque d'Autriche-Hongrie pris en charge par l'Etat, n'est autorisée que si le montant est recouvert entièrement par une garantie commerciale de caractère privé (or, argent, effets de commerce ou valeurs sûres et aisément réalisables). Aucune autre augmentation ne pourra être autorisée que par une loi spéciale. »

C'est grâce au maintien de ce principe, que plus d'un an après, et malgré une période de régime socialiste, la proportion des moyens de paiement par tête d'habitant sera plus faible qu'aux Etats-Unis et en Belgique,

*Tableau extrait du Ceskoslovenski Narodni Hospodar
le 30 septembre 1920.*

Nombre des billets par habitant	Soit au cours du change	Soit en tenant compte de la diff. du pouv. d'achat
Etats-U. 57 £ (1 £ = 70 Cr.)	3.400 (1 £ = 23 Cr.)	1.301
Belg. 680 Fr. (1 Fr. = 5 »)	3.990 (1 Fr. = 2 »)	1.360
Allem. 864 Mk. (1 Mk. = 1.20)	1.396 (1 Mk. = 0,80)	931
Tch. Slov.		
741 Cr.	741	741

C'est grâce à ce principe que la confiance devait renaître, se fortifier, et cimenter l'unité d'un pays où Rašin voyait avec appréhension subsister trop d'éléments de discorde.

X

VERS UNE MONNAIE SAINÉ.

L'estampillage n'était que le premier pas vers le but que s'assignait Rašin: la monnaie saine. Cette opération avait eu pour effet de distinguer la couronne tchèque de la monnaie commune. Il restait à créer, de cette masse de papier, mise à part, une monnaie véritablement nationale.

La loi du 10 avril 1919 créait la couronne tchécoslovaque. Cette investiture donnée à l'ancienne couronne impliquait une transformation matérielle et une transformation juridique.

L'échange des billets estampillés de la banque contre des billets nouveaux d'Etat ¹⁾ réalisait une métamorphose tout extérieure. Cette formalité était cependant pressante. Seule elle était capable de mettre un terme à l'infiltration mal contenue des petites coupures et des billets à fausse estampille. L'échange commença en juillet 1919 pour se terminer au milieu de 1920. Encore la nationalisation de la monnaie de billon n'eut-elle lieu que par une loi de mars 1921.²⁾ Les difficultés

¹⁾ Décidé par la même loi du 10 avril 1919.

²⁾ On commença le 4 juillet par des billets de 100 fr. exécutés par diverses fabriques tchécoslovaques. Fin juillet, ce fut le tour des billets de 5.000 couronnes commandés à

de l'impression de 300 millions de nouveaux billets expliquent la lenteur de l'exécution.

Outre ce changement d'apparence, la création d'une couronne purement tchèque comportait, modification plus profonde, le transfert des obligations de la Banque d'Autriche-Hongrie à l'Etat tchécoslovaque. Cet Etat, de sa propre autorité, avait soustrait au ressort de la Banque une partie des billets émis par elle. Par le fait même, il avait pris la charge qui incombait jusqu'alors à la banque, de leur restituer une valeur qu'ils ne possédaient plus, gagés qu'ils étaient par une couverture infime.

Tâche de longue haleine. Le ministre confie le soin de la mener à bien à une institution qu'il considère comme son émanation. L'Office bancaire est l'organe créé pour cette fonction par la loi du 10 avril 1919.

Son organisation est réglée par l'ordonnance du 12 mai 1919 (n° 246). La forme choisie est celle d'un établissement public de crédit, à l'instar de la Banque

Vienne. La loi du 23 septembre 1919 ordonnait l'échange des billets de 1 et 2 couronnes du 29 septembre au 15 octobre. Ce fut l'occasion d'une légère déflation: L'apposition d'un timbre de 10 % réduisit la valeur des premiers à 20 hellers, des seconds à 1 cr. 80. Puis, furent successivement introduits les billets de 5 couronnes en octobre, de 500 en novembre, tous de fabrication tchéco-slovaque. En décembre parvinrent à Prague les billets de 1.000 couronnes provenant de l'American Banknote Cy à New-York. On eut recours à cette fabrication plus perfectionnée pour une seconde émission de 100 et 500 couronnes. Restaient les billets de 10 et 20 couronnes estampillés. Ils cessèrent à partir du 20 juin 1920 d'être des moyens de paiement et perdirent toute valeur à dater du 1^{er} août 1920.

royale de Bohême. Le ministre en a la présidence. Son impulsion en fera mouvoir les rouages. La direction est partagée entre la Commission bancaire et une Direction des affaires composée de fonctionnaires et qui n'est qu'un organe de transmission et d'exécution. La Commission bancaire est composée de dix membres nommés par le ministre et qui ont sur lui cet avantage de n'être pas soumis aux revirements de la politique parlementaire. Le vice-président, inamovible, assurera la continuité des vues de Rašin. L'Office a pour fonction l'escompte des lettres de change, les avances sur titres, la gestion de comptes-courants, le paiement des coupons échus et le recouppement des titres laissés en garantie, l'émission des emprunts, l'achat de devises étrangères et de métal. Il absorba le 26 avril 1920 la centrale des devises ¹⁾ et fut à sa place le centre où affluèrent les monnaies étrangères recueillies par les exportateurs. Son autorité s'étend sur l'ensemble des banques.

L'Office bancaire n'a qu'un rôle tout provisoire. Il est entendu par la loi du 10 avril 1919 qu'il devra céder la place à une nouvelle Banque d'émission. On put croire un moment que cette banque allait être créée rapidement, et la loi du 14 avril 1920 en rédigea les statuts ²⁾. Mais l'Office bancaire ne pouvait abdi-

¹⁾ Cette centrale avait pour origine la Centrale autrichienne créée le 19 décembre 1916. Elle était devenue centrale tchèque le 30 janvier 1919.

²⁾ Ces statuts furent établis sur le modèle de la Banque d'Autriche-Hongrie, de la Reichsbank, et de la Banque Nationale de Belgique. L'Etat fournirait le tiers du capital. Le Gouverneur serait nommé par l'Etat, le Conseil nommé

quer en sa faveur avant d'être en mesure de lui remettre une monnaie douée d'une valeur certaine, sinon remboursable en or.

Que sera cette monnaie définitive? Franc-or? couronne-or? ou nouvelle couronne obtenue par dévalorisation? Cette question occupa beaucoup les théoriciens au début de 1920. La solution était à cette époque prématurée, car la monnaie n'avait encore ni stabilité ni couverture suffisantes. La rentrée de l'impôt sur la fortune, affecté à la diminution de la circulation non couverte, et la constitution d'une encaisse métallique rapprochaient progressivement mais très lentement cette éventualité.

* * *

L'importance d'une encaisse métallique apparut dès l'origine de la réforme. Rašin ne s'était pas arrêté aux objections de ceux qui lui suggéraient que les billets ne sont pas couverts uniquement par de l'or, mais par les biens de toute une nation. Il est significatif que le principe du noyau d'or et celui de la limitation des billets aient été reconnus le même jour, comme pour indiquer par là le terme de la réforme.

L'or et les devises furent rassemblés par trois moyens.

Chaque citoyen put d'abord vendre les devises et les monnaies étrangères qu'il avait en sa possession

par les actionnaires, la circulation serait couverte pour un tiers par des réserves métalliques et des devises. En 1920, on comptait sur une 1^{re} dotation de 20 millions de couronnes or et de 120 millions de couronnes argent, rassemblés déjà par l'Office bancaire.

à l'Office bancaire, au cours du jour. Il pouvait, s'il le préférait, prêter ses disponibilités à l'Etat aux termes de la loi du 25 février 1919. Il lui était remis en échange un livret transmissible portant le nom du souscripteur et la quantité de métal versé. Le remboursement serait fait au bout de quatre ans dans la même monnaie. Enfin le Gouvernement faisait appel à la population et lui demandait d'apporter volontairement son or et son argent en considération du bien public.

L'emprunt or fut un véritable succès. Il rapporta 3640 kg. de poids d'or fin et 3525 kg. d'argent fin, correspondant à 10 850 kg. d'or fin. Les résultats traduits en francs suisses peuvent être évalués à 58.522.122 fr. et en dollars à 11.494.536.

La collecte bénévole révéla également le patriotisme de toutes les classes de la population. Des bijoux, des montres, des objets en platine, des décorations de François-Joseph des objets artistiques que l'Office revendit au Musée, des pierres précieuses et des monnaies antiques furent apportés, ce qui produisit 268 kg. d'or fin et 3000 kg. d'argent.

Au total, par ces deux moyens, il fut rassemblé 14 859 kg. d'or, soit 51.023.192 francs-or ou 11.732.297 dollars-or.

Ce contingent serait par la suite alimenté par d'autres contributions. La mine d'or de Roudné, exploitée par une compagnie anglaise, pouvait produire 250 kg. par an et d'autres mines 50 kg.¹⁾ Les Tchécoslovaques,

¹⁾ L'extraction totale du minerai d'or avait été en 1913 de 359.940 q. et en 1917 de 127.210 q. La production de l'or de 269,8 kg. et en 1917 130,31 kg.

émigrés en Amérique, avaient déjà envoyé en avril 1920 500.000 dollars. Enfin les légionnaires rapportaient de Sibérie d'importantes réserves.

Parallèlement à l'encaisse métallique, les devises augmentent, le tableau ci-dessous donnera une idée de cette progression.

	31 Déc. 1919	31 Déc. 1920	31 Déc. 1921	31 Août 1922	31 Déc. 1922
en millions or					
Devises	14	456	533	1728	658
Or et argent . —	—	402	553	724	818

On le voit, on était loin de posséder en 1919 la couverture d'or de 1 milliard de couronnes, qui eut été la condition essentielle d'une réforme définitive. Cette somme représente 305 000 kg. et l'Office n'en possédait que 14 859.

Un moyen demeurerait de hâter le parachèvement du système monétaire: l'emprunt extérieur. Le 10 avril 1919, une loi fut promulguée qui autorisait Rasin à négocier un emprunt de 100 millions de dollars en Amérique. Le produit de cet emprunt serait resté aux Etats-Unis. Il eut servi seulement à gager une monnaie commerciale d'or, sans doute le franc. Une circulation saine réservée aux échanges extérieurs se serait juxtaposée pendant un certain temps à l'ancienne circulation.

Bien des nations obérées avaient bénéficié au XIX^e siècle de ce procédé classique de l'emprunt extérieur, mais les pays riches regorgeaient alors de capitaux inemployés. En 1919, les Etats-Unis étaient sollicités par une multitude de nations appauvries. L'incertitude de la situation générale, la prolongation des

négociations de paix, la menace des Bolchevistes installés en Hongrie, contribuèrent à l'échec de ce projet.

Le parachèvement du plan de Rašin se trouvait donc remis à une échéance très lointaine. Qu'avait-il manqué pour la réalisation immédiate de la réforme? D'avoir inspiré aux banquiers américains une confiance qui eut permis d'obtenir l'emprunt d'or nécessaire. L'ambition de Rašin sera désormais de mériter cette confiance. Il veut offrir au monde le spectacle d'un peuple parfaitement adapté aux nécessités de l'après-guerre, adonné à un travail obstiné et à une économie rationnelle, spartiate.

* * *

XI

LES VERTS - ROUGES.

En novembre 1918, les artisans de l'indépendance avaient été portés tout naturellement au pouvoir. Les élections législatives ne devaient avoir lieu que le 18 et le 25 avril 1920. Un système de vote soucieux à l'excès de la représentation des minorités devait aboutir à des résultats surprenants: l'entrée à la Chambre d'une majorité socialiste et de 75 députés allemands. Mais déjà le 15 juin 1919 les élections municipales avaient montré l'opposition du peuple à ceux qui l'avaient libéré.

Les démocraties se lassent vite de leurs gouvernants; dans les premières années de leur existence surtout, car, les doctrines des partis n'ayant pas eu le temps de se préciser et de s'opposer, les rivalités de personnes l'emportent. L'émiettement des partis, favorable à la coalition des intérêts lésés contre une individualité trop accusée, était extrême en Tchécoslovaquie. En effet, les partis slovaques et tchèques ne s'étaient pas encore mis d'accord. De plus, les minorités étaient toujours prêtes à grossir les rangs des mécontents.

Rašín, plus qu'un autre, provoquait l'inimitié. Son énergie, sa rudesse lui attiraient des ennemis, sans qu'en

échange son intégrité lui permît de recruter des partisans. Bien mieux, il frappait ses amis même, en qui il eut gagné des défenseurs pour peu qu'il les eut épargnés. Le 23 mai 1919, des troubles avaient éclaté à Prague. Les boutiques furent pillées. Les temps d'union sacrée étaient-ils révolus ? Rašin chercha à les prolonger et fit appel à la concorde. L'historien, s'écria-t-il à la tribune en présentant le budget, ne retient pas les noms de ceux qui ont mis avant tout le salut d'une classe, d'un groupe, d'une caste. La devise d'une république ne doit pas être « panem et circences », mais « Salus Rei publicæ suprema lex esto ».

En juin 1919, comme Kramar était à Paris, son cabinet fut renversé par la coalition des socialistes et des agraires. Encouragés par les résultats de la première consultation populaire, les Verts-Rouges, comme on les appela, portèrent Tusar au pouvoir. Il devait y rester plus d'un an. Durant cet intervalle, le poste des finances fut tenu successivement par deux titulaires : Horacek et Sonntag.

Horacek resta trois mois. Professeur d'économie rurale, plus tard recteur de l'Université, il était le représentant le plus qualifié du parti agraire qui pensait en faire son porte-parole. Kunnes Sonntag, lui, n'avait rien d'un théoricien. Ce Morave tenait de son origine paysanne son bon sens et sa rudesse. Pendant la guerre il avait été directeur de l'Office de guerre magyar des récoltes ; cette distinction le désignait comme ministable. Entré dans l'Assemblée nationale, il s'y fit remarquer. Ce fut pourtant à l'étonnement général qu'il fut appelé à succéder à Horacek. Etonnement qui, dans certaines parties de la presse, la *Tribuna* notamment,

pourtant peu favorable à Rašin, alla jusqu'à l'indignation.

Il arrivait à un moment où les complaisances d'Horacek avaient exaspéré les attaques de Ra in. Celui-ci, rentré dans le rang, veillait jalousement sur son œuvre et ne pouvait supporter d'en voir le développement arrêté et les effets dénaturés par l'insouciance de ses successeurs. Sans doute l'exécution matérielle des mesures auxquelles Rašin avait donné l'impulsion initiale se poursuivait. Sans doute aussi la condition essentielle de l'assainissement était sauvegardée. Devant la vigilance de l'ancien ministre, nul n'aurait osé enfreindre la règle de la limitation de l'émission. La pierre de l'angle était maintenue, mais l'édifice confié à des bâtisseurs sans zèle n'avancait guère. Que vaut un principe sans animateur? Or, l'esprit d'épargne et d'activité que la présence de Rašin propageait était méconnu par la masse et par ses serviteurs.

« Épargner et produire », l'ancien mot d'ordre n'était guère le souci dominant des socialistes et des agraires. Ils citaient plutôt le mot de Masaryk : « L'idée humanitaire est la philosophie de l'histoire tchèque ». La Tchécoslovaquie, pays aussi neuf que l'Australie, n'était-elle pas un champ d'expérience inespéré? L'époque n'invitait-elle pas à des novations hardies? Et la sagesse même ne conseillait-elle pas de calmer, en leur donnant quelque satisfaction légale, les ambitions que flattait l'exemple de la Russie, de la Hongrie et de l'Italie.

Les idées relatives à la propriété avaient bien évolué depuis la guerre. Témoin l'article 106 de la Constitution : l'expropriation n'est possible que contre indemnité, « à moins que la loi n'en décide autrement ». Nombre

de mesures arrêtées par les national-démocrates eux-mêmes sous couleur de salut national, réforme agraire, conscription du capital, offraient la tentation de les appliquer dans un esprit de pur socialisme. Au surplus, la persistance de l'économie de guerre légitimait l'attribution à la puissance publique de la mission de répartir. Sonntag qui avait précisément assumé cette fonction pendant les hostilités, ne serait pas pris au dépourvu.

Négligeant l'avantage que comporte le partage entre le plus grand nombre des initiatives et des risques, l'Etat attira à lui toutes les responsabilités. Sa mainmise providentielle s'étendait. L'assainissement financier n'était plus, comme du temps de Rašin, la pensée exclusive. L'encouragement de la production n'était pas non plus le but primordial, cher plus tard à Englis. L'une et l'autre de ces préoccupations n'étaient que des à côté du plan socialiste qu'il importait d'élaborer.

Les questions sociales passèrent au premier plan. Non que Rašin les eut négligées : la loi de huit heures avait été votée dès décembre 1918, ¹⁾ mais il les avait subordonnées à la politique d'épargne. ²⁾

La première pensée du nouveau gouvernement — d'ailleurs la plus facilement réalisable — fut d'élever

¹⁾ Elle s'applique même à l'agriculture.

M. Stern, délégué du Gouvernement tchécoslovaque à la Conférence Internationale du travail, a constaté que son pays est le seul parmi ceux qui ont quelque importance industrielle à avoir ratifié la convention relative aux huit heures (B. S. E. 24 octobre 1922).

²⁾ Les Sozialen Revue mettent en relief la diminution des chômeurs et des secours de janvier à juin 1919 :

la rémunération des travailleurs. Il donna l'exemple dans ses propres exploitations et force fut aux industriels de l'imiter. Sous la pression officielle, la pratique des contrats collectifs ¹⁾ favorisa une révision générale des salaires. Dès la seconde moitié de 1919 la courbe des salaires monte bien plus rapidement que celle des prix. ²⁾ Cette augmentation s'accompagnait d'un grave changement dans le mode d'évaluation des gains. En effet, ce n'est plus la valeur produite qui sert de base au calcul, mais le besoin du producteur. Besoin mal-aisément mesurable dans un pays qui ne disposait pas, comme l'Angleterre, d'index des prix minutieux. Il faut avouer que le prix de vente, échappant de plus en plus aux prévisions, n'était pas un élément moins mouvant de la valeur. La consécration de la vieille formule: « A chacun selon ses besoins » provoqua un double appauvrissement, en nivellant les salaires au détriment de la qualité et du rendement, en multipliant aux frais de l'Etat les indemnités pour charges de familles.

chômeurs (janvier	226.582	secours (janvier	34.467.656 Cr.
(avril	200.339	(avril	26.004.252 Cr.
(juin	174.655	(juin	19.901.227 Cr.

Le chiffre remonta à la fin de 1919 à 266.776.

Du 15 décembre à fin juin 1919 il a été payé 168.875.697 Cr. de ce fait.

¹⁾ Loi du 16 octobre 1919 imposant les contrats collectifs aux entreprises employant plus de 20 ouvriers.

²⁾ Phénomène particulièrement visible dans l'industrie métallurgique de Prague. De juillet 1914 à janvier 1921 les vivres ont augmenté jusqu'à 16 fois ; les salaires qualifiés ont été multipliés par 13, la plupart des autres par 15 et dans certaines industries par 22.

En même temps l'Etat perdait de vue le devoir d'économiser et les producteurs celui de produire. Le dégoût du travail chez l'ouvrier, la nonchalance de l'entrepreneur habitué aux profits faciles devaient se répercuter sur la situation des entreprises. Le rendement tomba, pour l'ouvrier des textiles à 36 %, pour le mineur à la moitié de celui d'avant-guerre. La production du fer de Kattowitz baissa de 40 %. La consommation augmentait dans le même temps, et les deux phénomènes concouraient à la hausse des prix.

Afin que la population ne souffrît pas de la cherté croissante, le gouvernement vendait à perte les vivres qu'il distribuait. A peine était-il constitué, qu'il avait dû résoudre un problème pressant. L'alimentation du pays avait été assurée jusqu'à la première moitié de juillet 1919 par l'aide de l'Amérique. Des crédits de 19.500.000 dollars, puis de 6.000.000 dollars dus à Hoover avaient été affectés spécialement à des achats de vivres. La farine américaine avait été vendue au comptant sur la base très favorable de 20 couronnes tchèques pour un dollar, qui permettait de la laisser à bon compte sans perte pour l'Etat. En juillet, les Verts-Rouges firent baisser le prix de vente de la farine américaine au niveau du prix de la farine indigène, maintenu lui-même à 40 % au-dessous du prix mondial. La différence restait à la charge de l'Etat. Bientôt cependant le cultivateur refusa de livrer son blé à un prix qu'il jugeait dérisoire, n'ensemença que pour ses besoins et, à la place, vendit du beurre et de la graisse. L'Etat céda, augmenta son prix d'achat et se résigna de cette façon à perdre sur la farine tchèque comme sur la farine étrangère; des subventions analogues permirent la four-

niture, à bas prix, de viandes, de chaussures et de vêtements.

« De ce peuple énergique, écrivait Rašin le 20 novembre 1919, vous avez fait un ramassis de mendiants. » Sonntag se déclarait fort optimiste. Il fallait imputer les difficultés présentes aux conséquences fatales et générales de la guerre. « Il n'était pour reprendre espoir que de comparer la situation de la Tchécoslovaquie à celle des pays voisins. Il fallait compter sur la grande conférence internationale projetée qui mettrait des bornes aux fantaisies du change. La hausse des prix est due à la demande excessive des produits par l'étranger, la baisse de la couronne à la spéculation. » Il ajoute, s'adressant au correspondant de l'Agence Economique et Financière: « Dans notre Europe dévastée la besogne doit prendre un caractère modeste. Ce n'est pas la nation qui concevra les plans les plus originaux qui affirmera sa supériorité, mais celle qui saura adapter avec célérité son organisme gouvernemental au temps présent ». Qu'entendre par là? Que l'Etat, loin d'être responsable de ces maux, s'apprête au contraire à les guérir. En s'entremettant et en contrôlant. Un dictateur! proposait même le Ceskoslovenski Narodni Hospodar du 11 septembre 1919. Ce personnage, évitant la lenteur des commissions, fixerait les prix et prendrait toutes mesures utiles pour les faire baisser: Réquisitions, répression de la contrebande. Peu à peu, évolution propre au communisme, la sollicitude des Pouvoirs publics envers le peuple se tournait en oppression.

* * *

L'extension des libéralités de l'Etat et l'organisation de la contrainte entraînaient des déficits immenses. Le 28 novembre 1919, on calculait que l'Etat dépensait par jour 15 millions de plus qu'il ne recevait.

Prévisions:

	Budget pour l'exercice 1919 présenté par Rasin en mai 1919	Budget pour 1920 présenté en déc. 1919 par les Verts-Rouges
Dépenses ord..	2.125.000.000 Cr.	4.926.000.000 Cr.
Recettes ord. .	2.306.000.000 »	5.323.000.000 »
Dépenses extr.	3.829.000.000 »	5.489.000.000 »
Recettes extr..	505.000.000 »	2.428.000.000 »
Déficit	3.324.000.000 Cr.	3.061.000.000 Cr.
Déficit total		
des 2 budgets	3.143.000.000 »	2.240.000.000 »

Résultats:

Dépenses ord..	2.609.825.719 Cr.	7.174.511.865 Cr.
Recettes ord. .	2.613.667.502 »	7.969.648.782 »
Dépenses extr.	6.005.522.073 »	8.103.915.167 »
Recettes extr..	1.096.086.998 »	2.476.852.012 »
Déficit total..	4.905.591.292 Cr.	4.851.926.238 Cr.

En apparence, le projet présenté en décembre paraît marquer une amélioration, mais il faut noter qu'avec 3 milliards de couronnes, soit environ 1 milliard de francs, Rasin avait eu à régler la démobilisation, le retour des prisonniers, les frais d'occupation de la Slovaquie, les secours aux chômeurs, la remise en marche des mines et des chemins de fer, à résoudre la crise

alimentaire. D'autre part, Rašin élaborait, en vue de combler le déficit, tout un plan financier, dans lequel $\frac{1}{3}$ des dépenses extraordinaires serait couvert par des impôts nouveaux. Lui parti, le déficit prévu de 3 milliards s'élevait déjà à cette somme au bout de 3 mois et augmenta jusqu'à 5 milliards. Sonntag l'attribuait aux mesures prises pour repousser l'invasion magyare, à la prise de possession de la Russie subcarpathique. Il ne citait qu'en troisième lieu la principale cause : l'augmentation des traitements des fonctionnaires. Sans tenir compte de l'armée, les dépenses de personnel étaient passées de 1959 millions de couronnes en janvier 1919 à 3445 en janvier 1920 et les dépenses de matériel de 1147 à 3336. En outre, le ministère de la Prévoyance sociale revendiquait pour l'exercice 1920 1 milliard de couronnes (soit 934 millions de plus qu'en 1919).

* * *

Un énorme effort fiscal s'imposait. Le principal mérite de Sonntag est de n'avoir pas reculé devant cette tâche et cela en dépit des suggestions des journaux socialistes qui lui recommandaient l'inflation comme moins onéreuse pour l'Etat.

Les impôts sur l'alcool et la bière alimentaient pour la plus large part le budget autrichien. Sans remanier le système fiscal antérieur, un plus large appel pouvait être fait aux impôts directs. On alla si loin dans cette voie, que les communes et les départements considéraient comme leur domaine ¹⁾ que, sans une limitation

¹⁾ En mai 1919 Rašin proposait une augmentation des impôts fonciers avec une échelle progressive, un impôt sur

de 80 % établie après coup, certaines entreprises auraient dû payer 120 % de leurs bénéfices nets. De nouvelles matières imposables furent frappées : charbon, vins en bouteille, chiffre d'affaires, forces hydrauliques et les droits anciens majorés.¹⁾

Cependant le formidable accroissement de ces impôts dont l'incidence exagérait la cherté de la vie, n'arrivait pas à combler le déficit. ²⁾ C'est par les économies qu'on y serait parvenu, mais le Gouvernement socialiste ne pouvait renoncer à des projets longuement débattus qu'il avait pour mandat de faire aboutir.

Monopole d'Etat du commerce extérieur, prix normaux, socialisation des entreprises et du sous-sol, ces formules agitaient les esprits depuis plusieurs mois, provoquant les protestations des chambres de commerce, les grèves des ouvriers impatientes, l'arrêt des investissements des capitaux dans les entreprises et, par contrecoup, un retentissement fâcheux à l'étranger. Le début de 1920 voit une véritable floraison de lois sociales.

l'achat et la vente des marchandises, un impôt de 6 % sur les intérêts des Comptes-Courants, une taxe sur les sociétés étrangères, sur les contrats de location (250.000.000 Cr. par an) de 26 % sur le charbon (250.000.000 Cr.) sur les vins (40.000.000 Cr.), une augmentation de l'impôt sur l'alcool (60.000.000 Cr.), de 15 % sur transports.

Les chemins de fer auraient couvert leur déficit (500.000.000 Cr.), le solde aurait été couvert par l'emprunt.

¹⁾ Le montant des impôts locaux se rapprochait de plus en plus de celui des impôts d'Etat.

En 1918 ils étaient du 1/8, en 1919 du 1/6, en 1920 les 2/5.

²⁾ On attendait tout au plus de ces majorations 1.560.000.000 (non compris chiffre d'affaires).

La loi du 16 octobre 1919 rend obligatoire les contrats collectifs. La loi du 20 février 1920 règle les pensions dues aux lésés de la guerre. Celle du 30 mars 1920 accorde des subventions de l'Etat aux entrepreneurs privés de construction. Les lois du 25 février 1920 décident la participation des mineurs aux bénéfices et à la gestion. Puis c'est la mise au point de la réforme agraire.²⁾ Dans ce programme socialiste, le grand projet de Rašin, le prélèvement sur la fortune, retrouvait sa place traditionnelle. La « Vermögensabgabe » et le « Vermögenszuwachssteuer » furent votées le 8 avril 1920.

En lui les Verts-Rouges mettent leur espoir. Ils y voient le remède à tous les maux. En diminuant le pouvoir d'achat des consommateurs, il agira sur les prix. Il stimulera l'ardeur au travail en rendant difficile une existence oisive. Il comblera par son allure de confiscation les vœux des masses.

Le ministre évaluait à 12 milliards de couronnes ce rendement des deux impôts connexes sur la fortune et sur l'accroissement de la fortune.

²⁾ Ce principe de la réforme avait été posé le 16 avril 1919, le mode de répartition défini le 30 janvier 1920 et le mode d'indemnisation le 8 avril 1920. Les propriétés au-dessus de 250 ha. « peuvent » être saisies par l'Etat contre un dédommagement loyal et réparties entre des citoyens légitimes à réclamer pour eux des terrains. On discuta longuement la question d'un partage ou d'une socialisation du sol, « seul moyen de ne pas faire dépendre les besoins du peuple des caprices d'une minorité paysanne et de ne pas nuire à la production ». Le partage fut préféré (article du Dr. Pavlu, secrétaire de l'Etat pour la réforme agraire dans le Manchester Guardian du 4 janvier 1923).

L'assemblée adopta le projet sans débat. Les fortunes dont l'inventaire avait été ordonné par la loi de février 1919 étaient sans exception à la base soumises à une taxe progressive. 15 % des sommes dues étaient versées comptant et le reste payable en 6 termes. Toutefois un versement total anticipé donnait droit à un dégrèvement de 10 %.

Il est dû :

		Taxe
sur les premiers	25.000 couronnes	1 %
sur la tranche suivante or	75.000 »	3 %
	300.000 »	6,5 %
	500.000 »	11 %
	700.000 »	15,5 %
	900.000 »	19,5 %
	1.100.000 »	23 %
	1.300.000 »	26 %
	1.500.000 »	28 %
	1.700.000 »	29 %
	1.900.000 »	29,5 %
et au-dessus de	10.000.000 »	30 %

Quant à la taxe sur l'accroissement de la fortune, son tarif est fonction à la fois de la fortune au 1^{er} janvier 1914 et de l'accroissement depuis cette date.

Il restait entendu que le produit de ces deux taxes ne devrait en aucun cas être employé à combler les déficits budgétaires, et qu'il serait affecté spécialement à la réduction de la circulation fiduciaire.

ACTIF	1919		1920	
	30 juin	31 Déc.	30 Juin	31 Déc.
Créances de la Banque d'Autriche-Hongrie	2.662	6.939	9.509	9.522
Escompte	26	80	692	2.016
Avances sur titres	425	502	1.828	2.323
Devises	12	14	511	456
Or et argent	—	—	—	402
Divers	13	168	120	339

PASSIF				
Billets de Banque retirés à l'estampillage	10	1.439	2.134	1.948
Billets d'État en circu- lation	—	4.723	8.729	11.289
Dépôts	2.209	1.127	1.459	1.144
Prélèvement sur la fortune	—	—	—	285
Bons de Caisse	380	284	259	227
Divers	540	130	79	165

1) Cours de la Couronne tchéco-slov. à Zurich.	28	9	13	7
---	----	---	----	---

1921		1922				1923
30 Juin	31 Déc.	30 Juin	31 Août	31 Oct.	31 Déc.	31 Janv.
9.529	10.097	10.097	10.097	10.097	10.097	10.097
1.085	2.511	609	419	392	715	639
1.998	1.715	1.465	1.467	1.508	1.497	1.306
783	533	564	1.728	1.693	658	490
555	553	671	724	812	818	821
1.009	1.292	1.104	719	766	349	429
1.287	1.057	531	486	448	391	373
11.168	12.130	9.838	10.171	10.139	10.064	9.222
739	652	696	1.088	1.042	389	798
850	1.091	1.651	1.816	1.989	2.174	2.291
247	350	322	184	148	54	184
667	1.419	1.471	1.418	1.502	851	891
8	7	10	17	17	17	19

XII

LE ROLE DE L'OFFICE BANCAIRE.

Maintien du principe de Rašin et retour au crédit.

Le cas est singulier d'une politique aussi dispendieuse poursuivie un an sans recours à l'inflation. Il l'apparaît davantage, si l'on songe que, durant cette période, le pouvoir d'achat des billets diminuait sans qu'on augmentât le nombre. En réalité, la déflation continuait donc. Ce résultat paradoxal n'a pu être obtenu que grâce à la vigilance de l'Office bancaire. Non seulement cet institut joua le rôle passif d'un obstacle à toute atteinte aux principes de Rašin, mais encore, c'est à son activité, secondée par celle des banques, qu'il faut attribuer le retour graduel aux pratiques du crédit, seule issue à l'impasse.

L'Office bancaire, création de Rašin, avait été constitué de telle sorte qu'il demeurerait indépendant des ministres successifs. Il existe en Tchécoslovaquie deux grands types de Sociétés : collectivités et fondations. Cette dernière catégorie comprend, en particulier, les Universités ou encore la Zemska Banka, Banque royale de Bohême, dont les directeurs étaient désignés par la Diète. Les ressources sont fournies non par des actions, mais par une dotation permanente. Les statuts de l'Office Bancaire avaient été élaborés d'après ce modèle.

A sa direction restaient, gardiens du principe initial, les hommes que Rašin y avait placés. Il faut reconnaître que Sonntag, autant par raison que parce qu'il savait la vanité d'une telle démarche, ne sollicita aucune émission nouvelle. Placé entre les exigences d'une Assemblée prodigue dont il dépendait et l'intransigeance de l'Office, Sonntag recula par des moyens de fortune, et sans plan préconçu, un choix qui devait tôt ou tard s'imposer entre deux tendances opposées. Cependant, lorsque la tension sera devenue intolérable, la domination des socialistes sera sur son déclin, et, grâce au maintien du principe salulaire, le sort de la couronne aura été préservé.

L'examen du tableau comparatif de situations mensuelles de l'Office nous servira à dégager les principales lignes de son action. Ces directives ne peuvent ressortir que d'une vue d'ensemble. Aussi convient-il d'anticiper sur les 3 années postérieures. Nous grouperons les postes de façon à mettre en lumière, d'une part, la persévérance dans la déflation, de l'autre, le retour au crédit. Tels sont, en effet, les deux buts vers lesquels l'Office s'achemine.

Le premier poste de l'actif comprend les billets « de Banque » en circulation sur le territoire au moment de l'estampillage, soit qu'ils aient fait l'objet du retrait, soit qu'ils aient été remplacés peu à peu par des billets d'Etat. Au fur et à mesure que rentrent ceux qui avaient été remis en circulation par l'échange, ils viennent gonfler ce poste qui se fixe en décembre 1921, lorsque les opérations d'échange dans tous les territoires rattachés sont terminées, à la somme de 8.012.270.600 cr. tchèques. Ce chiffre représente la limite que ne peut

dépasser sans couverture la circulation fiduciaire. Pour avoir la totalité des charges assumées par l'Etat Tchécoslovaque à la place de la Banque d'Autriche-Hongrie, il faut tenir compte en outre des comptes-courants et des Bons de caisse de la Banque pris en gestion par l'Office (2.084.419.000 sans changement depuis 1920). Le total de 10.097.000.000 couronnes (sans changement depuis décembre 1921), représente l'ensemble des créances de l'Office sur la Banque d'Autriche-Hongrie. Créance douteuse au premier chef, et qui ne vaudra que jusqu'à concurrence de la quote-part réservée à la Tchécoslovaquie dans la liquidation de la Banque; pour le surplus, ces frais de premier établissement seront couverts par la rentrée du prélèvement sur la fortune.

Si, tout en restant dans le domaine de la circulation, nous nous portons au passif, nous trouvons un poste pour ainsi dire symétrique du précédent. Il renferme la totalité des billets, d'Etat cette fois, en circulation. Les opérations d'échange étant terminées en décembre 1920, c'est à cette époque que le niveau normal de la circulation, couverte ou non, semble atteint aux environs de 11 milliards. Le niveau a, depuis, tendance à diminuer malgré le remboursement des billets retenus et cela grâce à la rentrée du prélèvement sur la fortune.

Cette circulation totale se divise en billets non couverts, limités à une marge fixe, et en billets couverts. Les mouvements de la première série sont enregistrés par deux postes particulièrement intéressants en ce qu'ils révèlent le développement de la réforme monétaire. Le *Recouvrement du prélèvement sur la fortune et les Billets de banque retenus pour l'estampillage*, donnent

lieu à des mouvements continus et inverses, pourtant sans correspondance absolue. Les billets de banque retenus représentent une dette de l'Etat envers certains nationaux, le prélèvement sur la fortune une créance de l'Etat sur d'autres citoyens qui ne se confondent pas forcément avec les précédents. C'est pourquoi le prélèvement ramène de mois en mois beaucoup plus de billets qu'il n'en est remboursé. Le second de ces postes décroît jusqu'à 373 millions le 31 janvier 1921, le premier monte à la même date jusqu'à 2291 millions. Si bien que le moment semble proche où tous les billets retenus étant remboursés, la rentrée du prélèvement continuera à agir dans le sens d'une diminution de la circulation et aussi, l'impôt pouvant être acquitté sous d'autres formes, des bons de caisse et des dépôts.

Ce mouvement de déflation lente, amplifié en 1922 et 1923, ne commence qu'après le vote de la loi de l'impôt sur la fortune, à la fin de 1920. Entre ce moment et la brusque déflation opérée par le retrait en 1919 se place précisément la période socialiste. Elle paraît exempte de déflation. Mais si l'on tient compte de la dépréciation interne de la couronne, on s'aperçoit que l'arrêt de l'inflation a été une déflation virtuelle et en a produit tous les effets. Ces effets n'ont été atténués que par une augmentation de la circulation couverte et par conséquent de la couverture.

Couverture métallique d'abord. Le 30 juin 1919, la monnaie tchécoslovaque n'avait pour soutien que douze millions de devises étrangères et aucune réserve métallique. A la fin de 1921, elle était de 1 milliard d'or et de devises, et c'est en août 1922 que la provision de devises est la plus forte avec 1.728.000.000. Toutefois,

de juin 1919 à juin 1920, l'augmentation de la circulation au-dessus de la marge légale n'est possible que grâce au développement de l'escompte et des avances sur titres.

Ces deux rubriques traduisent un phénomène économique profond. Elles reflètent fidèlement d'une part l'augmentation de l'offre de crédit par l'Office de l'autre les variations de la demande de crédit, suivant la situation économique. Le maximum est atteint pour l'escompte au 31 décembre 1920 avec 2.015.526.000 cr. et au 31 décembre 1921 avec 2.511.000.000. Si nous nous arrêtons spécialement à la période du régime socialiste, nous remarquons du 7 avril 1919 (8.917.000) au 30 avril 1919 (20.410.000) un saut brusque. Puis la montée devient plus lente jusqu'au 30 novembre 1919 (29.430.000), dès lors la progression est régulière et rapide :

31 décembre 1919		79.568
31 janvier 1920		150.886
29 février 1920		245.828
31 mars 1920		530.269
30 avril 1920		599.492
31 mai 1920		755.955

Là, un léger fléchissement coïncide avec la hausse du taux de l'escompte de 5 à 6 % (le 12 mai). En septembre, ce recul est regagné.

Quant aux avances sur titres, leur maximum est atteint également au 31 décembre 1920. Ils présentent une montée régulière de 425.061 le 31 mai 1919 à 2.458.095 le 7 novembre 1920. Mais tandis qu'au début les proportions des avances sur titres est considérable

par rapport aux lettres de change, peu à peu la différence tend à s'atténuer. Le taux est resté sans changement à 6 $\frac{1}{2}$ et 7 %. C'est que l'usage des lettres de change se développe.

* * *

En résumé, l'examen de ces chiffres permet d'observer deux tendances principales : maintien du principe de la non-émission de billets non couverts, et retour progressif aux pratiques du crédit.

Conformément au principe de Rašin, la circulation n'augmente pas, et cela au moment où les prix montent rapidement. La conséquence de cet état de choses est une véritable disette des moyens de paiement. Les « Socialisticke Listy » du 18 avril 1920 publient une comparaison qui montre la proportion des monnaies possédées par habitant en Suisse, en Angleterre et en Tchécoslovaquie. Bien qu'il ne soit pas tenu compte du pouvoir d'achat intérieur de chacune des monnaies, et que les livres et les francs suisses soient simplement traduits au cours du change, les chiffres n'en sont pas moins intéressants.

	Suisse	Angleterre	Tchéco-Slov.
Habitants	45.000.000	45.000.000 £	13.500.000
Billets en			
circulat.	950.000.000	130.000.000 £	7.000.000.000
		320.000.000 cert. d'or	
soit en Cour			
par tête	3.200 C.	3.000	500

Cette pénurie de billets n'est pas sans remède. Ceux qui se refusent à en créer de nouveaux, remarquent que leur nombre est suffisant puisqu'il y a eu douze fois plus de papier pendant la guerre, et que les prix n'ont guère monté davantage.

L'utilisation intégrale des billets existants est le remède qui se présente d'abord à l'esprit. D'où la lutte contre la thésaurisation. L'estampillage a eu l'heureux résultat de remettre au jour toutes les réserves cachées, et dans la suite la méfiance qu'inspirent les billets estampillés n'était pas de nature à en recommander l'accumulation; mais lorsque les nouveaux billets auront pénétré, cette tendance reprendra; d'autant plus que la plupart des billets auront été transférés à la classe paysanne. Pour attirer l'épargne, l'Office bancaire porte le taux des bons de caisse de 3 à 4 %, les banques de leur côté, élèvent en août 1920 l'intérêt de leurs dépôts, la loi de novembre 1920 protège le secret des banques. On essaie également par l'emprunt à lots de faire rentrer les billets. Englis, en avril 1920, dans le *Linove Noviny*, évaluait la thésaurisation à deux milliards.

Par bonheur, la nouveauté de la devise tchécoslovaque la préserve d'une thésaurisation plus dangereuse. Celle que fait le spéculateur étranger lorsqu'il garde dans son pays les disponibilités que lui procure l'exportation.

Le meilleur moyen de parer à l'insuffisance des moyens de paiement était d'y suppléer par des procédés de compensation, notamment par l'emploi du chèque. Les paiements par compensation ont augmenté. L'Office

des chèques postaux, ¹⁾ a vu ses transactions passer de 866.741 en 1918 à 19.948.496 en 1919, soit par jour de 27.085 à 69.749. Le tableau suivant montre, d'autre part, le développement des compensations à la Chambre des compensations de Prague, dont 32 banques sont membres. De 1913 à 1920, le nombre des compensations a plus que doublé, et la valeur a crû 31 fois, quoique le coefficient de dépréciation de la couronne soit 15.

	Nombre	Valeur
1913.....	152.273	1.338.691.532 cr.
1914.....	147.903	1.248.717.387 »
1915.....	113.292	1.142.159.099 »
1916.....	50.200	1.476.436.110 »
1917.....	40 733	1 734 173 736 »
1918	46.295	2.442.828.351 »
1919.....	140.519	11.870.641.611 »
1920.....	331.010	41.533.733.095 »

Il ne s'agit pas, comme l'on voit, seulement d'un retour aux pratiques d'avant la guerre, mais encore d'un développement de ces opérations. C'est que Prague attire à elle un grand nombre d'affaires traitées auparavant à Vienne et à Budapest. Le chiffre des virements et compensations bancaires qui, en 1913, était à Vienne 7 fois et à Budapest 2,5 fois plus élevé qu'à Prague, est en 1920 6 et 8 fois plus bas.

* * *

¹⁾ Cet office permet aux petits commerçants d'effectuer leurs paiements sans frais par l'intermédiaire des bureaux de Poste.

Cette économie dans l'emploi des moyens de paiement aurait pu rendre moins urgente une reprise des pratiques du crédit. Elle ne l'empêcha pas. Avant la guerre le vendeur recevait de l'acheteur une lettre de change à échéance de plusieurs mois, délai au bout duquel il touchait le prix des articles livrés. Dans l'intervalle, il se procurait des fonds en faisant escompter à la Banque son effet de commerce. Comment revenir à cet usage, lorsque subsistait partout tant d'incertitude ! Les Banques prirent d'abord sur elles les risques de l'opération en ouvrant des crédits aux commerçants. Mais, progressivement, elles restreignirent ces facilités et exigèrent de leurs clients des effets de commerce en garantie. De son côté, l'Office bancaire favorisait la reprise de la circulation des lettres de crédit en élevant la différence entre le taux d'escompte des effets de commerce et l'intérêt des avances sur titres. Rasin, à la Commission des Finances, proposait dans le même dessein, de diminuer de moitié le droit de timbre sur ces opérations.

Peu à peu, l'Office bancaire se décharge sur les banques ¹⁾ de la tâche de subvenir aux besoins financiers des entrepreneurs, tâche que les Gouvernements s'étaient réservée pendant la guerre. Il soumet ces octrois de crédit à une censure de plus en plus grande. ²⁾ Il sait que

¹⁾ Aucune banque étrangère ne peut être créée en Tchécoslovaquie. Cette mesure a poussé à des fusions avec les Banques du Pays les agences des Banques de Vienne et de Budapest.

Il existait à la fin de 1918, 26 banques avec un capital de 530.000.000 Cr.; à la fin de 1919, 28 banques avec un capital de 914.000.000 Cr.; à la fin de 1920, 36 banques avec un capital de 1.327.000.000 Cr.

²⁾ Le 13 août 1920, la Tribuna note que l'Office refuse des avances à des firmes dont le crédit dépasse celui de l'Etat.

les banques tchécoslovaques sont assez fortement organisées pour que leur soit rendue leur fonction essentielle. Dans certains pays, la réputation des banques est telle, qu'elles prêtent leur crédit et celui de l'Etat qu'elles avalisent, alors même que le commerce et l'industrie sont dans un marasme complet. Les banques tchécoslovaques peuvent prétendre à ce rôle. Et, en fait, en 1921, c'est grâce à leur concours que le Gouvernement pourra faire face à la mobilisation sans émettre de nouveaux billets. ¹⁾

Donc, décentralisation du crédit qui en favorise l'extension, s'accompagne d'une diminution et d'une dissémination des risques, et en arrive à renforcer le crédit de l'Etat lui-même.

Remarquant cette évolution, le Professeur Guthertz écrivait dans la « Frankfurter Zeitung » du 24 novembre 1921 : « Qu'y a-t-il de changé sinon que l'inflation privée a remplacé l'inflation de l'Etat ? Le pouvoir d'achat de chacun est resté le même. Changement essentiel, car l'inflation d'Etat est une avance que s'octroie l'Etat pour sa propre consommation, tandis que l'inflation de crédit correspond à une avance faite à la production qu'elle stimule, en vue d'une création de richesses d'autant plus certaine qu'un plus grand nombre d'établissements sont intéressés à surveiller l'emploi des prêts consentis.

* * *

¹⁾ En octobre 1921, les représentants des Banques offrirent un crédit de 320 millions de couronnes aux fournisseurs militaires de l'Etat.

Cependant, les efforts de l'Office Bancaire et des banques ne pouvaient suffire aux besoins croissants des moyens de paiement, nécessités par la hausse des prix et la création de nouveaux moyens de production ; les dépôts des banques augmentaient en chiffres, non en valeur réelle. Une grande partie d'entre eux provenaient de capitaux d'exploitation momentanément libérés dans l'attente d'impôts nouveaux. Le prêt à la petite et à la moyenne industrie souffrait surtout de cette situation, la plupart des capitaux disponibles étant drainés par la concentration de l'industrie des mines. Les principales banques en vinrent bientôt à ne pouvoir rendre liquides 100.000 cr. qu'au bout de plusieurs jours.

Au printemps de 1920, la menace de nouveaux impôts augmente les craintes des industriels que cette éventualité contraindrait à réaliser une partie de leur capital d'exploitation. Perspective d'autant plus déplorable qu'ils voient passer l'occasion de supplanter les Allemands et les Magyars. Si l'on songe qu'en Allemagne, c'est le Reichsnotopfer qui a fait de l'inflation une nécessité par les réalisations qu'il rendit nécessaires, on voit quel surcroît de troubles risque d'apporter à ce moment le prélèvement sur la fortune, et que jamais une émission de billets non couverts n'a paru plus probable.

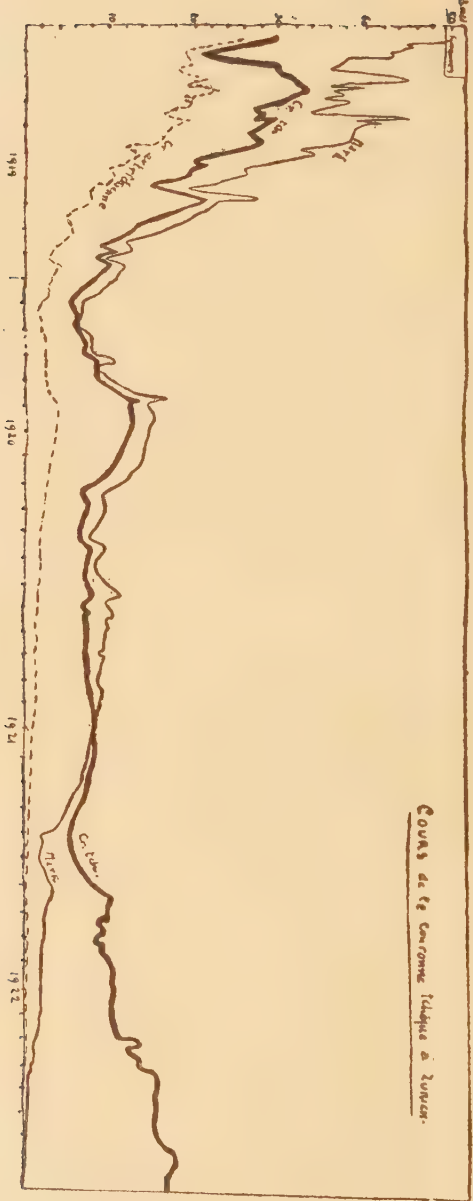
Les économistes dénoncent l'erreur de s'attacher encore à la théorie quantitative dont l'expérience de Rašin vient de démontrer la fausseté. Les milieux industriels espèrent d'une inflation productive, la renaissance de leurs entreprises. Les socialistes n'hésiteraient pas devant ce procédé économique pour l'Etat de se procurer des ressources.

* * *

Sonntag résiste à cette nécessité de l'inflation à laquelle les événements le poussent. Il cherche à couvrir le déficit du budget par des emprunts, Malgré une prime de 25 %, l'emprunt à lots ¹⁾, émis du 25 janvier au 31 mars (loi du 6 janvier 1920), a été un échec complet et n'a rapporté que 520.494.500 cr. Les Allemands ni les Slovaques n'ont souscrit. Puis, en représentation des comptes-courants pris en gestion par l'Office bancaire, des Bons du Trésor 6 % sont émis. Certains Horacek, en particulier, y voient déjà une sorte d'inflation et protestent. En avril, le bruit court que sous la pression des milieux industriels, la circulation des billets va être augmentée de deux milliards « cela ne suffira pas aux besoins, dit le journal allemand *Bohémia*, mais permettra d'attendre ». Le Ministre oppose un démenti. Mais il est évident qu'on arrive à une impasse.

Avant tout, c'est un plan qui importe. Pour rétablir l'ordre il faut un technicien devant la compétence duquel les partis s'inclineront. C'était l'habitude en Autriche de confier le Gouvernement à des cabinets de fonctionnaires indépendants des partis. Un Ministère de ce genre fut constitué au printemps de 1920. Les finances furent confiées à Engliš, Professeur à l'Université de Brno. Avec lui une phase nouvelle s'ouvre dans l'histoire des finances tchéco-slovaques.

* * *



Cours de la monnaie sénégalaise à Ziguinchor.

XIII

LA BALANCE DES COMPTES.

En septembre 1920, la Conférence de Bruxelles aborda l'étude du problème des changes. Le rapporteur, M. Vissering, distingua nettement deux causes à la dépréciation d'une devise: la première inhérente au signe monétaire lui-même et due à son abondance excessive, la seconde tenant aux marchandises, offertes en moindre quantité ou réclamées davantage. Dans quelle mesure la perte de valeur intérieure et extérieure de la couronne depuis 1919 peut-elle être imputée à l'une et à l'autre de ces causes? Nous venons d'étudier l'aspect monétaire du problème et avons vu avec quelle rigidité la Tchécoslovaquie s'est gardée de l'inflation. Cette constatation pourrait faire croire que le fléchissement de la couronne est uniquement d'origine économique.

Cette explication s'accorderait avec la thèse britannique qui attribue à la balance des comptes une influence déterminante sur les fluctuations des changes. De multiples exemples attestent en effet l'importance de ce facteur. Tout le système des caisses de conversion destinées à l'amélioration d'un système monétaire repose sur l'attente d'un excédent de récoltes. Après la guerre même, les écarts de valeur entre les

devises de certains pays neutres, ¹⁾ demeurés à l'étalon d'or, ne sauraient être expliqués le plus souvent qu'en tenant compte de l'activité différente de leurs commerces. Au surplus, l'influence de ce facteur est d'autant plus marquée que le pays tire de son exportation la source principale de sa richesse. Or, tel est précisément le cas de la Tchécoslovaquie.

* * *

Le relèvement du pays nécessitait une importation considérable. Bien qu'épargnée par les ravages de la guerre (sauf dans la région des Karpathes), la Tchécoslovaquie n'en était pas moins épuisée. Non seulement la population manquait des objets de consommation courante, mais le capital productif avait été lui-même dissipé. Les matières premières, qui se trouvaient dans les fabriques de textile avaient été, dès le début de la guerre, réquisitionnées et partagées entre les usines allemandes et magyares. Plus tard, ç'avait été la collecte forcée dans toutes les usines du cuivre, du bronze et du plomb. Le cheptel de Bohême avait été décimé, tandis qu'on ménageait celui du Tyrol. Le nombre du bétail avait été réduit de moitié, la quantité de lait des trois quarts. Pour remplacer un cheval réquisitionné, 1000 couronnes, le paysan devait déboursier 15.000 couronnes. La terre privée dès 1914 de phosphates, depuis 1916 d'engrais naturels, laissée sans les soins

¹⁾ L'exemple du Brésil est significatif et aussi celui de la Norvège comparée à la Suède.

des travailleurs mobilisés, avait perdu la moitié de sa production.

Durant les hostilités, la plupart des pays en vue de redresser le déficit persistant de la balance commerciale avaient pris des mesures en vue de restreindre l'importation et la consommation. La suppression de ces entraves semblait aux pays demeurés intacts la condition nécessaire d'une reprise des affaires. Pour la Tchécoslovaquie, ses besoins en vivres et en matières premières étaient si considérables, qu'elle ne pouvait guère songer à cette libération. Bien au contraire, elle devait plutôt se préserver d'un afflux de marchandises dont l'importation dérégulée eût lourdement grevé sa balance commerciale. L'incertitude des frontières à peine tracées rendait inefficace toute barrière douanière, et cette circonstance eût suffi à commander le maintien du régime de contrôle et de prohibition, tel qu'il avait été pratiqué en Allemagne.

C'est pourquoi l'Etat édicta une prohibition générale à l'introduction des objets de luxe et des produits fabriqués et n'accorda de dérogations que selon les nécessités du moment. Le même système de prohibition régissait les exportations, si bien que tous les courants commerciaux se trouvaient canalisés par l'Etat.

Afin de proportionner plus strictement encore aux besoins les quantités introduites, l'Etat alla plus loin et se fit lui-même importateur et répartiteur. En particulier, il se réserva, tâche la plus urgente, l'alimentation de la population.¹⁾ En 1919, 14 000 wagons de

¹⁾ Déjà avant la guerre, les régions industrielles de Moravie et de Bohême étaient, pour l'alimentation, tributaires de l'étranger.

denrées provenant surtout d'Amérique furent importés par ses soins.

L'Italie, bien qu'elle ravitaillât surtout l'Autriche, fut également un des plus actifs fournisseurs. Le Gouvernement belge avait ouvert un crédit de 3.500.000 dollars pour l'envoi de farine, et des entreprises privées hollandaises un crédit de 12.000.000 de guldens pour fourniture de 1000 wagons de pommes de terre. Dans la première moitié de 1919, ces importations de denrées alimentaires s'élevaient à 939.236.146 couronnes et dans la seconde moitié à 1.070.855.416 couronnes. Ces achats exceptionnels ne furent pas renouvelés en 1920, la plus grande partie des envois venait des Balkans. De plus, bien que l'Etat ne favorisât guère par sa politique la production agricole,¹⁾ celle-ci, tout en restant de 40 % inférieure à la moyenne 1909-1913, augmenta dès la première année de paix, grâce surtout à l'extension de la coopération agricole en Slovaquie et au perfectionnement des méthodes de culture. L'insuffisance des céréales était compensée en outre en partie par l'excédent d'autres produits, en particulier du sucre qui, dès la campagne 1918-1919, avait produit 3 millions de quintaux.

Ainsi, d'une part prohibition des objets superflus, de l'autre achat direct par l'Etat des denrées indispensables. Il restait à se garantir d'une importation excessive par le commerce privé de toutes les autres marchandises.

Les traités de compensation semblèrent le moyen le plus simple d'éviter la surprise d'un déficit de la balance commerciale. Ainsi se développa la pratique sous le contrôle de l'Etat d'une sorte de troc réglé par des traités à durée limitée. Pour l'encourager, il fut résolu que la vente des produits étrangers ne pourrait être acquittée qu'en couronnes tchèques: le vendeur ne pouvant en tirer parti dans son pays, s'en servait pour acheter des marchandises tchécoslovaques. Inversement, la vente des produits tchèques ne pouvait se faire que contre des monnaies étrangères. Cette pratique se développa en 1919. Du charbon hongrois fut obtenu contre du bois, du bétail roumain contre des machines agricoles...

* * *

Ainsi, toute importation sans exportation correspondante se trouvait réduite. Mais en vertu de la vieille règle que les produits s'échangent contre des produits, il aurait pu sembler que ces restrictions dussent nuire au développement parallèle des exportations. Pour certaines matières, la richesse de la Tchécoslovaquie était telle, que l'Europe, dans sa disette, se disputait le privilège de les obtenir.

A peine le travail avait-il été repris, que les commandes a fluaient. A Gablonz, les Américains achetèrent à n'importe quel prix toute la production. Les 10.000 wagons d'orge escomptés pour 1920 étaient vendus par avance. Une forte proportion de la récolte de sucre de 1919 allait être engagé en garantie d'un emprunt de 300 mil-

lions, contracté avec le Gouvernement par la Rotterdamsche Bank, lorsque l'Assemblée refusa de ratifier un marché qui eût laissé à un groupe hollandais la haute main sur le prix de vente de la récolte.

Il importait de tirer parti de cet engouement. Afin que l'exportation fut rémunératrice, l'Etat s'efforça d'empêcher les ventes à vil prix et décida que certaines exportations ne seraient permises qu'avec une hausse de 200 %, 150 % ou 100 % sur les prix intérieurs, selon les pays. De leur côté, les syndicats fixèrent des prix qui leur laissaient une large marge de profits. Le bénéfice de ces exportations devait ne revenir qu'à des nationaux; de là les précautions prises alors contre l'apport des capitaux étrangers, le contrôle des acquisitions de valeurs et de biens, la lutte contre les intermédiaires autrichiens et, enfin, le plan de « nostrification » des entreprises.

De nombreux obstacles matériels empêchaient les exportateurs de répondre promptement aux demandes qui leur parvenaient. Les difficultés des moyens de transport en premier lieu. Au moment de l'armistice, il ne restait au pays que 1260 locomotives, 7300 wagons de voyageurs et 61 000 wagons de marchandises. Les voies ferrées convergeaient vers les deux anciennes capitales. Jusqu'en août 1920, la Bohême et la Slovaquie ne furent reliées que par le port de Bratislava, ce qui nécessitait un détour de 130 km. Les communications fluviales n'étaient guère plus aisées, les ports ayant été négligés par la Hongrie, et le Danube, précieux au transport vers la mer des chalands chargés de blé roumain, présentant une utilité bien moindre pour l'expédition des produits fabriqués tchécoslo-

vaques. Dans le premier semestre de 1920, les voies fluviales ne servaient que pour 1/5 à l'exportation totale et pour 1/10 à l'importation.

La levée progressive de ces obstacles devait se traduire par l'amélioration de la balance commerciale.

La statistique du commerce extérieur présente pour l'année 1919 les résultats suivants :

	Importations en Cr.
1 ^{er} semestre	2.010.260.727
2 ^e semestre	4.545.157.835

	Exportations en Cr.
1 ^{er} semestre	1.432.978.073
2 ^e semestre	3.886.338.542

On remarque donc durant cette année un déficit de la balance commerciale s'élevant à plus de 1 milliard.

La cause doit en être recherchée dans la grande importation de denrées alimentaires qui exigea :

Première moitié de 1919 939.236.146 cour.

Deuxième moitié de 1919 1.070.855.416 cour

Si l'on déduit de l'importation totale la somme consacrée à l'achat des vivres, l'exportation dépasse l'importation de 412.046.123 couronnes. Or, cette importation a eu lieu souvent avec concessions, de crédit pouvant aller jusqu'à 4 ans.

Les éléments de la balance invisible contribuaient à compenser le déficit de la balance du commerce. En effet, l'infériorité des prix intérieurs par rapport

au niveau mondial attirait un grand nombre d'étrangers. Leur avidité n'était pas sans inquiéter les Tchèques. La presse rappelait qu'en 1892 déjà, les Hollandais avaient acheté à vil prix de nombreuses entreprises. Ces mêmes Hollandais rachetaient les hôtels des principales villes d'eaux, des verreries... quoiqu'il en soit, il résultait de ces achats des rentrées d'argent qui échappaient aux cotations officielles. D'autre part, les envois des émigrants américains se faisaient si nombreux que dans les villes américaines des lieux étaient indiqués pour leur rassemblement. Au début de 1920, ces envois étaient évalués à 50.000 dollars par mois. A cela s'ajoutaient les épargnes que ramenaient les légionnaires.

Afin d'écarter un élément défavorable de la balance des comptes, Rašin avait empêché le rachat des titres d'entreprises tchèques à des Autrichiens, qui eut entraîné une exportation considérable de capitaux.

D'ailleurs, en 1920, le bilan devenait franchement positif.

Importations en Cr.	Importations en q.
23.384.000.000	39 000 000 et 255 802 articles
Exportations en Cr.	Exportation en q.
27.569.000.000	69 000 000 + 2 644 000 articles

Actif de la balance: 4.185.000.000 couronnes.

Ainsi, pas plus que des raisons purement financières, des raisons économiques ne sauraient rendre compte de la dépréciation de la couronne. Faudrait-il donc l'attribuer à cette autre cause fuyante, vague et qui ne repose plus sur des faits, mais sur l'appréciation des faits : la confiance.

* * *

XIV

LA CONFIANCE.

Jusqu'à 1914, la fixité de la valeur des biens dans le temps et dans l'espace était la règle. A peine notait-on un glissement insensible des prix aux cours des siècles et de faibles écarts d'une frontière à l'autre, le même poids d'or fin permettait de se procurer sur n'importe quel marché la même quantité de marchandises. Cette fixité n'était maintenue que par la présence de l'or, valeur immuable par excellence : tous les biens se rangeaient autour de lui comme pôle, selon leur valeur, suivant une hiérarchie constante. L'or n'était désigné à cette fonction de régulateur par l'usage et le consentement universel qu'à cause de sa propre invariabilité. Son stock n'augmente et ne diminue que dans des proportions insignifiantes. Sa substance est une des rares en effet qui ne se consomme ni ne s'use. D'autre part, une extraction plus intensive deviendrait, par cela même, moins rémunératrice. Seule une modification de la répartition du métal précieux entre les nations pouvait troubler cette stabilité. Eventualité peu probable.

Le rôle qui incombait à l'or était de maintenir l'équilibre entre la production et la consommation, entre l'exportation et l'importation. Grâce à ce signe, la consommation était avertie qu'il était temps de se restreindre.

dre. Mais ce rôle devenait de jour en jour moins important. Le progrès tend précisément à faire augmenter la production plus vite que la consommation et, par de nouvelles inventions et la diminution du prix de revient, à mettre progressivement à la portée de tous une plus grande somme de bien-être.

La guerre a eu un résultat exactement inverse. L'or écarté, le déséquilibre entre la production et la consommation, entre l'exportation et l'importation put se poursuivre impunément. Depuis la guerre, l'écart tend à se combler, grâce aux efforts de chaque pays. Certaines nations toutefois persistent à ne pas s'adapter à leur situation nouvelle, semblables à ces familles ruinées qui, par point d'honneur, gardent un train de vie que ne justifie plus leur fortune et s'endettent chaque jour davantage. Ainsi l'Autriche.

L'exemple de l'Autriche montre clairement le terme où cette méconnaissance du rôle de l'or devait à la longue normalement aboutir. Plus s'éloigne la distance qui sépare de l'or le papier qui n'en est que le reflet, plus ce reflet faiblit; en quelque quantité qu'il soit émis, le papier n'a plus dès lors de valeur que celle fictive que lui prête la confiance. Confiance et fiction disparaissent le jour où le billet a perdu son utilité essentielle de mesurer et de conserver la valeur. Il est réduit à n'être qu'un instrument d'échange, un bon sur l'ensemble des marchandises, un jeton dont il est opportun de se défaire sans tarder.

Mais les prix, au bout d'un certain temps de désarroi, pendant lequel ils se dépassent les uns les autres au hasard, ne peuvent se passer d'un régulateur. Ils recherchent un centre, autour duquel se regrouper. C'est

l'or, déchu en apparence qui reprend son invisible empire; métal plus que jamais précieux, puisque lui seul est le point fixe au milieu des valeurs mouvantes et déréglées. Les boutiquiers de Vienne consultent chaque semaine les fluctuations du dollar avant de changer les prix de leur étalage. Le moindre artisan place en dollars qu'il confond à juste titre avec l'or,¹⁾ le gain qu'il veut économiser.

De quoi dépend le cours du dollar lui-même par rapport à la couronne? La confiance du fournisseur étranger a pu prêter un certain temps à ce papier une valeur fictive. Mais le jour où tout espoir de relèvement s'est échappé, où toute spéculation s'est retirée, le cours reproduit strictement l'état d'endettement quotidien de l'Autriche vis-à-vis de l'étranger. Il est le reflet fidèle du déficit chaque jour accru de sa balance économique.

L'excès même du mal met en évidence les conséquences inévitables de l'exil de l'or. Le cas de l'Autriche est extrême. Il existe une infinité de cas intermédiaires. Ils ne se distinguent les uns des autres que par l'intervention plus ou moins marquée d'un élément nouveau: la confiance. Élément à peu près superflu dans les pays à change sain, réduit à néant en Autriche.

* * *

¹⁾ La Conférence postale Internationale de Madrid en novembre 1920 a décidé de prendre comme mesure monétaire le franc or et pour la transformation du franc or en tout autre monnaie elle a pris pour base le *dollar des Etats Unis*, le franc or a été fixé au 10.000/51.825 du dollar.

La confiance a une double origine et un double effet. La disparité de la valeur intérieure et de la valeur extérieure provient pour la plus large part de l'appréciation différente d'une monnaie de part et d'autre de ses frontières.

Confiance du détenteur national d'abord. Elle agit sur les prix. Grâce à elle, il hésite à réajuster ses prix exactement au cours de l'or. Sans doute il ne consent pas, comme la loi l'y invite,¹⁾ à reconnaître l'équivalence du franc or et du franc papier. Mais il ne se résout pas non plus à traduire dans ses prix la dépréciation réelle indiquée par le prix du kg. d'or ou par le cours du dollar. La confiance le maintient entre ces deux excès. Plus elle est ferme, plus il résiste aux influences du change.²⁾ L'influence du change se fait sentir de plusieurs façons; d'abord, obscurément en quelque sorte par l'affluence de consommateurs étrangers attirés par la modicité des prix; puis, indirectement par l'introduction sur le marché d'articles provenant des pays à change haut, dont la cherté tend à relever le niveau général, en dernier lieu, comme nous l'avons vu plus haut à Vienne, par l'action directe et immédiate des cours transposés aussitôt dans les prix.

Confiance de l'étranger. Elle exerce son influence sur le change. Cette influence apparaît nettement, si l'on a présente à l'esprit la façon dont le change s'établit. Chaque jour l'ensemble des créances d'un pays se confronte avec ses engagements et chaque jour un moyen doit être trouvé pour régler la différence entre

¹⁾ En France loi du 12 février 1916.

²⁾ Et plus il se rapproche des prix d'avant-guerre

les sommes dues et les sommes réellement payées. Cet ajustement de la balance est facilité ou contrarié par l'attitude des banques qui consentent des ouvertures de crédit ou vendent des traites. Normalement, tout accroissement du déficit de la balance devrait entraîner une baisse du change. Mais le règlement de cet arriéré est différé par la concession de délais. Délais qui dépendent de la disposition des fournisseurs à courir un risque qu'ils évaluent différemment suivant leur degré de confiance.

* * *

Cette confiance du vendeur étranger décisive sur le niveau du change, cette confiance du vendeur national, qui atténue la tendance des prix à se rapprocher de ce niveau, de quels éléments dépendent-elles l'une et l'autre ?

Le patriotisme est le sentiment le plus puissant sur lequel se fonde la confiance intérieure. Pendant la guerre, bien que l'émission des billets se fut déjà multipliée, les pièces d'or affluaient encore, offertes à leur ancienne valeur. C'est un acte de foi. Lorsque cet élan s'est passé, l'habitude et la conscience du juste prix concourent à leur tour pour une large part au maintien des anciens prix. Malgré l'énorme circulation des lei, les paysans roumains ont à peine modifié leurs prix séculaires.

Mais lorsque, après une augmentation persistante du coût de l'existence, cette confiance commence à être ébranlée, la valeur intrinsèque de la monnaie, son degré de remboursabilité, son authenticité même, si

elle a été estampillée, entrent en ligne de compte. Même son aptitude à servir d'épargne est mise en doute. La monnaie doit soutenir la comparaison avec l'or. Les intentions du gouvernement relativement au retour à l'or sont interprétées.

La confiance de l'étranger dépend de bien d'autres éléments. Éléments psychologiques aussi: la loyauté mise par un pays dans le passé à tenir ses engagements, la réputation d'honnêteté de ses commerçants, les ressources futures qu'il peut donner en gage, l'étendue de ses ruines actuelles, ses possibilités de relèvement et son intention d'y travailler, telles sont les données sur lesquelles l'étranger fonde son opinion. Tout changement dans la situation politique a naturellement sur cette opinion des répercussions inévitables. Parmi ces informations, de sources plus ou moins dignes de foi, au moyen desquelles s'élabore cette vague impression, il existe un document officiel, sur lequel on peut s'appuyer avec certitude: le budget.

Comment s'exprime l'affermissement de cette confiance ainsi motivée? La confiance des nationaux par l'augmentation de l'épargne et des dépôts; la confiance de l'étranger par l'octroi de crédits de spéculation, de crédits commerciaux et d'emprunts gouvernementaux.

* * *

En Tchécoslovaquie la confiance du peuple était extrême. Le patriotisme poussé à un haut degré d'exaltation, la foi mêlée d'orgueil dans les destinées du pays, qu'accentuait par contraste le spectacle du dépérisse-

ment de l'Autriche, s'étaient manifestés par une recrudescence des dépôts et par d'abondantes souscriptions à l'emprunt de la liberté. Les faux estampillages n'avaient pu modifier ces dispositions.

Mais les expériences socialistes avaient contribué au fléchissement de cette confiance. Il faudra le retour de Rašin pour amener le prix des produits de la terre près de leur ancien niveau, ¹⁾ lorsque la frappe des ducats d'or aura donné le sentiment au moindre paysan que la couronne Tchéco-Slovaque ne se différenciera bientôt plus de celle d'avant-guerre.

L'étranger n'avait pas les mêmes raisons de croire au développement tranquille d'un pays, la veille ignoré. Les conditions générales de l'Europe après la guerre étaient déjà par elles-mêmes pleines de risques. Les appels au concours des nations épargnées se multipliaient du fait de la constitution de nations nouvelles et de la remise en état des territoires détruits. L'exemple de trop de banqueroutes incitait d'autant plus à la défiance les nouveaux pays créanciers, que leur passé les prédisposait peu au rôle de prêteur.

Un discrédit particulier atteignait toute l'Europe centrale. Il prenait sa source dans les événements politiques amplifiés par la presse de Berlin et de Vienne. Le bruit fait autour des émeutes du 23 mai 1919, l'exagération de l'incident des fausses estampilles, la nouvelle répandue à l'étranger que les billets seraient échangés de nouveau à moitié de leur valeur, entretenaient une impression fâcheuse. La Suisse apprend par l'Allemagne, en février 1920, que les centrales ont reçu

¹⁾ Le Kilo de pommes de terre valait en 1913 0 cr. 10 et en mars 1923 sur le marché de Prague 0 cr. 70.

de l'étranger 684,8 millions et que tout cela a passé en dépenses courantes. Aucun bilan commercial n'a encore été publié. Les réformes financières en cours ont été passées sous silence, et les budgets de 1919 et 1920, seuls documents officiels publiés, attestaient des déficits de cinq milliards.

Rašin avait tenté un emprunt extérieur, moyen le plus propre à permettre à un pays, embarrassé par le règlement de sa balance économique, de se relever rapidement. L'échec des négociations prouvait que la confiance des Etats-Unis n'était pas mûre encore. Ce ne sera qu'au début de 1922 que leurs dispositions auront changé.

A défaut d'emprunt, Rašin avait obtenu divers crédits. D'abord 54 millions de dollars, grâce à l'entremise de Hoover, pour approvisionnements de blé, farine et graisse. Mais l'Amérique avait refusé d'en consentir un second. Rašin avait aussi obtenu un crédit italien de 60.000 lires pour fournitures de produits fabriqués et de matières premières. La convention devait être signée le 25 mai, mais le 24 mai, il fut informé télégraphiquement que les troubles survenus la veille rendaient l'arrangement impossible. En même temps les négociations se rompaient en Suisse, et celles de la Banque de Prague en France au sujet d'un crédit de 25 millions n'avaient pas un meilleur sort. Rašin obtenait pourtant avant son départ la reprise des pourparlers et négociait un nouveau crédit avec l'Angleterre. Mais la difficulté d'obtenir des crédits augmentait à mesure que l'échéance des premiers se rapprochait (certains prenaient fin en 1921) et que le bruit se répandait de leur mauvais emploi.

Quant à l'influence, parfois bienfaisante, de la spéculation, on peut dire qu'elle est nulle. Toute l'exportation doit être payée en devises étrangères et la plupart des couronnes possédées à l'étranger le sont par des Allemands. Or, ceux-ci sont maîtres d'un marché localisé à Zurich et jettent les couronnes dont ils disposent, sans trouver en contre-partie qu'une faible demande.

* * *

On a peine à admettre que les dispositions de l'étranger influent ainsi sur la valeur extérieure et, par contre coup, sur la valeur intérieure d'une monnaie, en dépit de sa valeur intrinsèque déterminée par le nombre des billets en circulation. Ce facteur peut-il être assez fort pour neutraliser les effets d'une balance des comptes favorable et d'une politique de déflation? C'est ce que semblent, à première vue, indiquer les variations de la valeur intérieure et de la valeur extérieure de la couronne.

* * *

DE LA THEORIE QUANTITATIVE.

Si l'insuffisance de l'exportation et la confiance suffisent à rendre compte des variations du change, si l'insuffisance de la production, la confiance et le change suffisent à expliquer celles des prix, quelle place laisseront nous à la théorie quantitative? D'après de nombreux économistes, cette loi serait à l'origine de tout changement de valeur intérieure et extérieure de la monnaie. Keynes l'exprime ainsi: « Si, alors que la consommation et la production des marchandises n'ont pas changé, *les salaires et les revenus sont doublés*, il faudra deux fois plus d'argent qu'auparavant pour conclure un marché ». Développons la pensée. A l'origine de toute hausse des prix se trouve le relèvement des salaires, créant de rien, selon le bon plaisir de l'Etat, de nouveaux pouvoirs de consommation. Toute émission de billets, en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs, diminue d'abord la valeur intérieure de la monnaie. Les mouvements du change n'ont lieu qu'ensuite et sont l'enregistrement par l'étranger de cette dévalorisation. Un nouveau pair s'établit entre les différentes monnaies qui correspond à la parité des pouvoirs d'achat et qui dépend directement de la proportion des billets en circulation dans chaque Etat.

Cette théorie n'est que l'adaption d'un théorème économique fort ancien. Rappelons-le pour plus de clarté :

Deux voyageurs se trouvent dans le désert devant un verre d'eau et le mettent aux enchères. A a 1.000 francs, B 500 francs. Le verre vaudra 501 francs. Si B a le double, le verre vaudra deux fois plus, s'il a la moitié, le verre vaudra deux fois moins.

Ce raisonnement est d'une exactitude mathématique rigoureuse. On ne peut lui reprocher que de simplifier le problème à l'excès et de faire abstraction d'une multitude de facteurs, si bien qu'il est fort malaisé de réunir dans la vie toutes les conditions de l'hypothèse.

Efforçons-nous, en partant de cet exemple sommaire, qui, d'ailleurs, n'est pas sans analogie avec celui de l'Autriche, de limiter les cas où la théorie quantitative peut s'appliquer.

Les conditions qui doivent être réunies tiennent les unes à l'objet, les autres à l'acheteur, d'autres enfin au vendeur.

L'objet doit être rare. S'il existe en abondance, le pouvoir d'achat peut être multiplié sans que le prix augmente.

Il faut, s'il s'agit non d'un désert, mais d'une société, que la rareté soit générale. La cherté ne s'étend pas, si d'une part le désir plus intense d'acquérir telle marchandise provoque la défaveur de toute une catégorie de produits similaires, si d'autre part ce désir est satisfait facilement par l'emploi de succédanés.

Il faut que celui à qui a été remis un pouvoir d'achat double ait le désir de s'en servir pour doubler sa consom-

mation. Il peut se trouver que ce soit l'intention d'épargner et de capitaliser qui domine en lui.

Il faut que cet enrichi ait le pouvoir d'augmenter sa consommation. Et parfois il sera rationné par les mesures gouvernementales.

Il faut que le pouvoir d'achat double de l'un ne soit pas neutralisé par la diminution de moitié du pouvoir d'achat de l'autre. Ce qui advient, lorsqu'une partie des revenus est retenue par l'impôt sur le capital et transférée par le canal du budget à d'autres classes. De même la mobilisation, si elle augmentait les revenus des fournisseurs de l'armée, réduisait à la portion congrue la majorité des consommateurs.

Enfin, en admettant que toutes ces conditions soient réalisées, il faut encore que le vendeur consente à profiter sans scrupules de l'aubaine et à s'écarter du prix normal par lequel il se sont légitimement rémunéré de son effort. L'afflux de réfugiés et de soldats étrangers doubla, au début de la guerre, la population de certaines villes, sans que les prix en fussent pour cela doublés.

Imaginons cependant un exemple dans lequel s'applique la théorie quantitative. Nous retrouverons ces différentes conditions. Puis nous comparerons ce cas exceptionnel à un autre cas très général qui nous aidera à démêler, sans recourir à cette théorie, les causes de la hausse des prix.

Un bataillon s'abat dans un cantonnement des environs du front. Les mercantis se hâtent d'augmenter le prix du vin. Leur cupidité n'a de limite que l'avidité de leurs clients qui, elle-même, n'est limitée que par le nombre des billets remis pour la paye. La théorie quantitative joue. Encore retrouvons-nous les conditions

citées plus haut. Si le vin est en surabondance (le village est bombardé et prêt d'être évacué)... Si le vin est délaissé pour telle eau-de-vie réputée détenue par un concurrent... Si le bataillon, poursuivant le lendemain sa route vers une grande ville, se réserve sagement, pour cette occasion meilleure... Si le cantonnement est consigné, les cabarets interdits ou les prix tarifés... Si l'officier de détail n'a payé le prêt qu'à une partie de la troupe aux dépens de l'autre... Si le marchand honnête se contente de son gain habituel..., dans tous ces cas l'arrivée de cette foule de consommateurs n'a pas d'influence sur les prix. Au cas même d'une ruée chez ce mercanti, à une double paye ne correspond pas un doublement du prix du vin. Le double du prix n'est que la limite maximum qui peut être atteinte.

L'autre exemple nous ramène dans des conditions plus normales. Retournons dans ce même village revenu à sa paisible existence d'avant-guerre. Les habitants, ni ceux de la petite ville voisine qui s'approvisionnent à la ferme, n'ont guère plus de revenus. Il n'y a pas d'usine dans les environs. La consommation ni la production n'ont augmenté. Le prix des œufs a pourtant triplé. Pourquoi ?

En premier lieu le fermier calcule que la main-d'œuvre se fait rare que l'entretien des machines agricoles coûte plus cher. Tous les moyens de production se sont raréfiés depuis la guerre. Il faut se rattraper. Première cause : la rareté.

En second lieu le fermier cache quelques écus d'or qu'il n'a pas donné aux emprunts. Et il sait fort bien que, s'il les présentait au notaire, celui-ci les lui paie-

rait au moins le double. Le franc s'est directement déprécié dans son esprit. Deuxième cause : la méfiance.

En troisième lieu, le fermier a appris que les marchands anglais sont venus aux environs rafler toutes les volailles qu'ils ont payées sans compter au prix de la livre. Troisième cause : l'influence du change.

Si nous nous élevons de ces petits cas particuliers aux cas plus généraux qu'offrent les nations elles-mêmes, il faut reconnaître que la théorie quantitative a semblé confirmée par l'expérience. Elle a eu l'avantage de s'appliquer aux cas les plus divers issus du bouleversement économique mondial.

Ainsi, en France, la vie chère est née indépendamment de toute influence des changes que maintenaient fixes des conventions entre gouvernements, alors que la confiance dans la valeur de la monnaie était entière. C'est, dit-on, que l'Etat a remis aux ouvriers des usines et aux fournisseurs de guerre un pouvoir d'achat qui s'est ajouté aux facultés de consommation existantes : Théorie quantitative !

Aux Etats-Unis, pays où règnent à la fois abondance et confiance, la vie chère est également apparue. C'est que l'afflux de l'or a augmenté là encore le pouvoir d'achat : Théorie quantitative !

Dans l'Allemagne de 1922, où, il est vrai, toute confiance dans la valeur du mark a disparu, mais qui, depuis la guerre, est à même de produire à sa suffisance¹⁾,

¹⁾ Dans la réunion du Conseil économique de l'Empire tenue le 11 mars 1920 il a été affirmé que les importations et les exportations s'équilibraient à peu près (Gaz. de Fr., 12 mars 1920).

la hausse des prix est en relation directe avec l'émission :
Théorie quantitative.

En Pologne et en Autriche surtout, la théorie semble s'appliquer avec une rigueur presque mathématique. Tout accroissement de l'émission est suivi d'une hausse des prix, d'abord proportionnelle, puis accélérée.

Cet ensemble d'observations ne nous paraît pas suffisant pour conclure à l'infailibilité de la théorie quantitative. Chacun de ces cas peut, en effet, être expliqué par une des causes mentionnés plus haut.

Celui des Etats-Unis d'abord doit être mis à part. L'affluence de l'or est assimilable à la découverte d'une mine de métal précieux à l'intérieur du pays. Du fait de cette abondance, l'or perd son rang dans le classement général des valeurs. Le même phénomène se reproduit dans la plupart des pays neutres. En Suisse, le billet fait prime sur l'or et la consommation, ni l'aisance n'ont augmenté, bien au contraire. Ici, ce n'est pas la confiance dans la valeur sans doute, mais la valeur intrinsèque de l'étalon monétaire, qui a diminué.

L'origine de la vie chère en France s'explique tout naturellement par le fait que la consommation demeurait égale, sans renouvellement de la production. Ici, nous n'avons plus dépréciation de l'or, mais appréciation des marchandises par suite de leur rareté, ou simplement de la crainte de leur rareté. L'augmentation des salaires a la plupart du temps suivi la vie chère. Et dans les rares cas où elle la précéda, cet enrichissement de certaines familles fut amplement compensé par l'appauvrissement de beaucoup d'autres privées du salaire du chef de famille mobilisé.

Passons à l'Allemagne de 1923 :

Elle produit suffisamment pour ses besoins, et l'appréciation des marchandises ne peut être allégué comme précédemment. L'inflation a été la ruse qui a permis de se procurer à bon compte les devises nécessaires aux réparations et les matières premières pour l'industrie, jusqu'au jour où les spéculateurs étrangers se sont lassés d'être dupes. Il faut faire cette fois dépendre la hausse des prix de la dépréciation directe du mark papier dans l'esprit de la population, du fait de son incapacité à satisfaire les besoins d'épargne, dépréciation liée de plus en plus directement à la hausse du dollar pris comme point de comparaison.

Enfin, si nous nous transportons à Vienne, nous devons reconnaître que ce n'est pas sa consommation qui a augmenté depuis la guerre, bien que le pouvoir d'achat ait été transféré d'une classe à l'autre. Ce sont bien plutôt ses ressources qui ont diminué. L'inflation a été la conséquence de cette situation et de la faiblesse d'un gouvernement qui n'a pu se résoudre à considérer en face l'appauvrissement du pays et à imposer à chaque habitant une réduction de son bien-être.

Insuffisance des produits, défiance, influence du change, les trois éléments que nous avons retrouvés séparément dans les cas précédents, se superposent à Vienne. Ils correspondent aux trois phases de la dépréciation d'une monnaie, et Vienne a atteint la dernière étape.

Ces réserves à la théorie quantitative n'amoindrissent pas le rôle de l'inflation. Il ne consiste pas à augmenter le prix de la vie en stimulant, comme à la Bourse ou dans une vente à la criée, d'incessantes surenchères. Si l'on songe que, sauf dans le cas exceptionnel de la

guerre, la dépréciation extérieure précède toujours la dépréciation intérieure, on préfère admettre que l'inflation n'agit sur les prix que par le détour du change. Le gouvernement d'un pays privé de ses moyens de production, pour préserver son peuple d'une diminution de bien-être, paye en papier-monnaie, c'est-à-dire avec rien, les marchandises qu'il lui procure. Il frustre ainsi le vendeur étranger qui, d'abord se laisse prendre au piège. Mais la publication du chiffre d'émission éclaire la fraude et chaque jour moins de marchandises sont offertes contre cet assignat sans valeur. Le gouvernement s'offre par de nouvelles émissions les biens qui lui échappent. Jeu indéfiniment renouvelé et bientôt si précipité qu'émissions, hausse du dollar et hausse des prix paraissent se produire simultanément. Ainsi la théorie quantitative, exacte en principe, nous paraît en fait d'une application étroite et, même dans la plupart des cas où on l'allègue, superflue. Nous ne l'avons pas réfutée par des faits. Voyons si l'expérience Tchécoslovaque nous apportera cette réfutation.

* * *

XVI

La valeur intérieure de la couronne.

(1918—1920)

La vie en Autriche-Hongrie avant la guerre était particulièrement peu coûteuse. L'augmentation des prix pendant les cinquante dernières années fournit déjà de précieuses indications.

Prix des principaux articles de consommation :

	en couronnes	
	1864	1913
Blé (les 50 kg.)	8,25	11,40
Orge » 	6,52	9,50
Pain bis	0,04	0,10
Oeufs (les cent)	4,—	8,—
Pommes de terre (les 50 kg.)....	2,—	5,—
Beurre (1 kg.)	1,88	3,80
Vin (le litre) prix minimum	0,50	0,80
Bière » 	0,23	0,32
Sucre raffiné (les 100 kg.)	¹⁾ 98,80	79,—
Laine (100 kg.)	410,—	280,—
Houille » 	3,—	3,70
Salaire d'un journalier ordinaire à Vienne (non nourri)	1,80	3,—

¹⁾ En 1874.

	en couronnes	
	1864	1913
Billets en circulation à		
la Banque	793.311.000	2.815.797.000
En caisse	225.048.000	1.507.575.000
Blé consommé par ha-		
bitant	154 kg.	181 kg.
Sucre consommé par		
habitant	9,8 »	¹⁾ 11,4 »
Charbon	139 »	1.037 »

Ainsi le salaire minimum était en 1913 1,66 fois plus élevé qu'en 1864. Les prix des produits agricoles avaient augmenté davantage, ayant plus que doublé. Les prix de certains produits fabriqués, notamment la bière, avaient monté dans la même proportion que les salaires. Quant aux prix des produits industriels, non seulement ils avaient baissé relativement aux salaires, mais même en valeur absolue. Il en était résulté une augmentation considérable de la consommation de ces produits. Cette constatation met en évidence le rôle fondamental de la production dans la fixation des prix. C'est la multiplication des produits qui, en les mettant à la portée d'un plus grand nombre, éveille les besoins et élève l'aisance des différentes classes.

La guerre nous fait assister à une évolution inverse. Cette régression de la production va s'exprimer par une hausse des prix des produits, plus ou moins rapide, selon leur nature.

¹⁾ En France 11 kg. 5.

Pour 10 couronnes on obtenait en :

	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Farine de froment Kg.	21	16,9	17	16,6	9,6	8,9	5,9
» ordinaire... »	27	23,8	23,4	23,1	14	11,6	10,7
Pommes de terre... »	1321	141	106	91	53	32	16
Pois	24	8,8	18,8	16,4	9	1,8	1
Lentilles..... »	14,7	7,4	18,1	14,2	7,3	1,1	3,4
Œufs (pièce)..... »	100	63	36	26	10	9	8
Lait (litre)	33	28	22	18	5	4	3
Beurre	2,6	1,6	0,9	0,7	0,4	0,1	0,18
Graisse végétale.... »	5	2,9	2	1,2	0,7	0,7	0,48
» de porc »	4	1,8	1,3	1,1	0,6	0,13	0,25
Viande de veau »	5	2	1,6	1,5	1,6	1,3	0,5
» de porc.... »	4	2,2	1,3	1,2	1,2	0,3	0,3
» de mouton . »	5	2,7	2,2	1,5	0,4	0,5	0,37
Sucre	12 Kg.	10	9	3	5	3,4	3,2
Bière (litre).....	28	25	14	7	4,6	5,5	5,2
Sel..... »	36	31	31	25	16	14,2	6,9
Oignons	27	13	9,9	6	2,8	5	1,7
Choux..... »	47	2	20,4	17	4,2	7,1	7
Pétrole	20,4	1,1	15	16,6	16,6	8,1	1,8
Allumettes (100) ... »	9	4,7	2,6	2,1	1,5	1,1	0,7
Bois à brûler m³...	0,6	0,6	0,3	0,2	0,14	0,1	0,07
Lignite	4,7	4,1	3,7	2,8	1,6	0,9	0,4

Tableau publié par le « 28 Rijen » du 19 octobre 1920 d'après les index du Ministère du Ravitaillement,

La courbe des prix, si l'on met à part les denrées taxées par l'Etat, et la courbe de la circulation présentent la même allure générale : à-coup brusque d'août 1914 à la fin de 1914, hausse lente en 1915 et 1916 et montée brusque en 1918. Le coefficient d'augmentation des prix, d'abord très inférieur au coeffi-

cient d'augmentation de la circulation, s'en rapproche de plus en plus à partir de 1918. Cette concordance est-elle suffisante pour en déduire que l'inflation est la cause initiale de l'augmentation des prix?

D'abord, l'inflation n'a pas augmenté la consommation de 1914 à 1918. ¹⁾ Durant ces années, bien au contraire, la consommation a diminué : les armées, mal nourries, vivent à peu de frais sur les territoires envahis. Le reste de la population est rationné. La plupart des billets émis ont été convertis en dépôts ou en emprunts.

Mais ce n'est pas la consommation elle-même qui élève les prix; c'est la faculté de consommer, faculté augmentée par l'inflation. Soit; mais cette faculté de consommer existait déjà avant 1914. Seulement, elle était mise en réserve sous forme de capital et d'épargne. Il existait une consommation latente retardée depuis des siècles. Même sans émission, il se serait trouvé pendant un temps assez long, comme en 1870 dans Paris assiégé, des consommateurs pour payer des œufs ce qu'ils coûtaient alors en Autriche. L'inflation n'a fait que substituer un consommateur à l'autre et mettre se travailleur à même de se procurer les denrées qui sans cela n'auraient été à la portée que du seul épargnant.

D'ailleurs, le consommateur n'a pas dans ces temps troublés autant de pouvoir sur la fixation générale des prix qu'on se l'imagine. La règle du prix unique ne s'applique, en effet, qu'en temps normal. Il y a aux époques de disette autant de prix pour un même objet que de différents contrats. Le fil était acheté par les

¹⁾ Ce n'est qu'en 1918 que les salaires ont dépassé dans la plupart des pays la hausse du coût de la vie.

fourreurs à Vienne 300 fois son prix d'avant-guerre ¹⁾, et le sucre, obtenu par les confiseurs à un prix également fantastique. Mais il n'en résultait pas une hausse mathématique des prix à ces niveaux extravagants. Le blé monta, dans certains cas, de 24 cr. le quintal à 1000 cr., mais en moyenne les prix avaient seulement décuplé.

Pourquoi l'insuffisance de la production n'aurait-elle pas, pendant la guerre, déterminé la hausse des prix ? Cette disette aussi s'accentue surtout en 1918. En 1914, la population vit sur ses réserves. D'où hausse très lente. Puis, la rareté se fait de plus en plus sentir et les prix montent. Mais, dans quel ordre ? Indépendamment de leur utilité, et d'autant plus vite que leur production exige plus d'efforts et un travail plus compliqué.

Les produits de la terre, d'elle-même féconde, montent peu. Le lait et le beurre davantage, car le bétail a été décimé. Et les produits finis, qu'on ne fabrique plus faute de matières premières et de main-d'œuvre, donnent lieu à de véritables surenchères. Surenchères qui se seraient produites sans l'inflation, tant du moins qu'une épargne subsistait.

* * *

Mais, sans nul doute, après la guerre, la production allait subvenir au manque de produits et les prix baisser. On sait que cet espoir fut démenti par une hausse accélérée du coût de l'existence jusqu'au milieu de 1920 ²⁾.

¹⁾ 80 cr. au lieu de 24 hellers.

²⁾ Hausse notée dans tous les pays et qui, en avril 1920, atteignait pour la France 679,2 (100 — l'index des prix de gros en juillet 1914).

Jusque là le change n'avait joué aucun rôle. Les pays de l'Europe centrale, spécialement, avaient été mis par le blocus comme en vase clos. La nécessité de leur réapprovisionnement détermina un immense déficit de leurs balances commerciales. déficit qui existait déjà dans les pays de l'entente mais que des conventions dissimulaient. Le facteur de la rareté, jusqu'alors prépondérant, cède la place à celui du change. Le déficit économique subsiste, mais se déplace. Il est entre la production et la consommation. Il est entre l'exportation et l'importation. La valeur extérieure de la monnaie, qui jusqu'à l'été de 1919, était supérieure à sa valeur intérieure, lui devient à partir de cette époque nettement inférieure ¹⁾ et l'entrée des produits étrangers attire à leur niveau les prix des produits indigènes.

En Tchécoslovaquie la montée des prix se ralentit en 1919 par rapport à 1918. Rašin indique même pour la farine ²⁾ une baisse. Ils atteignent au maximum 16 fois le chiffre de 1914. Pendant ce temps, au contraire, les prix montent en Autriche et passent de 25 fois ceux de 1914 en juillet 1919 à 38 fois en janvier 1920.

C'est que les approvisionnements américains achetés au cours de 18 couronnes pour un dollar maintiennent une relative abondance et que la Tchécoslovaquie se trouve en possession de ressources qui échappent brusquement à l'Autriche. D'autre part, les prohi-

¹⁾ En novembre 1919, la couronne était tombée à 9 cm. suisse, Son pouvoir d'achat intérieur restait bien supérieur. Avec 480 fr, soit 3.000 couronnes, on peut vivre plusieurs mois à Prague (28 Rijen — 21 novembre 1919).

²⁾ Et les denrées taxées.

bitions d'exportation empêchent la rareté de s'accroître, tandis que les prohibitions d'importation mettent un obstacle à l'influence du change. C'est aussi parce que l'énergie de Rašin avait rétabli la confiance et qu'il avait proclamé son intention de reprendre un jour les paiements en or.

Les prix montent cependant. Et cette constatation suffit à faire douter de l'infailibilité de la théorie quantitative. Au moment de l'estampillage, le bruit se répandit que les prix allaient baisser de moitié. Il ne semble pas douteux, bien qu'il s'en soit défendu plus tard, que Rašin y comptait. Il semblait à beaucoup qu'une application rigoureuse de la théorie quantitative eut dû avoir ce résultat, puisque près de la moitié des moyens de paiement étaient transformés en emprunt forcé et le pouvoir d'achat de toute la population diminué de moitié.

Mais, précisément il se passa ce qui se serait produit si la guerre avait pu être conduite sans inflation. Pour maintenir le niveau de leur consommation, les habitants avaient deux moyens. Ou bien entamer leur capital et se procurer, par une liquidation de leurs réserves, un pouvoir d'achat dont ils avaient consenti à ne pas se servir momentanément. Ou bien remplacer le paiement au comptant par une promesse de payer au moyen des bénéfices d'une production future.

Le professeur Hans Gutherz de Francfort s'exprime ainsi : (24 novembre 1921) : « La rétention ne pouvait rien changer au déficit économique. Les entreprises remplacèrent par du crédit la fraction du capital qui leur fut retenue et une partie de ce crédit fut couverte

à l'Office Bancaire par des lettres de change. Quant à l'impôt sur la fortune, il fut payé non par le revenu mais par une partie du capital.

* * *

Cependant les prix ne montaient que lentement. L'Etat luttait contre cette tendance en fixant des prix normaux, en entravant les importations et en vendant lui-même certaines denrées. Cette politique avait l'avantage de désavouer la dépréciation de la couronne, de retarder l'influence du change et la dépréciation directe dans l'esprit de la population. Mais, par contre, elle avait l'inconvénient de nuire au développement de la production.

Par une politique contradictoire et qui montre combien tout souci d'un plan financier était abandonné par les socialistes, ils prirent sur eux de consacrer officiellement la dépréciation de la couronne en augmentant les salaires. Il est vrai que cette initiative fut générale en Europe. Les gouvernements socialistes (en Suède notamment), ne firent qu'accentuer cette tendance. Il est vrai aussi que les salaires étaient en général restés inférieurs au prix de la vie. Mais leur augmentation la dépassa. Le coût de l'existence correspondant au coefficient 16, les salaires qualifiés montèrent de 11 à 13 et la plupart des autres de 15 à 18. En même temps le déficit du budget provoquait un accroissement des impôts qui pesa presque exclusivement sur le producteur. Ces deux causes concouraient à une augmentation des prix de revient. D'où une reprise extrêmement accusée de la hausse au début de 1920. Le 6 mai

1920, le « 28 Rijen » signale la baisse de certains produits alimentaires mais, en revanche, une augmentation des produits fabriqués et des transports. Le 20 juillet, la « Tribuna » signale une nouvelle hausse de la farine.

A partir de cette époque, la valeur extérieure semble la limite que doit fatalement atteindre la valeur intérieure, limite qui ne pourrait être dépassée sans entraver l'exportation. Au milieu de 1920, elles coïncident presque.

Cette hausse n'avait pas été sans inquiéter l'opinion. Une enquête a lieu à cette époque sur l'initiative du Ministère du ravitaillement. Cette consultation fait apparaître les deux causes que nous avons envisagées.

Les uns insistent sur l'insuffisance de la production. Ils conseillent de développer les transports et de reconstituer l'agriculture (Prof. Drachowski), d'augmenter les produits agricoles par l'achat d'engrais et de vaches à lait (Prof. Brdliks).

Les autres envisagent surtout l'influence du change. Il est absurde, dit le Professeur Pazourek, de vouloir élever les prix au niveau du change, qui dépend lui-même de la spéculation. C'est, au contraire, le change qui doit s'abaisser au niveau des prix intérieurs. Le Professeur Dorazil cite la sous-évaluation de la couronne sur les marchés étrangers et le déficit budgétaire, le trouble général et local de la production et de la consommation. Il cherche à déterminer la valeur intrinsèque de la couronne. En comparant le pouvoir d'achat ou même les dettes des différents Etats, on arrive à voir que la couronne est dépréciée du quart. Donc, jamais les prix ne pourront descendre au-dessous du qua-

druple des prix d'avant-guerre. Le cours devrait être de 25 hellers ou 26 centimes et tout cours inférieur est une sous-évaluation. Les prix baisseront avec le retour à la liberté commerciale et la reprise des relations normales avec le reste du monde. Le Président Masaryk interrogé répond enfin : « Les partisans de la liberté oublient le rôle du change et de ses fluctuations. L'Etat, pour agir sur les prix, doit considérer chaque cas particulier et notamment réglementer les prix des produits importés. » Jugement qui dégage l'influence essentielle du change et indique un moyen de s'y dérober.

* * *

En tant qu'application de la théorie quantitative, l'expérience de Rašin aboutit à un échec. Mais elle doit être considérée aussi comme un essai d'appréciation de la couronne par le rétablissement de la confiance ; vue sous ce jour, elle n'était qu'esquissée lorsqu'il partit. Il avait toujours proclamé que le rétablissement de la confiance n'était que la condition première de l'assainissement financier. Pour qu'il fut complet, il fallait, en outre, un redoublement de travail et d'épargne. La fidélité à ces principes eut neutralisé l'attrait du change. Il nous reste à voir de quels éléments dépendait cette valeur extérieure de la couronne dont l'influence sur la valeur intérieure fut, de l'avis de tous les économistes tchèques, si décisive.

* * *

XVII

LA VALEUR EXTERIEURE DE LA COURONNE.

La baisse de la couronne Tchécoslovaque n'est pas un phénomène isolé. De la fin de 1918 au printemps de 1920, les courbes de toutes les devises européennes semblent entraînées par rapport au dollar, dans la même chute. A partir de février 1920, une division s'opère entre deux types de courbes. Celles des pays à change sain oscillent autour d'un nouvel axe suivant une fréquence régulière. Celles des pays inflationnistes tendent de plus en plus vers zéro. Afin de mieux situer la couronne, distinguons dès l'origine les courbes en deux groupes. Cela nous permettra de comparer la monnaie Tchécoslovaque à l'un et à l'autre et de faire ressortir combien son cas est particulier.

Pendant la guerre, les changes étaient restés à peu près fixes. Quoique les pays occidentaux compensassent leur insuffisance par des importations accrues, qui eussent dû normalement se répercuter sur les changes, les accords entre gouvernements masquaient le déficit réel de la balance des comptes. Les pays de l'Europe centrale étaient, eux, empêchés par le blocus d'importer¹⁾.

¹⁾ D'après Helferich les déficits de la balance commerciale allemande étaient en 1915, 1916 et 1917 de 4 ; 4,6 ; 3,7 milliards contre des déficits de la balance française de 10 ; 11 ; et 13 milliards.

La dépréciation de leur change exprimait moins l'état de leur balance économique que l'appréciation par les neutres de leur situation politique.

Après l'armistice, nous assistons d'une part à la rupture de la solidarité financière entre les alliés, de l'autre à la levée du blocus. Ces deux événements ont l'un et l'autre la même conséquence. L'importance du déficit de la balance commerciale des pays occidentaux est brusquement révélée. L'approvisionnement des pays de l'Europe centrale crée chez eux un déficit comparable. La hausse générale du dollar traduit cette situation.

Tandis que le change restait fixe, les prix avaient monté. En conséquence, la valeur intérieure des diverses monnaies était, aussitôt après la guerre, plus faible que leur valeur extérieure. D'où stimulant à l'importation qui contribuait encore à augmenter le déficit. Cette importation de produits moins chers aurait dû avoir pour conséquence de faire baisser les prix intérieurs. C'est, en effet, ce qu'on remarqua immédiatement après l'armistice. Mais cette baisse fut aussitôt neutralisée par la recrudescence des consommations qu'elle suscita et la hausse des prix continua, mais plus lente que la hausse du dollar.

Le dollar poursuivant sa hausse, un moment arrive où la valeur extérieure baisse jusqu'à la valeur intérieure. A ce moment le taux du change exprime le rapport qui existe entre la dépréciation interne de la monnaie et celle des monnaies étrangères. Il n'y a plus, ni d'un côté ni de l'autre, prime à l'exportation. Cet équilibre, analogue, s'il était capable de se maintenir, à celui qu'assurait l'or avant la guerre, a été dénommé

parité du pouvoir d'achat.¹⁾ Ce point est atteint vers l'été de 1919.

Toute une école attache à la parité du pouvoir d'achat une importance extrême. En fait, cette parité a été immédiatement dépassée. La valeur extérieure continua à baisser, et à baisser bien plus vite que la valeur intérieure. A partir de ce croisement des deux courbes, la valeur intérieure n'est plus fonction de la seule rareté, mais de la valeur' extérieure.

La parité du pouvoir d'achat aurait eu certes l'importance qu'on lui attribue, si le change avait à ce moment exprimé exactement le déficit de la balance des comptes. Mais c'eût été pure coïncidence, car ce déficit dépendait de dépenses de guerre que les gouvernements n'étaient plus libres de réduire. Il n'y avait aucune raison pour que la hausse du dollar, du moins en ce qui concerne les pays de l'Entente, ne dépassât pas la parité du pouvoir d'achat.

On n'en peut dire autant des pays de l'Europe centrale. Du jour où les prix extérieurs dépassaient les prix intérieurs, ils auraient eu le pouvoir d'arrêter leurs importations et de ne pas augmenter le déficit de leur balance commerciale.

Bien au contraire, ils persistèrent dans leurs achats à l'étranger, et au moyen de l'inflation mirent leurs nationaux à même de se procurer les produits les plus superflus.

¹⁾ La parité du pouvoir d'achat est selon la définition du Professeur Cassel le rapport du prix en mark d'une marchandise en Allemagne, au prix en dollar de la même marchandise en Amérique, à supposer que les prix soient stables dans les deux pays.

Cette hausse du dollar se poursuit jusqu'en février 1920, suivie de loin par la hausse des prix. En février 1920, que s'est-il donc passé? La production des pays occidentaux a repris: leur balance se trouve de nouveau en équilibre. Il existe un nouveau pair. Par exemple, le dollar fait une prime de 200 % sur le franc, et autour de cet axe le franc oscille comme autrefois autour de l'or, suivant les mouvements saisonniers, avec de brusques baisses périodiques en février et en octobre.

Pour les pays de l'Europe centrale, ce pair n'est pas atteint. Soit par ruse soit par nécessité, ils persistent dans la politique de déficit économique que leur permet le subterfuge de l'inflation. Et cette chute de leur devise va s'accélérer jusqu'à un niveau fantastique.

* * *

Où devons-nous ranger la couronne tchécoslovaque? Normalement, la Tchécoslovaquie est avantagée par rapport aux deux groupes de pays. Elle n'a pas, comme les pays occidentaux, de dettes contractées au cours de la guerre. Par son principe, de non-inflation elle s'est imposée de ne pas importer, si jamais la parité du pouvoir d'achat est dépassée. D'autre part, elle retarde ce moment en réduisant à l'indispensable ses importations. Enfin, sa production lui procurera bientôt une balance en excédent. Logiquement il aurait donc semblé que la couronne dût se maintenir par rapport au dollar au-dessus du franc.¹⁾ Et si la valeur intrin-

¹⁾ Au-dessus du franc belge notamment; la circulation en Belgique le 31 décembre 1919 (y compris les Comptes Courants) s'élevait à 7.267.610.000 francs.

sèque est de 0,25 cent., qu'elle dut être dépréciée de fort peu.

Cette anomalie ne peut s'expliquer que par l'absence de crédit à l'étranger. Nous pouvons suivre l'influence de ce facteur tout le long de la courbe.

* * *

C'est le 28 octobre 1918 que la devise Tchécoslovaque se sépare en fait de la couronne autrichienne, bien que, légalement, elle n'ait une existence propre qu'à partir du 1^{er} mars 1919. A Zurich, la valeur s'était déjà élevée. La première cotation est de 30 cent. suisse pour la couronne tchèque et de 26 seulement pour la couronne autrichienne. Du 29 février au 17 mai 1919, la couronne autrichienne et le mark baissent, le mark de 52 cent. suisse à 36, la couronne autrichienne de 23 cent. 50 à 21. Au contraire, la couronne tchèque se relève à 33,50, elle s'y maintiendra jusqu'en juillet. Cette tendance reflète l'impression de confiance que causent les résolutions énergiques de Rašin et surtout le désir d'assainissement monétaire dont elles témoignent. Ce phénomène ne peut être mieux comparé qu'à la hausse de la lire à l'arrivée au pouvoir, en Italie en 1923, d'un gouvernement résolu.

Mais Rasin agit lui-même sur le change. D'une part, il écarte tout élément de nature à rendre la balance des comptes défavorable. Il isole la place de Prague de celle de Vienne et interdit l'importation des titres autrichiens. Il intervient plus nettement par deux fois contre la spéculation. Entre le 27 mars et le 3 avril,

un essai de spéculation à la baisse s'était produit. Rašin laisse tomber la couronne jusqu'à 21 cent., puis il intervient par la centrale des devises, fait remonter la couronne à 28, au grand préjudice des baissiers dont beaucoup se ruinent. Au début de mai, Rašin prévient une spéculation à la hausse, de crainte qu'une montée trop brusque ne gêne l'exportation. Il ne laisse pas dépasser le cours de 34 cent. En agissant de la sorte, le ministre ne faisait que reprendre la vieille tradition de la Banque d'Autriche-Hongrie, et on était mal fondé à l'accuser de manœuvres artificielles.

Avant le 23 mai, la couronne était donc montée jusqu'à 34. Le 26, elle tombe à 33,75; le 30 à 31; le 7 juin, à 30. Ce mouvement n'est nullement lié à une fluctuation du mark qui présente pendant ces jours une stabilité remarquable. La cause de ce fléchissement est particulière à la Tchécoslovaquie : de graves émeutes ont eu lieu le 23 mai.

Au début de juillet, même fixité du mark. La couronne se tient à 25 cent. : C'est la guerre en Slovaquie. A ce moment, Rašin quitte le pouvoir. Cette première période s'est donc caractérisée par une tendance très nette vers la hausse jusqu'au moment où l'influence d'événements propres à la Tchécoslovaquie se fait sentir. L'indépendance de la couronne vis-à-vis du mark est complète. Dans le même temps, Rašin garde la maîtrise de sa devise par la surveillance qu'il exerce sur toutes les transactions. Procédé si efficace que, dans leur détresse, il sera recommandé par les banquiers internationaux à l'Allemagne et à l'Autriche.

A partir de juillet 1919, une nouvelle période s'ouvre, avec la baisse continue de la couronne. Il est vrai que cette chute est générale en Europe. Aucune des raisons qui l'expliquent dans les autres pays ne peut être alléguée pour la Tchécoslovaquie, étant donnée sa situation particulièrement favorable.¹⁾ Toutefois, la confiance qu'elle inspire n'est pas telle qu'un sort spécial lui soit réservé. Elle se différencie mal encore aux yeux des financiers des autres devises de l'Europe centrale.

En novembre même, la couronne autrichienne et le mark s'améliorent par rapport à la couronne tchèque. « Neuf centimes ! s'écrie dans le *Narodni Listy* du 28 novembre 1919 » Rašin, à qui on a fait grief du peu de succès de sa tentative. Il n'a pas de peine à rapprocher cette chute de l'arrêt des négociations relatives à des ouvertures de crédit à l'étranger qu'il avait amorcées. Double signe de la diminution de la confiance.

Si nous comparons les fluctuations du mark et des couronnes autrichiennes et tchèques, leur similitude est si frappante qu'elle nous découvre une autre raison à cette baisse. Leur parallélisme s'accroît en effet. Obéissant à l'impulsion générale, les trois courbes semblent atteindre leur maximum de dépréciation le 2 février 1920 (couronne tchèque 5,65 cent., Vienne 2,46, Berlin 6,55). A partir de ce moment, elles s'élèvent ensemble. En avril, il est vrai, une amélioration plus marquée de la couronne tchèque coïncide avec l'annonce

¹⁾ Ce cas n'est pas unique. En Argentine la réserve or est de 80 % de la circulation et le pair avec le dollar de la piastre or étant de 47 pences $5/8$ elle est tombée en 1920 à 40 pences.

de fortes commandes de couronnes à Genève par les représentants parisiens des banques américaines.¹⁾

En juillet 1920, la couronne cote 14 cent.; mais l'équivalence des trois courbes devient plus nette. Au début, la couronne tchèque suivait le mouvement du mark avec un léger retard, si bien que les rebondissements temporaires de Berlin n'avaient pas le temps de se répercuter à Prague. Mais, dès février 1920, les deux courbes tendent à se superposer. En juin 1921, encore, marks et couronnes montent ensemble et cette dépendance durera jusqu'en octobre 1921, moment où le mark s'écroulera, laissant la couronne se stabiliser, puis poursuivre seule son ascension.

Comment expliquer ce lien étroit ?

Depuis qu'en juillet 1919, le crédit américain avait été épuisé, les principaux fournisseurs de la Tchécoslovaquie étaient les Allemands.²⁾ Ils recevaient leurs paiements en couronnes Tchécoslovaques et se trouvaient ainsi détenir presque en totalité la faible quantité de ces monnaies échappées hors des frontières.

La Tchécoslovaquie n'acceptait le paiement de ses exportations qu'en devises élevées.³⁾ En particulier, ses livraisons en Allemagne étaient payées en marks. Elle faisait une exception pour les pays à change déprécié. L'Autriche se trouvait le principal acheteur de produits tchécoslovaques qui rentrât dans cette caté-

²⁾ Pravo Lidu, 27 mars 1920, Tribuna, 25 mars 1920.

²⁾ En 1920 53 % des importations venaient d'Allemagne en 1921 47,68 %.

³⁾ Les voyageurs ne pouvaient pénétrer en Tchéco-Slovaquie qu'avec une somme en couronnes qui leur permettait de vivre deux jours.

gorie. C'est par son canal que les couronnes rentraient à Prague. Les transactions auxquelles donnaient lieu les couronnes tchécoslovaques se bornaient au circuit Vienne, Prague, Berlin.

La Bourse de Prague ne pouvait dominer ses deux rivales. Fondée il y a cinquante ans, elle était avant la guerre le marché exclusif des valeurs de la Bohême. Depuis l'armistice, elle était arrivée à coter deux cents titres et la plupart des changes étrangers; mais elle ne pouvait éclipser si soudainement la Bourse de Vienne. Celle-ci disposait d'un personnel spécialisé, d'un groupe de Banquiers professionnels. C'est par elle que les capitaux étrangers avaient pris l'habitude d'entrer en relations avec les pays du Danube. Le trafic des devises y avait pris une extension d'autant plus grande que le domaine de la circulation de chaque monnaie s'était restreint. C'était là qu'on était sûr seulement de trouver une contre partie. Les dinars, les lei, les diverses couronnes y refluaient d'autant plus naturellement, que Vienne demeurait intermédiaire nécessaire du commerce entre pays successeurs.

Les mesures prises par le gouvernement de Prague contre la spéculation avaient pour effet d'écarter encore davantage les fournisseurs occidentaux qui trouvaient plus simple de s'adresser à Berlin pour leurs paiements. Ainsi, le premier envoi de coton anglais en Tchécoslovaquie avait été assuré par une firme allemande, et les maisons anglaises, plutôt que d'attendre la délivrance par la Centrale des livres dues, reçurent ces sommes vite et sans frais par l'intermédiaire des banques allemandes.

Ce n'est qu'à Zurich que la couronne se trouve en

présence de la demande occidentale. Son marché s'y localise. C'est le cours de Zurich qui se réfléchit sur les cotes américaines. Or, Zurich est relié à Vienne et à Berlin. Berlin y dirige les opérations d'arbitrage. L'Allemagne trouve avantage à soutenir son change en Suisse en dépréciant la couronne. Elle paie ses propres fournitures à la Suisse en couronnes tchèques. Berlin écoule, par an, un milliard de couronnes. Les Italiens et les autres neutres fournisseurs de la Tchécoslovaquie suivent l'exemple. S'ils ont accepté des paiements en couronnes, ils les rejettent à n'importe quel prix pour acheter des dollars. Leurs pertes sont compensées par la marge de bénéfices qu'ils se sont réservés en vendant leurs produits à des prix excessifs. Or, la couronne ne fait l'objet d'aucune demande à Zurich, sauf de la part de Vienne. Cette faible demande provient, d'une part, du refus du gouvernement tchécoslovaque de recevoir le paiement de ses exportations dans sa propre monnaie, d'autre part, du peu d'attrait que la couronne présente pour la spéculation internationale.

* * *

Cette faible confiance, nous en connaissons les causes. Dans l'esprit du commerçant mal informé, la Tchécoslovaquie ne se distingue pas des nations voisines. Pour peu qu'il évalue l'actif de ce pays, il le trouve grevé des créances de l'Autriche et de l'Allemagne. Pourtant, certains facteurs militent déjà en faveur d'une autonomie de la couronne: faible circulation monétaire,

équilibre de la balance commerciale. Mais qui garantit que la sagesse et la prospérité présentes seront maintenues. La gestion des Verts-Rouges laisse plutôt prévoir le contraire. Les dépenses du budget ont augmenté en 1920 de 77,3 % sur 1919. Le budget est en déficit : 4905 millions en 1919 et 4851 millions en 1920.

Un gouvernement désireux de reprendre l'assainissement financier interrompu depuis le départ de Rasin se trouve, au début de 1920, devant une tâche bien nette. Il devra rendre éclatant le contraste entre la Tchécoslovaquie et les deux nations germaniques. Il devra attirer l'attention de l'étranger sur l'abondance de ses ressources et gagner sa confiance en rétablissant, avant tout, l'ordre intérieur et l'équilibre du budget.

* * *

XVIII

L'APPEL AUX TECHNICIENS.

Engliš et Hotowetz.

Au début de 1920, la situation de la Tchécoslovaquie était vraiment paradoxale. Elle avait suivi la voie d'assainissement financier tracée par Rašin. Pourtant elle se trouvait, ayant répudié l'inflation dans la même situation que l'Allemagne qui en avait fait sa règle. Dans les deux pays, les prix montaient de pair. Leurs changes étaient liés. En apparence même, l'Allemagne avait tiré de son dérèglement monétaire l'avantage d'une industrie florissante. Moins favorisée, l'industrie tchécoslovaque voyait son essor entravé par les restrictions, le manque de matières premières, les difficultés des transports. Fallait-il en conclure à l'échec du plan de Rašin? Avant de porter ce jugement, il eut fallu reconnaître que dans l'esprit de Rašin, l'arrêt de l'inflation n'était pas la condition première d'un assainissement qui eut exigé pour sa mise en œuvre de la part de tous le maximum d'énergie et de simplicité.

Quoiqu'il en soit, c'est à son œuvre qu'on s'attaque et au principe qui l'inspirait. Les socialistes préconisent l'inflation, les industriels le retour rapide à la liberté

commerciale.¹⁾ Avant six mois, les premiers de ces opposants allaient toucher à leur déclin. En octobre 1920, le parti social-démocrate se sépara des communistes et l'échec du coup d'État de décembre leur porta le dernier coup. Leur union leur avait permis d'accéder au pouvoir. Désunis, ils devraient se montrer conciliants. Au contraire, la perspective de la crise industrielle mondiale donnait plus d'autorité aux plaintes et aux conseils des industriels. Vers ce moment, la vague de désordre social issue de l'Orient refluit, et l'on voyait poindre à l'extrémité du monde occidental les troubles économiques dont le Japon présentait les premiers symptômes.

La défaite des Bolchevistes devant Varsovie dans l'été de 1920 coïncide avec le début de la crise de surproduction. Après les préoccupations exclusivement financières du premier ministre et la subordination des

¹⁾ Les nombreux articles du Professeur Dorazil traduisent, croyons-nous, assez bien leur opinion : « Dégageons-nous des conceptions qui nous viennent d'Allemagne ; retournons à la liberté et nous verrons le mark et la couronne séparer leurs cours. Les rapports commerciaux entre les deux pays ne sont si étroits qu'à cause de l'égalité des deux devises. Si nous ouvrons nos frontières, il en résultera une exportation dans les pays à change haut favorisée par l'infériorité des prix intérieurs par rapport aux prix mondiaux. Les étrangers se faisant concurrence achèteront notre sucre 12 à 24 fois plus cher que n'en offre l'Etat. Au lieu d'acheter des céréales qui entreront librement, nous achèterons des matières premières. Les prix intérieurs monteront ce qui diminuera d'autant la consommation. Dorazil ne se montre pas opposé à l'inflation si celle-ci est productrice. L'inflation défavorable aux classes épargnantes est préférable à l'impôt qui pèse sur les producteurs.

deux suivants à leurs collègues hantés de grandes réformes sociales, les considérations économiques vont prendre à leur tour le dessus. Dans un ministère composé de techniciens, afin que leur compétence en impose aux partis, le portefeuille du commerce est confié à Hotowetz, celui des Finances à Engliš.

* * *

Engliš et Hotowetz. Il semble qu'après leur départ, les services de ces deux hommes d'Etat n'aient plus été estimés à leur juste valeur. A Prague, leurs noms sont accueillis avec indifférence. Pourtant, la collaboration de deux personnalités aussi dissemblables de caractère mais pénétrées des mêmes idées dut être vraiment puissante : Hotowetz, l'homme d'affaires, précis, tranchant presque dominateur. Engliš, l'intellectuel ¹⁾ persuasif, d'une vivacité qui étonne à Prague, le plus slave des Tchèques qu'il m'ait été donné de rencontrer. A qui les entendait l'un et l'autre au moment de la crise, déplorer avec une fougue amère, ce mal qui atteignait leur pays et que leur présence eût évité, ils donnaient vraiment l'impression de dirigeants et que la destinée de la Tchécoslovaquie avait été remise en 1920 à des mains fermes et habiles. Sans doute, ni le plan de réorganisation du commerce extérieur dû à Hotowetz, ni le projet, cher à Engliš, de stabilisation de la couronne grâce aux gains d'exportation du sucre n'aboutirent.

¹⁾ Engliš est national-démocrate comme Rašín. Professeur à l'Université de Berne. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, en particulier : l'Argent.

Il n'en reste pas moins qu'au sortir du chaos socialiste, ils apportaient un programme précis. Et quoique le développement d'un pays dépende de causes plus profondes que la présence de deux hommes au pouvoir, il est permis de ne pas voir qu'un pur hasard dans la coïncidence de leur gestion avec un essor industriel qu'ils ont du moins favorisé. Il faut se souvenir en outre que précisément à leur avènement la répercussion de la crise semblait inévitable.

Rašin lui-même reconnaît qu'avec eux, les principes salutaires d'épargne et de travail furent remis en honneur. Avant d'opposer les deux méthodes, il convient de préciser leur point commun. Engliš comme Rašin répudie l'inflation et se propose comme fin le rétablissement de l'ordre. Leur désaccord a trait au moyen d'y parvenir.

Les divergences procèdent de conceptions théoriques et même d'idéals différents. Pour Rašin, la monnaie est le signe aux yeux d'une population très mélangée de l'unité de la nation, l'indice aux regards de l'étranger, de la vitalité de cette nation. Voilà pourquoi la couronne doit être appréciée. Vu de cet angle, l'intérêt de l'industriel paraît tout particulier, secondaire. Rašin allait plus loin. Il n'est pas douteux qu'il n'ait considéré l'élimination de certaines industries factices comme un bien pour son pays. A l'épreuve, seules les industries bien constituées résisteraient. La conception même devait lui être familière d'un pays vivant sur ses ressources et partageant également son activité entre l'industrie et l'agriculture. L'affaiblissement de l'une de ces branches au profit de l'autre devait servir ce dessein.

Engliš et Hotowetz considèrent au contraire que le bien-être du peuple est le but à atteindre, que la production est à cet égard l'élément décisif et que le système monétaire n'est que le moyen d'organiser cette production. Ils sont loin d'en conclure que le développement économique puisse se fonder sur la ruine de l'Etat. L'amélioration du crédit de l'Etat est de nature, selon eux, à profiter à l'industrie la première, tandis qu'en revanche les gains de l'industrie doivent pour une juste part profiter aux finances publiques.

De ces deux conceptions devaient dériver des plans bien différents.

* * *

Y a-t-il eu un plan de Rasin, se demande Hotowetz ? Le retrait d'une partie des billets ? Mais ce retrait procède d'une idée simpliste complètement fausse. Il est puéril de croire qu'il suffirait de retirer en Allemagne la moitié des billets pour parer au désastre. Le retrait n'a eu en Tchécoslovaquie aucune action, ni sur le change ni sur les prix. La répudation de l'inflation ? Reste à savoir si l'inflation est la cause du désordre ou le désordre la cause de l'inflation. Les gouvernements n'émettent des billets que pour suppléer à l'insuffisance de leurs ressources. Or, si le désordre est la cause de l'inflation, ce qui importe avant tout, c'est de rétablir l'ordre, en d'autres termes, l'équilibre de la balance des comptes et l'équilibre du budget.

Ici, nous touchons à l'essentiel du plan d'Hotowetz et d'Engliš. Ils se partagent les rôles. Hotowetz, par une organisation rationnelle de la production et de

l'exportation, se proposera d'augmenter l'excédent de la balance des comptes: il créera à cette fin l'Office national du Commerce extérieur.

De son côté, Englis rétablira l'équilibre du budget par la compression des dépenses, la spécialisation des budgets et les emprunts d' « investissement ».

* * *

Ces conditions primordiales une fois assurées, il conviendra de replacer l'industrie dans une situation normale. Par la liberté d'abord, en ouvrant les frontières vers l'occident, aux monnaies stables. La concurrence déterminerait une crise, mais qui révélerait aux entreprises victorieuses leur supériorité technique. La stabilité de la couronne, condition plus nécessaire encore aux prévisions du commerce, serait recherchée par la constitution d'un fonds abondant de devises obtenues par un emprunt extérieur si possible, sinon par une participation de l'Etat aux bénéfices de l'exportation.

Tel est dans ses grandes lignes le plan d'Englis et d'Hotowetz dont il nous faut à présent suivre l'application et les résultats.

* * *

XIX

L'ESSOR ECONOMIQUE ET LE PLAN D'HOTOWETZ.

« Une grande exportation est pour nous une nécessité vitale. » Ainsi s'exprime Hotowetz. Cette affirmation contient tout un programme positif. La Tchécoslovaquie est riche, elle pourrait vivre sur elle-même. Ce serait le système de l'autarchie. Il eut contenté Rašin; Hotowetz le repousse.

Jusque là, la Tchécoslovaquie n'a pas cherché à exporter. La difficulté des transports et le manque de matières premières le lui eut interdit. Le programme a été tout négatif. Il consistait à maintenir l'équilibre de la balance du commerce en restreignant à la fois l'importation et l'exportation. Cette attitude à laquelle pourrait se tenir un pays uniquement agricole comme la Hongrie, ou encore la Suisse et la Roumanie peut-être, ne peut plus convenir à un pays industriel. Elle le conduirait à la ruine.

Durant les premiers temps de la république, le système général des prohibitions était motivé et sage. Il importait de filtrer les importations en n'en laissant passer que les plus indispensables; il fallait empêcher le pillage des ressources du pays. La prohibition était générale. Les entrées et les sorties n'étaient effectuées

qu'en vertu de dérogations accordées par une Commission de fonctionnaires du Ministère du Commerce. Elles étaient consenties dans les circonstances si limitées que cette Commission pouvait suffire à la tâche. A la fin de 1919, la production se développant, la faculté d'autoriser avait été répartie entre un grand nombre de Centrales qui, chacune dans sa spécialité, était libre de ses décisions. Il n'y avait entre elles aucune coordination. Le fabricant de textiles voulait-il importer des couleurs, il devait s'adresser à la Centrale des Produits Chimiques. Celle-ci à qui faisait défaut tout élément pour apprécier l'utilité de la demande, y répondait en tenant compte seulement de la situation particulière de sa branche. Il était impossible de prévoir d'une semaine à l'autre la décision des diverses centrales. Lorsque la demande était acceptée, la délivrance des licences exigeait un long délai. Ce n'était qu'en possession de cette pièce officielle qu'on pouvait se procurer auprès de l'Office les devises nécessaires au paiement.

Ce régime destiné à prévenir le déficit économique ne pouvait qu'entraver le développement industriel, Du jour où l'essor de l'industrie était proposé comme but, il importait de renoncer à un tel système. De l'aveu d'Hotowetz le retour à la liberté est le but à atteindre. La Tchécoslovaquie n'a qu'à prendre en modèle les méthodes du plus grand des pays exportateurs, l'Angleterre. C'est parce qu'il avait préféré à un marché intérieur restreint, les débouchés du monde entier qu'en pratiquant le libre échange, l'empire Britannique s'était enrichi. De même, une fois la couronne stabilisée par rapport aux devises occidentales, le plan

d'Hotowetz est d'ouvrir largement les frontières aux pays à change haut. Ce n'est là, dans sa pensée, qu'une étape très lointaine. Il est même permis de croire que, sensible aux suggestions des industriels, il l'eut reculée le plus possible. Quoiqu'il en soit, en 1920, un brusque retour à la liberté est hors de cause. L'industrie Tchécoslovaque n'est pas encore apte à soutenir une concurrence que faussent les fluctuations des changes.

Dans ces données actuelles, comment le problème se pose-t-il donc ?

Le développement de l'industrie exige le maximum de protection compatible avec le minimum d'entraves. Comment le résoudre ? Par une levée progressive des prohibitions ; mais un tarif douanier protecteur devra y être substitué. Par la recherche méthodique des débouchés, grâce à la conclusion des traités de commerce ; mais les négociateurs s'efforceront d'obtenir des avantages réels contre des concessions à portée restreinte. Ces principes guideront Hotowetz. Quel rôle décernait-il à l'Etat dans leur application.

Le rôle de l'Etat sera proprement celui d'un chef. Il n'est pas un agent d'exécution, et s'interdira toute intrusion dans ce domaine. Il dominera l'ensemble du champ économique, consultera les organes compétents avant d'élaborer une directive générale, puis l'imposera aux intérêts particuliers. Il dégagera les obstacles opposés aux initiatives individuelles, mais pour le reste, les laissera libres d'agir. Il n'interviendra que pour constater les résultats obtenus, empêcher que les bénéfices ne soient dissipés, et en tirer de meilleurs profits pour l'intérêt de la collectivité.

Le premier point de ce programme comportait le renoncement à l'étatisme commercial. L'expérience avait été fertile en mécomptes. L'Etat, avant la baisse des prix mondiaux, s'était approvisionné en pétrole ¹⁾, en laine ²⁾ et en coton ³⁾. Ces stocks, achetés dans les conditions les plus onéreuses, restaient invendus. Hoto-wetz eut d'abord à liquider cette situation désastreuse. Le 16 juin 1920, sous sa présidence et en présence de représentants des Sociétés d'achat et de vente, des syndicats de filateurs de coton et des banques, la situation est examinée : non seulement le coton n'entrera plus librement, mais encore toute autorisation d'importation sera refusée tant que les stocks ne seront pas écoulés. Les pertes seront partagées entre les banques, les diverses branches de l'industrie cotonnière et le Gouvernement qui, pour sa part, renonce à percevoir la taxe sur le chiffre d'affaires. Les expériences socialistes

¹⁾ A la fin de 1919 le Gouvernement avait pris l'union des raffineries comme organe exécutif de sa politique du pétrole. Il se fit ouvrir un crédit de 200 millions de couronnes par la Zivnostenska, l'Union-Bank et la Banque de Crédit de Prague, payant aux cours du change les plus hauts. La baisse des prix survint et avec elle l'impossibilité d'écouler les stocks.

²⁾ En avril 1920, la laine de Slovaquie est réquisitionnée par ordonnance. A cause des prix offerts, inférieurs à ceux du marché mondial, peu de laine est d'abord livrée. Mais les prix mondiaux baissent, et la Société chargée de l'achat voit affluer 750.000 kg. de laine qu'elle doit écouler au prix bas, soit pour l'Etat une perte de 25 millions de couronnes.

³⁾ En mai 1921, 900.000 kg. de fil restaient encore à répartir et l'on envisage des moyens de coercition pour forcer les syndicats à prendre leur part. L'état aurait perdu à l'opération 30 milliards de couronnes.

ont suffi. Pour l'avenir, l'Etat renoncera à ces achats directs. Il ne se chargera plus que des approvisionnements en céréales, (et ceci pour désarmer la majorité socialiste), et du contrôle du sucre (ceci pour participer aux bénéfices escomptés).

* * *

Une fois réglé cet héritage de la gestion de ses prédécesseurs, Hotowetz aborde la mise en œuvre de son propre programme. La loi du 24 juin 1920 en créait la pièce centrale : l'Office du Commerce extérieur; cet Office est un poste d'observation et de commandement.

Engliš, d'accord avec son collègue, avait préconisé la constitution d'une sorte d'observatoire qui publierait périodiquement les prix et salaires, les conditions de la production dans tous les domaines. Tous les renseignements seront centralisés à ses bureaux. Chaque branche de l'industrie enverra périodiquement un aperçu de sa situation. Les banques communiqueront leur bilan rédigé d'après un modèle uniforme imposé par l'administration. Ainsi la situation économique apparaîtra dans son ensemble avec clarté et exactitude. Ces chiffres serviront de base à un jugement sûr.

Avant toute décision importante, les voix compétentes seront entendues. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Prague possède un institut chargé des questions d'exportation. La Fédération des industriels tchécoslovaques a également une section consacrée à l'étude du développement des débouchés. Ces divers organes seront consultés. Les banques seront entendues.

C'est de concert avec leurs représentants que la question du paiement des importations et des exportations en cr. tchèques est résolue. ¹⁾

L'Office possède ainsi tous les éléments de la décision. Il est l'organe unique de commandement. ²⁾ Un ministre en a la direction. Son autorité s'étend à des centrales ³⁾ qui jusqu'alors rentraient dans la sphère du Ministre des Finances, et qu'Englis abandonne aux soins de son collègue. L'Office coordonne les décisions auparavant sans lien des diverses centrales. Trois sections différentes se partagent la responsabilité.

La première autorise l'exportation, l'importation ou le passage en transit des marchandises. Elle est composée de fabricants, de marchands et de fonctionnaires.

La seconde contrôle le commerce extérieur, les statistiques et s'occupe des règlements administratifs.

La troisième a plutôt un rôle de diplomate. Elle prépare et exécute les traités de compensation de livraisons d'achat et de vente avec les Etats étrangers. Elle est divisée en cinq groupes selon les pays.

Ce système se heurtait à une grave objection : sa lenteur.

Hotowetz ordonne qu'à partir du 1^{er} septembre 1920, toutes les demandes adressées à l'Office soient expédiées dans les cinq jours.

Enfin, l'ambition de l'Office était de stimuler et d'encourager par tous les moyens la production.

¹⁾ 12 décembre 1920.

²⁾ Les syndicats ne peuvent plus refuser de leur chef des autorisations et n'ont qu'un rôle consultatif.

³⁾ Sucre, Bois, Alcool, Charbon. Le monopole du Tabac et celui du Sel lui échappent seulement.

Quels ont été les résultats de cet agencement dont à la lecture l'ordonnance impressionne ? Les plus graves reproches qu'on pouvait lui faire étaient les dépenses qu'il entraînait. L'Office ne compensa pas cet inconvénient par un allègement des formalités administratives. Il fut critiqué de toutes parts et il est certain qu'il ne répondit pas aux espérances. Hotowetz lui-même sembla y renoncer à la fin de son ministère. Et lorsque, avec son successeur, les tendances de Rašin reprirent le dessus, l'Office fut remplacé par une simple Commission siégeant au Ministère du Commerce. Au reste, c'était le système des prohibitions lui-même qui était défectueux et dont il eut fallu se défaire.

* * *

La publication, le 27 juillet 1920, d'une liste d'objets libres allait réduire singulièrement le domaine des prohibitions. Mais la recherche des débouchés par la conclusion de traités de commerce allait porter à tout le système un coup plus rude et y ouvrir une brèche sans cesse élargie à chaque traité nouveau.

En 1919, l'Etat avait conclu de nombreux traités de compensation d'une durée illimitée. C'était l'organisation du troc entre Gouvernements. Cependant aucun traité n'avait réglé d'une façon générale les relations de la Tchécoslovaquie avec les autres Etats. Cette nécessité d'un statut s'imposait du jour où la fonction de commercer était rendue par l'Etat aux commerçants. Chaque Etat répondait aux prohibitions par des mesures analogues rendant la situation du commerce intolérable. Il convenait de se résoudre enfin à des con-

cessions réciproques. L'Autriche, après l'armistice, avait retourné contre ses voisins du Nord son vieux tarif autonome de 1906, tandis qu'elle avait repris avec l'Allemagne son tarif de faveur d'avant-guerre. L'Angleterre prohibait l'importation du houblon, l'Italie celle des verreries de Gablonz. Ces mesures de rétorsion coïncidaient avec l'attente de la crise mondiale des débouchés. Aucun pays n'avait plus d'intérêt que la Tchécoslovaquie à briser ce retranchement derrière lequel son industrie aurait dépéri.

La ratification du Traité de Saint Germain, le 16 juillet 1920, apportait quelque adoucissement à sa situation.

L'Autriche s'engageait à faire bénéficier la Tchécoslovaquie de toutes les mesures de faveur accordées à l'Allemagne. L'avantage était appréciable, si l'on songe que l'Autriche venait d'élever son tarif maximum à vingt fois le tarif de 1906 et qu'il en résultait une énorme différence entre le tarif général et le tarif contractuel.

D'autre part, les difficultés entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie s'étaient multipliées à tel point que les deux pays s'étaient vus contraints de procéder à un règlement général des questions pendantes. Le 29 juin furent signés des accords. Les deux gouvernements conviennent qu'ils fixeront leur prix d'exportation assez bas pour que tout avantage soit interdit à un tiers. Ce traité contenait une clause vague de bienveillance mutuelle ¹⁾, mais les deux pays tenaient

¹⁾ Dans tous les domaines, la Tchécoslovaquie s'engage en attendant un traité de commerce régulier à ne pas traiter les Allemands moins favorablement que les ressortissants d'un état tiers.

trop à leur régime de prohibition pour y porter atteinte.

Le 6 mars 1920, une convention renouvelable de 3 en 3 mois est signée avec la Suisse. Les deux nations se bornaient à s'accorder des avantages des tarifs douaniers de 1906.

C'est avec la France seulement qu'est négocié le premier traité de commerce général qui s'inspire de tendances véritablement nouvelles.

Certaines clauses ont encore quelques rapports avec les compensations pratiquées durant les premières années de l'après-guerre. Les deux pays ont en effet gardé certains monopoles: Ils s'en font profiter mutuellement. La France, malgré l'interdiction qui frappe l'interdiction du phosphate d'Algérie, en laissera pénétrer 50 000 tonnes en Tchécoslovaquie. De son côté, la Tchécoslovaquie réserve à la France 50 000 tonnes de sucre. L'innovation principale du traité de commerce avec la France consiste en ceci: pour toute une liste de produits la prohibition est levée. Sans doute, ils ne pénétreront pas sans autorisation, mais l'Office s'engage à ne pas la refuser. Pour toute une série d'autres produits, l'autorisation sera également accordée, mais seulement jusqu'à concurrence d'un certain contingent.

A partir de cette époque, l'Office distingua 4 catégories de marchandises:

- 1^o Matières premières contenues sur les listes d'objets libres. Il suffit d'une déclaration d'entrée à l'Office;
- 2^o Produits auxquels, en vertu de certains traités, l'autorisation ne peut être refusée;

- 3° Produits dont, en vertu des traités, l'autorisation ne peut être refusée que s'ils dépassent un certain contingent;
- 4° Tous les autres produits, les plus nombreux, demeurent soumis au bon plaisir du Plénum.

A l'époque, une telle exemption aux règles de l'Office parut un véritable privilège et comme l'indice d'un retour prochain à la liberté commerciale prônée par Hotowetz.

Le traité du 4 novembre fut vivement attaqué. Le marché tchèque se trouvait livré à l'invasion des produits de luxe français.¹⁾ On s'engageait sur une pente dangereuse. Déjà l'Italie demandait l'octroi des mêmes privilèges. C'était déchaîner contre l'industrie nationale une concurrence insoutenable.

C'est là qu'apparaît l'habileté d'Hotowetz. Il avait su rouvrir à son industrie des débouchés prêts à se fermer. Il allait maintenant la protéger. Tandis qu'il négocie avec la France, tandis qu'il obtient de l'Italie des avantages dans le port de Trieste, de l'Angleterre la levée de prohibitions et la desséquestration des biens tchèques, il se réserve de rendre inopérantes les faveurs qu'il concède en retour.²⁾

Entrée autorisée ne veut pas dire entrée en franchise. L'importation des produits étrangers est encore rendue

¹⁾ On calculait que ce serait à mettre les choses au pire charger le bilan de 17 milliards de francs français.

²⁾ Les contingents très hauts sont parfois accordées, mais seulement lorsqu'il est évident qu'ils dépassent de beaucoup la consommation habituelle de la Tchécoslovaquie (350 wagons de caoutchouc, quand 50 suffiraient).

malaisée par leur change élevé. Il se réserve d'accroître la difficulté de leur passage en substituant à la prohibition légale des tarifs douaniers prohibitifs.¹⁾ Sans doute il accorde à son partenaire la clause de la nation la plus favorisée, mais étendue à tous, elle perd tout son prix. Et même cette faveur à quoi se borne-t-elle? Le tarif d'avant-guerre élevé d'abord suivant les produits, de 200, 600, 900 %, est élevé encore à partir du 15 mars 1921 au moment où la disparition de l'Office est annoncée comme prochaine. Il atteint les taux suivants: objets de luxe 1.500%; marchandises dont l'entrée était auparavant interdite 1.200%; produits fabriqués dont l'entrée n'était permise que dans certains cas 900 %; produits fabriqués également en Tchécoslovaquie, mais en nombre insuffisant 600 %; matières premières 200 %.

Ces tarifs seront élevés en 1922 jusqu'à 20 et 30 fois à un moment où la couronne n'est que le sixième de la couronne-or. Le droit de douane n'est pas le seul à grever les produits. La taxe sur le chiffre d'affaires est de 2,2 %. La taxe de manipulation afférente à la licence est de 5 % du montant de la facture.

Si le commerçant étranger n'hésite pas à braver ces obstacles, il connaîtra l'ennui des transbordements à la frontière ou de l'arrivée des marchandises à la douane avant la pièce officielle, frais de magasinage perte des denrées périssables...

¹⁾ La loi du 20 février 1919 avait organisé un territoire douanier autonome avec l'ancien tarif douanier austro-hongrois de 1906. Ce tarif de 1906 avait ceci de particulier que les droits étaient payables en or. D'où nécessité d'un coefficient de majoration. Au début, sous Rašin, il ne dépassait pas 100 %.

Les importateurs à qui le marché tchèque paraissait plein de promesses, s'en écartent découragés, et, pendant ce temps, les exportateurs tchèques ont reconquis leurs débouchés. Ainsi se réalise l'ambition d'Hottowetz: l'excédent de la balance économique tchécoslovaque progresse de mois en mois.

* * *

Cependant, pour atteindre ces débouchés, il est nécessaire d'aplanir encore bien des obstacles matériels. Il est remédié à la pénurie des wagons par une organisation meilleure. La commission du sucre qui n'utilise les wagons que de décembre au printemps les met rapidement à la disposition des autres industries. Le Danube offre des disponibilités d'expansion qu'il faut réaliser. Une entente avec la Roumanie et la Yougo-Slavie a trait au transbordement aux Portes de fer. En juillet 1920 commence la construction du nouveau port de Bratislava. Un crédit de 228.500.000 couronnes est ouvert à cet effet. En octobre 1920, les relations téléphoniques directes sont rétablies avec la Yougo-Slavie. Le Traité de Saint-Germain facilite le passage vers l'Adriatique, et l'utilisation de Trieste offre un accès vers l'Orient aux produits jusqu'alors expédiés par Hambourg. En août 1920, la Tchécoslovaquie participe à la Foire de Lyon, et les premières foires de Prague et de Bratislava¹⁾ ont lieu peu après.

¹⁾ La 1^{re} foire de Bratislava réunit 1850 exposants, attira 200.000 visiteurs et occasionne un chiffre d'affaires de 250.000.000 cr.

Ainsi commence la libération de l'intermédiaire de Vienne et de Berlin.

* * *

Bien qu'il cherche à gagner des débouchés mondiaux à l'industrie, Hotowetz considère comme exceptionnel le développement des relations avec les pays de l'Entente. Les Etats successeurs restent selon lui les débouchés naturels de la Tchécoslovaquie. Il a renoué avec eux des relations qui vont de pair avec la constitution de la Petite Entente. Il veut plus, et, tout en se défendant de rêver une fédération économique à l'image de l'ancien empire, il prépare une conférence où les sept Etats se concerteront en vue de lever d'un commun accord les entraves qui nuisent à leurs échanges. Cette entrevue doit avoir lieu à Bratislava en décembre 1920, mais est remise; et Hotowetz ne sera plus au pouvoir lorsqu'à la fin de 1921, les délégués se rencontreront à Porto-Rose.

L'obstacle le plus grave qui nuisît à ces échanges était la disparité des changes. Le mark et la couronne autrichienne restaient sensiblement au pair de la couronne tchèque, mais le dinar, la lire, le leu et la couronne hongroise étaient l'objet d'oscillations fréquentes. Au début de 1921, une résolution de la commission des Affaires Etrangères à la Chambre des Députés demande que le cours entre le dinar et la couronne soit fixé pour six mois. De même on envisage d'établir une relation fixe entre la lire et la couronne. Mais cette stabilisation ne peut faire l'objet de conventions. Englis

prétend combler les vœux du commerce à ce sujet par un plan purement financier.

Avant d'en aborder l'étude, il convient de considérer le résultat de l'activité d'Hotowetz. A la vérité, l'année 1920 et le début de 1921 sont marqués par un essor des plus brillants. Le rendement de l'agriculture laisse entrevoir une libération prochaine des approvisionnements étrangers ¹⁾. 130 nouvelles sociétés sont créées avec 765 millions de couronnes (contre 56 en 1919 avec 270 millions de couronnes). Les banques, malgré leur prudence, élèvent leurs dividendes de 1 %. Certaines verreries font des répartitions de 60 %. Des fabriques de cuir de 25 à 40 %. La production du charbon ²⁾ augmente de façon continue, la balance du commerce avec les Etats-Unis présente dans les dix premiers mois de 1920 un solde actif ³⁾. Malgré la crise qui l'atteint, l'industrie textile exporte pour 10.600 millions de couronnes. Il est exporté pour 3.400 millions cr. de sucre, pour 1.889 millions cr. de verrerie, 1 milliard cr. de bois, 1.500 millions cr. de fer ouvré et 1 milliard cr. de machines diverses, 350 millions cr. de houblon.

¹⁾ Importation du blé en 1919 : 3.448.870 q.

1920 : 1.776.530 q.

1921 : 1.388.621 q.

²⁾ Production en Tonnes :

	1913	1919	1920	1921
Houille .	15.914.768	11.539.162	11.130.846	11.600.00
Lignite .	21.686.102	16.884.366	19.695.504	21.100.00

³⁾ D'après la Statistique suisse du commerce extérieure la Tchécoslovaquie a vendu en Suisse en 1920 pour 60.248.000 francs et en a reçu pour 35.715.000 francs de marchandises.

Au total, l'exportation a atteint 27.569 millions de couronnes et l'importation 23.384 millions.

Il va sans dire qu'un tel essor ne pouvait être le résultat que de circonstances particulièrement propices, mises à profit par des industriels énergiques et avisés. Mais il serait injuste d'oublier qu'Hotowetz ménagea à cette activité le cadre élargi où elle put se déployer. Il avait atteint son but. Le déficit économique creusé par la guerre était comblé, et de la sorte disparaissait une des raisons qui poussent les Etats à l'inflation. De son côté, Englis en assurant l'équilibre des finances travaillait à réduire la deuxième cause de désordre.

* * *

XX

LE PLAN D'ENGLIS.

ÉQUILIBRE FINANCIER ET STABILISATION.

Pas plus que la déflation, l'arrêt de l'inflation n'avait donc eu d'effet sur les changes ni sur les prix. Tel est le fait brutal devant lequel se trouve Englis. Rasin explique ce démenti à la théorie quantitative par une mise au point. L'inflation des billets, selon lui, a été remplacée, conséquence des mesures socialistes, par une inflation des revenus. La consommation a crû, tout comme si des billets avaient été émis. Englis enregistre simplement l'échec de la théorie quantitative.

L'inflation est un mal ; non parce qu'elle fait jaillir de nouveaux pouvoirs d'achat, mais parce qu'elle transfère la possibilité de maintenir leur consommation normale aux seuls travailleurs aux dépens de l'épargne, tuant ainsi le crédit. Mais l'inflation n'est qu'un effet. C'est sur les causes du mal dont elle est la manifestation qu'il faut agir. Ces causes, perpétuelles menaces d'inflation aussi funestes que l'inflation elle-même, sont l'insuffisance de la production, l'absence de confiance et la hausse des changes étrangers. Hotowetz a assuré l'équilibre économique en encourageant la production

et l'exportation. Engliš s'assigne pour tâche le raffermissement du crédit qui seul peut apprécier la monnaie à l'intérieur et à l'extérieur. Or, ce raffermissement du crédit d'un Etat apparaît comme le résultat de l'équilibre des budgets et de la fermeté des tendances gouvernementales. Présenter un budget équilibré, faire obstacle aux dépenses réclamées par la majorité socialiste, telles sont les conditions préalables de l'assainissement financier.

Il subsistait dans la situation financière de la Tchécoslovaquie maintes incertitudes. Certaines d'entre elles venaient d'être dissipées par le règlement de la question de Teschen (l'échange des billets y avait eu lieu récemment) et surtout par la ratification du Traité de Saint-Germain. Le principe de la répartition des dettes de l'ancien Empire y avait été posé. La Tchécoslovaquie pouvait dès à présent évaluer la charge qui lui incombait de ce fait. La dette d'avant-guerre de l'Autriche-Hongrie était de 12 milliards 500 millions de couronnes. La part de la Tchéco-Slovaquie serait d'environ 6.433.020.000 couronnes. De plus elle devait verser au fonds commun des réparations 750 millions de francs or, soit 9.750.000.000 couronnes.

La dette contractée à l'étranger pouvait être évaluée à 9.988.004.000 couronnes, la dette intérieure à 4.580.050.000 couronnes. Au total la dette est estimée en octobre 1920 à la Conférence de Bruxelles, à 35 milliards et Engliš, au début de 1921, considère qu'elle approche de 40 milliards.

Le traité de Saint-Germain n'imposait aucune charge aux Etats successeurs du fait des emprunts de guerre. Rašin s'était violemment opposé à la reconnaissance

par l'Etat de cette dette superflue. Les partis s'étaient emparés de cette question dont le règlement ne laissait pas d'être délicat.

Engliš comprit le parti que l'Etat pouvait tirer d'un compromis. La nécessité de se procurer de l'argent, pour acheter le blé nécessaire à la soudure en attendant la récolte prochaine, se faisait pressante. Le troisième emprunt n'avait produit que 1 milliard et demi de couronnes. Engliš lia la solution de l'emprunt de guerre à l'émission d'un quatrième emprunt.

Les souscripteurs étaient distingués en deux catégories. La première comprenait les caisses d'épargne, les assurances, qui étaient saturées d'emprunts de guerre et traitées plus favorablement.¹⁾ Dans le deuxième groupe se rangeaient tous les autres détenteurs. Le projet, déposé le 8 juin 1920, fut voté le 24. Par la loi du 15 avril 1919, les titres avaient été déjà recensés. Contre un titre d'emprunt de guerre d'une valeur nominale de 100 couronnes et une soulte de 75 couronnes versée en espèces par le porteur, celui-ci recevait un titre du nouvel emprunt de 150 couronnes. Entre les deux catégories, la seule différence résidait dans la quotité du taux de l'intérêt.²⁾ L'Etat trouvait dans cette combinaison l'avantage de récupérer de l'argent frais. Engliš, dans l'exposé des motifs, engageait vivement à souscrire, ne cachant pas qu'il attendait du produit de cet emprunt le remède à une situation difficile.

¹⁾ Les orphelins, les mineurs.

²⁾ En réalité il était délivré 75 cr. en oblig. de l'Etat 5 %, plus 75 cr. en oblig. de l'Etat 6 % à la 1^{re} catégorie; 75 cr. en oblig. de l'Etat 3 1/2 %, plus 75 cr. en oblig. de l'Etat 5 1/2 % à la deuxième catégorie.

La souscription eut lieu du 2 août au 15 décembre 1920. On estimait à 6 milliards de couronnes les emprunts de guerre émis en Tchécoslovaquie et à 4.400.000 couronnes la valeur de ceux qui y restaient encore. Au cours actuel, 100 couronnes de rente autrichienne $5\frac{1}{2}\%$ équivalaient à 20 couronnes tchèques rapportant 1 couronne tchèque. L'Etat faisait don au porteur du quadruple de la valeur. Ce règlement, violemment critiqué par les nationalistes, n'en déclencha pas moins des tempêtes dans toute la presse allemande. Des journaux, des associations furent dissoutes. Les Allemands s'entêtèrent à considérer que la question n'était pas close. Au début de 1921, Englis évaluait le résultat de l'emprunt à 2 milliards seulement. ¹⁾

Une fois réglées ces questions pendantes, Englis s'attache à la réalisation de la réforme intérieure, point essentiel de son programme. Par la réorganisation des divisions administratives, ²⁾ par la diminution des allocations ³⁾, il obtiendra d'appréciables économies. Il rencontre dans cette voie l'opposition des démagogues. Certains membres des partis avancés ayant insisté pour demander une indemnité de cherté de vie rétroactive aux fonctionnaires, qui eût entraîné une dépense supplémentaire de 800 millions, Englis

¹⁾ Au lieu de 6.600.000 cr., si tous les porteurs avaient pris part à la souscription.

²⁾ Il s'agissait du remplacement des petites circonscriptions appelées « gutan » par d'autres plus vastes, analogues à nos départements et aux comitats de Slovaquie. La réforme eut un commencement d'application en 1923.

³⁾ Allocations aux familles des militaires et aux sans-travail, aux rapatriés, aux démobilisés.

déclara qu'aussi longtemps que la Chambre ne lui procurerait pas les moyens de se livrer à ces largesses, il ne prendrait pas sur lui une telle responsabilité. Il donna sa démission; le président Mazaryk la refusa. Spontanément, de nombreuses corporations d'employés repoussèrent le présent qu'on leur offrait et la Chambre céda.

D'autre part il s'agissait d'augmenter les recettes par l'application de nouveaux impôts. Englis envisage les rentrées supplémentaires suivantes: 800 millions par majoration de la taxe sur le chiffre d'affaires, 120 millions par l'augmentation des droits de succession, 60 millions provenant de la modification de l'impôt sur le revenu, 60 millions demandés à une surtaxe foncière et 160 millions à la taxe sur les exportations. La taxe sur le charbon devait rapporter à elle seule 1 milliard 200 millions.

Grâce à cette compression des dépenses et à ce nouvel effort fiscal, Englis pouvait présenter pour 1921 un projet de budget en équilibre.

Recettes ordinaires	12.057.436.370
Dépenses	9.172.265.936
Recettes extraordinaires ...	2.050.543.180
Dépenses extraordinaires ...	4.932.108.714
Total des recettes	14.107.979.550
Total des dépenses	14.104.373.650

Mais c'eût été se tromper soi-même que de ne pas veiller pendant l'exercice au maintien de cet équilibre. Depuis 1918, les déficits qu'excusaient chaque fois des circonstances imprévues s'élevaient à 13 milliards de couronnes. Le budget de 1920 présentait à lui seul

sur un total de dépenses de 10 milliards un déficit de 4 milliards. Les dépassements de crédit avaient été facilités par de nombreux virements d'un chapitre à l'autre. Engliš introduisit en matière budgétaire des règles tutélaires. Il s'imposa d'évaluer les différents postes le plus près possible des réalités, ménagea une marge d'excédent de recettes. Selon toute probabilité, le rendement des taxes sur le charbon, le luxe et le chiffre d'affaires progresserait avec le développement de l'industrie. L'amélioration des chemins de fer atténuerait le déficit de leur exploitation.

Tandis qu'auparavant un décret du Conseil des ministres était nécessaire pour toute ouverture de crédit supérieure aux estimations budgétaires, désormais cette formalité est exigée pour chaque virement. Aucune dépense supérieure à 50.000 couronnes, et à 10.000 couronnes dans le cas d'un chapitre susceptible d'une plus-value, ne peut être ordonnée par un ministre sans l'approbation du ministre des Finances. Mais la principale innovation résidait dans l'établissement à côté du budget de l'Etat d'un budget spécial d'investissement.

Tandis que le budget ordinaire correspond aux dépenses et aux recettes normales, le budget extraordinaire à la liquidation de la période d'après-guerre, le budget «d'investissement» prête son cadre à tout un programme de développement du pays. Ses chapitres (chemin de fer, postes, navigation...) doivent tous à un moment donné procurer une marge de bénéfices. Les dépenses y afférentes s'élèvent à 3.052.106.000 couronnes, dont 1.979.945.000 pour le ministre des Chemins de fer et 908.387.000 pour le ministre des Travaux Publics. Les recettes seront fournies intégralement

par différents emprunts forcés souscrits par les usagers et les bénéficiaires de ces travaux¹⁾. Les travaux ne seront poussés que jusqu'à la limite des ressources fournies par ces emprunts.

Aucune recette de l'un des deux budgets ne peut être affectée aux dépenses de l'autre.

Le calcul d'Engliš devait se vérifier et le budget de 1921 devait être le premier à se solder, à quelques centaines de millions près, en équilibre, et ce en dépit des frais entraînés par la mobilisation d'octobre 1921.

L'équilibre financier et l'équilibre économique enfin assurés n'étaient pas encore à l'abri de cette influence extérieure qu'exercent les oscillations des changes. Engliš et Hotowetz se proposent donc de reprendre en mains cette maîtrise du change qui depuis le départ de Rašin avait été abandonnée. Ils entreprennent de réaliser la stabilisation de la couronne grâce à la constitution d'un fonds de devises. Ils la maintiendront au niveau de la parité du pouvoir d'achat. Comment constituer cette réserve de devises? L'emprunt extérieur eût été le moyen le plus rapide. Avant d'y recourir, c'est dans la richesse même du pays qu'ils tentent de puiser les principes d'un assainissement définitif.

¹⁾ Ces emprunts furent décidés par les lois du 12 et du 18 mars 1921. Les membres de la Société des téléphones devaient souscrire 2000 cr. A l'emprunt des chemins de fer devaient souscrire toutes entreprises industrielles minières, entrepôts reliés par voies à des stations. Le montant de la souscription dépendait du nombre des wagons chargés pendant l'année. La loi du 11 mars émettait un emprunt de 400 millions pour la construction d'immeubles. Enfin un emprunt pour l'électrification et l'utilisation des forces hydrauliques.

Ils réservent à cet emploi les bénéfices de l'exportation du sucre.

Hormis quelques raffineries en Yougoslavie, la Tchécoslovaquie a vaithérité de toute la production sucrière de l'Autriche-Hongrie. Le sucre était — suivant une expression locale — l'« or blanc de la Bohême ». La valeur de la précieuse denrée s'était encore accrue depuis la guerre: les champs du Nord de la France étaient dévastés, ceux de Russie incultes et le change rendait prohibitif le sucre de Java.

Depuis septembre 1919, l'Etat, par l'intermédiaire de la Commission du sucre, surveille la production et la vente¹⁾. L'exportation est centralisée par la Société tchécoslovaque pour l'exportation du sucre qui dépend de la Commission ci-dessus. Seule cette société est autorisée à vendre du sucre à l'étranger.

En automne 1920, un nouvel effort est fait. Un syndicat financier des fabriques de sucre est autorisé à commencer à fonctionner le 27 septembre 1920. La plupart des fabriques s'y associent. Des fusions s'opèrent entre raffineries et fabriques. La récolte est terminée

¹⁾ Le sucre ne peut être ni fabriqué, ni vendu, ni déplacé, ni consommé que conformément aux prescriptions de la Commission. L'effet de la réquisition cesse après le paiement de l'impôt ou l'exportation. La Commission prescrit les quantités et la qualité que les fabricants de sucre brut ont à livrer aux raffineurs, la quantité qui doit être livrée à la consommation. Les frais de transport sont répartis entre les raffineries. La Commission dirige les wagons et le charbon d'une raffinerie à l'autre suivant leurs besoins, s'occupe de la préparation de la campagne. La production est financée par l'Office bancaire qui fait des avances aux fabriques sur le sucre produit.

en octobre — et l'exportation dure de décembre à avril. En octobre 1920, une production de 7.380.000 q. de sucre brut semblait assurée qui correspondait à 6.500.000 q. de raffinés. Il fallait compter réserver 300.000 q. pour les besoins intérieurs, le reste serait à exporter et rapporterait 2 milliards 1/2 de couronnes.

Devant cette perspective, Englis ne peut que persévérer dans son plan. Le professeur Dorazil lui objecte¹⁾ que, si la liberté était rendue au commerce du sucre, les Anglais et les Américains se disputeraient l'excédent de la récolte. Et que, si on la leur faisait payer en couronnes, la monnaie dépréciée monterait aussitôt. De plus, les acheteurs anglo-saxons paieraient d'avance une partie de leurs commandes. Cela équivaldrait à un emprunt de 160.000 dollars.

Englis persévère dans sa résolution. Le nouveau règlement du commerce du sucre pour la campagne 1920-1921 paraît dans la feuille officielle du 27 octobre 1920. Tous les paiements provenant de l'exportation du sucre pour des envois dépassant 257 000 tonnes doivent être faits par l'Office bancaire. Cependant, dès novembre on s'apercevait que le rendement à l'hectare devait être réduit sur les évaluations de 20 à 25 %. Il faut diminuer la production attendue d'au moins un million de quintaux. Or, à cette époque il n'y avait encore de vendus que 400 000 quintaux à la Suisse. Hotowetz, mal conseillé et comptant sur une hausse du sucre sur le marché mondial avait laissé échapper les occasions les plus favorables. En mai 1920, le quintal de sucre valait 40 dollars. La Norvège en

¹ La *Tribuna* 15 juillet 1920.

offrit en vain pour 35 dollars, la Hollande et l'Allemagne pour 30 dollars. Le sucre finit par tomber à 12 dollars et à ce moment il fallut patienter de peur de faire tomber les prix plus bas encore par une vente hâtive. 3 milliards 1/2 de couronnes échappaient ainsi au pays. On chercha à se dédommager, en plaçant une partie de la récolte en Angleterre, mais celle-ci s'était habituée à faire venir du sucre brut de ses colonies et à le raffiner. L'augmentation des frais de production avait d'autre part absorbé une grande partie du gain escompté. La remise à neuf du matériel avait absorbé les 2/5 du bénéfice brut. Les salaires avaient augmenté de 120 %. La betterave de 100% (de 15 à 30 couronnes le quintal), le charbon de 200%. Les transports avaient quintuplé. En définitive, il avait été produit pour la campagne 1920-1921: 7.172.395 quintaux réservés à la consommation intérieure 2.792.449 q. et vendu à l'étranger 4.143.766 q. de sucre brut (dont 450.000 q. à la France et 150.000 q. à l'Autriche). Le bénéfice se réduisait à environ 2 milliards.

Ce bénéfice lui-même allait être absorbé par les pertes qui résultaient de l'approvisionnement en céréales. Il avait été acheté pour la campagne 1920-1921 39 380 wagons de vivres au lieu de 32 000 prévus.

Le gouvernement socialiste vendait à perte à la majorité de la population la farine achetée à l'étranger ¹⁾, ce qui coûtait au budget 100 millions par mois et quatre milliards 1/2 depuis l'armistice. Ces débours en 1921,

¹⁾ La population était classée en deux : les malades, les personnes de revenu inférieur à 15.000 cr. qui payaient le pain au prix réduit; tous les autres citoyens, soit 240.000, qui payaient le prix normal.

étaient plus forts que jamais. Ils se montaient, rien que pour la farine importée, à 3,25 milliards.

Par la faute des socialistes, le plan d'Engliš aboutissait donc à un échec. Pour la seconde fois, Engliš offrit sa démission. La continuation de pareilles dépenses menait droit à l'inflation. Engliš signala le danger et, se sentant trop faible contre l'obstination du Parlement, abandonna la place. Hotowetz restait seul. C'est lui qui devait liquider ce régime néfaste de répartitions par l'Etat. Le 5 août 1921, il présenta un projet de loi destiné à couvrir par l'emprunt les déficits du régime de farine s'élevant à 2 milliards 200 millions de couronnes. D'ailleurs, toutes les centrales disparaissaient l'une après l'autre. Celle de l'alcool, celle du malt, celle du sucre. Toutes trois, durant les 3 années de leur fonctionnement, avaient rapporté ensemble 6 milliards de couronnes. Ces bénéfices avaient été absorbés entièrement par les distributions de farine et de pain à prix réduit. L'année 1921 voyait le retour progressif au régime de la liberté. Vers la fin de cette même année, Hotowetz quittait le pouvoir à son tour. Le ministère de techniciens avait été trop faible pour soutenir les assauts d'un Parlement dont il n'était pas l'élu.

Depuis le 28 octobre 1920, moment où la grève générale était imminente, Rašin avait reconstitué la coalition des chefs des cinq principaux partis. « Le Conseil d'Etat ? » aurait dit ironiquement en les recevant le président Mazaryk. Il ne les appela pas au pouvoir. Cependant, avec Novak qui recevait le portefeuille des Finances, c'était l'influence de Rašin qui réapparaissait.

Durant la présence d'Hotowetz et d'Engliš au pou-

voir, la couronne s'était maintenue relativement stable aux environs de 8 cent. Or, malgré les excédents d'exportation, la provision des devises de l'Office bancaire n'a augmenté qu'à peine. Le retour de l'ancien empereur Charles avait seul déterminé en octobre 1921 une baisse sensible. En même temps, en 1921, les prix, sauf une hausse en été, s'étaient stabilisés. La brusque ascension de la couronne après le départ des deux grands protecteurs de l'industrie nationale, ne révèle-t-elle pas déjà la présence occulte de Rašin?

* * *

XXI

LA HAUSSE DE LA COURONNE.

En octobre 1921, la couronne tchécoslovaque n'était cotée à Zurich que 0,04 centime. Mais depuis août, quoique liée encore au mark, elle l'emportait déjà sur lui. En décembre, elle s'en sépare, monte brusquement pour atteindre, en janvier 1922, 10 centimes suisses. Durant tout le premier semestre, elle se maintenait sensiblement à ce cours. En août, elle reprenait son ascension rapide jusqu'à 20 centimes et doublait de valeur pour la seconde fois. Ainsi la hausse s'effectue en trois périodes très nettes: séparation du mark, montée au niveau de la valeur intérieure, dépassement de cette valeur sans autre limite en apparence que l'étalon d'or.

Ce redressement d'une devise n'est pas un phénomène isolé. A côté des deux grands types de courbes, devises tendant vers zéro d'une part, d'autre part celles qui ayant atteint le niveau d'un nouveau pair oscillent autour de cet axe suivant une fréquence régulière, il serait facile d'observer chez diverses monnaies des tendances plus originales. L'escudo portugais, le litas lithuanien, le mark finlandais, la leva bulgare avaient été l'objet d'améliorations sensibles. Néanmoins, le cas tchécoslovaque reste singulier: par son importance

d'abord, puisque la couronne passe subitement du groupe des devises dépréciées à celui des devises saines; par ses causes aussi: si l'on cherche à établir, en effet, une correspondance entre elle et les monnaies précédemment citées, on voit que, pour ces dernières une influence prépondérante est exercée, soit par une balance commerciale redevenue favorable, soit par un arrêt de l'inflation. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, il ne semble pas qu'un changement de cette nature puisse expliquer la brusque hausse de 1922. Dès 1918, en effet elle avait répudié l'inflation et sa balance commerciale n'avait, autant dire, jamais cessé d'être active. Rien n'autorise à supposer un revirement décisif de la balance des comptes. Les sociétés continuaient à payer aux actionnaires viennois une rémunération annuelle. L'afflux des capitaux étrangers en 1920 aurait dû avoir pour effet d'alourdir ce tribut par la suite. Données insaisissables et dont l'importance ne saurait être exagérée: La majeure partie des entreprises tchécoslovaques est financée par l'épargne nationale. S'il est des faits nouveaux susceptibles d'être rapprochés de cette appréciation subite, il faudrait plutôt relever le retour à la liberté commerciale poursuivi depuis le début de 1921 et une transformation radicale dans l'opinion de l'étranger.

Durant une première période la couronne tchécoslovaque se sépare du mark. Depuis 1919 leurs cours étaient associés. L'exportation tchécoslovaque se faisait à Vienne contre des couronnes tchécoslovaques: à Berlin contre des marks ou des devises nobles. D'où une demande considérable de couronnes tchèques par Vienne et par contre, la balance commerciale entre la Tchéco-

slovaquie et l'Allemagne étant en faveur de cette dernière, une offre très forte de couronnes par Berlin. De la sorte, les deux puissances germaniques s'interposaient entre les pays occidentaux et la Tchécoslovaquie. Les fluctuations de la livre et du dollar à Berlin ne faisaient que se répéter à Prague, amplifiées même par l'Office bancaire, qui seul les délivrait. D'autre part, la couronne n'était pas cotée régulièrement sur les places étrangères, la demande en étant réduite par suite de la législation en vigueur; si bien que pour son évaluation les commerçants occidentaux s'en remettaient aux indications fournies par les cours des devises nobles à Prague.

Au mois de mars 1921 une tendance de la couronne un peu différente des mouvements du mark avait pu s'observer. Puis elle se laisse entraîner de nouveau. En août elle commence pourtant à faire prime sur le mark. C'est que la chute de ce dernier s'accélère. Désormais sa valeur apparaît fonction bien moins de la balance commerciale que d'une inflation désordonnée. La différence des deux situations ressort chaque jour davantage, puisque de cette inflation la Tchécoslovaquie s'est toujours préservée. Le mark était à la merci d'une panique. La perte de la Haute-Silésie, l'ultimatum des Alliées la déclanchèrent. A l'échéance d'août, le Reich devait trouver pour les réparations 3 500 millions marks or; soit, eu égard à la dépréciation, 65 milliards de marks papier. Pour acheter ces devises il fallut imprimer du papier en abondance. La Reichsbank était débordée; c'était la débâcle. Dans ce désastre le mark polonais, la couronne autrichienne, le leu, satellites trop faibles furent entraînés. La couronne

tchécoslovaque résista à l'effondrement, montrant ainsi qu'elle avait acquis son autonomie, non seulement par rapport au mark, mais par rapport à toutes les devises de l'Europe centrale.

Or, du fait même que le mark était déprécié par rapport à la couronne, il perdait la fonction de monnaie de compte qu'il avait tenue jusqu'alors. Sa chute avait causé de fortes pertes aux exportateurs allemands de Bohême qui avaient pris l'habitude de se faire payer en marks. Ils acceptèrent précipitamment les paiements en couronnes. Mais pour cela il fallait que la couronne fût cotée à l'étranger. La Chambre de commerce de Reichenberg, en octobre 1921, demande que la couronne soit introduite dans les Bourses des capitales scandinaves, où, jusqu'alors, les paiements se faisaient en marks allemands. De plus en plus, Zurich perdait sa suprématie. En décembre 1920, la couronne avait été cotée à Gênes; elle l'est en novembre 1921 à Reval et vers la même époque en Espagne et dans l'Amérique du Sud. En septembre 1921, le mark déchu passe à Prague au rang des devises dépréciées dont le commerce est libre. L'Office bancaire remplace sa provision de marks par des francs.

Ainsi le marché de la couronne s'élargissait, devenait mondial. L'arbitrage était rendu direct avec les principales places étrangères, les communications avec l'Ouest établies. En même temps, la liberté de l'exportation de la plupart des produits, du sucre notamment, avait été décrétée; l'Office bancaire ayant constitué une provision de devises suffisante n'avait plus d'intérêt à en contrôler d'aussi près les transactions. Une recrudescence des exportations en résultait. L'équi-

libre entre la production et la consommation, entre l'exportation et l'importation pouvait se traduire désormais librement dans le cours du change. D'ailleurs, ce cours reflétait fidèlement la situation économique, puisque le nombre insignifiant des couronnes détenues par l'étranger bornait la spéculation (en octobre 1921 les Narodni Listy évaluaient à 1 milliard la quantité des couronnes possédées hors des frontières presque toutes dans les pays voisins). Le cours correspondait donc exactement à la demande des importateurs étrangers. Toutefois la confiance de ces derniers s'affermissait; elle égalait celle des nationaux eux-mêmes le jour où les pouvoirs d'achat intérieur et extérieur de la couronne se confondirent. Cette équivalence coïncida avec le cours de 10 centimes suisses.

Si Engliš avait été ministre alors il se serait efforcé sans nul doute de stabiliser la couronne à ce niveau. Il était plus aisé à l'Office bancaire d'enrayer la hausse présente qu'un an auparavant de conjurer la baisse. Cette fois toute constitution préalable d'un fonds de devises était superflue. Elles affluaient d'ailleurs à ses caisses, ces devises riches, sans effort.

Nombre d'industriels réclamaient que le projet de stabilisation fut repris; et en fait, pendant tout le premier semestre 1922, la couronne resta immobile.

* * *

Durant le premier semestre un fait nouveau se produisit. L'emprunt extérieur qu'en 1919 Rašin n'avait pu obtenir, auquel en 1920 Engliš avait tenté de suppléer par la participation de l'Etat aux bénéfices de l'expor-

tation, allait être conclu. Il s'agit, il est vrai, non d'un emprunt destiné à faciliter la création d'une banque d'émission, comme Rasin en avait eu l'intention, ni d'un emprunt affecté à la stabilisation conformément aux vues d'Englis, mais d'un emprunt d'investissement, quoiqu'il en soit la réserve jusqu'alors affectée par les Etats-Unis à l'égard de l'Europe, donne à ce fait toute sa valeur. Non que pour aboutir à ce succès, la Tchécoslovaquie n'ait dû consentir des sacrifices pénibles à toute nation soucieuse de sa souveraineté. Elle dut donner en gage le produit de ses douanes et du monopole des tabacs. Même, la Société des Nations, offrant pour la première fois son concours à une combinaison financière internationale, accepta de se charger de la protection des porteurs de titres. L'emprunt fut émis à la fois à New-York, Londres et Amsterdam. Il se montait à 3.300.000 livres (2.800.000 livres pour l'Angleterre et 500.000 livres pour la Hollande) et 14.000.000 dollars et était placé par l'intermédiaire des banques Kuhn et Lœb, Rothschild et Schroder, Hope. Le rendement était de 8,3 %. Cette émission donna lieu à une manifestation opportune: sur chaque bulletin, quelques chiffres signés de Bénès résumaient toutes les garanties que l'avenir de la Tchécoslovaquie offrait aux souscripteurs: résultats budgétaires des trois dernières années, ¹⁾ rendement du monopole des

¹⁾ Budget:	Recettes	Dépenses
1920.....	10.426.500.794	15.278.427.032
1921.....	17.298.916.630	18.026.460.044
1922.....	18.884.209.544	19.812.960.479

tabacs et des douanes, ¹⁾ modicité de la dette intérieure. ²⁾

Bénès avait proclamé qu'il n'attendrait pas pour le remboursement les délais prévus. Cette manifestation porta: comme on avait voulu voir dans l'attitude des Etats-Unis l'indice qu'ils comptaient désormais intervenir plus activement dans les affaires de l'Europe, le Financial Times fit remarquer que les avantages consentis à la Tchécoslovaquie tenaient aux conditions exceptionnelles de ce pays et qu'il ne fallait nullement que les Soviets ou l'Allemagne y vissent un précédent. Le nouvel emprunt coté à New-York chiffrà pour ainsi dire le degré de confiance accordé au pays. ³⁾

Les efforts de propagande faits par Englis, la fidélité gardée aux principes de Rasin avaient porté leurs fruits. A ce succès, d'autres éléments avaient contribué. Jusque là il n'y avait pas eu d'inflation, mais l'étranger pouvait toujours craindre qu'un déséquilibre budgétaire trop fort obligeât à y recourir. Or, le dernier budget montrait un équilibre presque parfait. Les années précédentes, une nouvelle invasion magyare, une nou-

¹⁾ L'ensemble des deux gages avait produit en 1921 1.815.500.000 cr. et pour 1922 le rendement était estimé à 1.246.000.000.

²⁾ La dette intérieure ne pouvait être évaluée exactement avant la répartition de la dette d'avant-guerre par la Commission des Réparations. Elle n'était pas en tout cas supérieure à 53 dollars par tête d'habitant, au cours de l'époque.

³⁾ A la cote de New-York figurent un emprunt français et un emprunt tchèque émis dans des conditions analogues. Cours de l'emprunt français : 99 $\frac{1}{8}$ %; cours de l'emprunt tchèque : 93 $\frac{5}{8}$ %, au 31 août 1922.

velle poussée bolchevique restaient possibles; en octobre 1921, la rapidité de la mobilisation provoquée par le second retour de Charles de Habsbourg avait révélé à tous les yeux la souplesse et la valeur de l'organisation de l'armée. Enfin, l'essor économique sans doute plein de promesses n'avait pas comporté, jusqu'à présent, de réalisations bien visibles. Diverses expériences malheureuses de commerce étatique n'étaient pas oubliées. Mais la publication du bilan commercial pour 1921 présentait un actif de 4.877.000.000 couronnes, soit 692.000.000 couronnes de plus qu'en 1920 ²⁾).

Tous ces facteurs se conjuguèrent, confirmaient le jugement des Etats-Unis, que parmi les Etats nouveaux de l'Europe centrale il existait un point fixe où les spéculateurs pouvaient se rapprocher. Il résultait de l'enquête des financiers américains que la Tchécoslovaquie présentait les mêmes promesses qu'eut tenues l'Allemagne, libre de réparations.

La fuite devant le mark et devant la couronne prenait des allures de panique. Les exportateurs allemands voulant mettre à l'abri leurs gains hors des frontières, trouvaient plus avantageux de les placer en couronnes tchèques qu'en dollars ou en livres. Les spéculateurs neutres cherchaient à compenser par des achats de couronnes les ruines que leur espoir obstiné d'un relèvement du mark leur avait fait subir. Quant à l'Office bancaire qui, peut-être, avait donné au mouvement la première impulsion, il le laissait se poursuivre. La couronne ne regagnait-elle pas sa véritable valeur?

Dans les derniers jours de juin, la hausse atteignait

²⁾ Import. : 22.435; export. : 27.312.

10 %, tandis que, durant la même période, les devises des Etats clients de la Tchécoslovaquie se dépréciaient dans la même proportion. En juillet et août, ces mouvements inverses s'accroissaient. Du 1^{er} juillet au 28 août, la couronne tchèque gagnait 53 %, tandis que toutes les autres monnaies de l'Europe centrale accéléraient leur chute, le mark se dépréciant de 417 %, le mark polonais de 205 %, la couronne hongroise de 180 % et la couronne autrichienne de 456 %.

Une valorisation rapide était demandée de toutes parts. L'ancien ministre Forst déclarait, dans un discours à la Société d'Economie politique, que l'adoption de l'étalon d'or était suffisamment préparée. L'Office bancaire était en mesure de fournir une couverture à la circulation de 35 %, grâce aux achats de devises étrangères qu'il avait multipliés depuis le début de l'année. Le trésor métallique était monté de 553 millions de couronnes tchèques en janvier à 820 à la fin de novembre et la provision de devises de 533 à 1029 millions ¹⁾. Cette valorisation semblait d'autant plus désirable que l'amélioration de la valeur intérieure de la monnaie ne suivait que de loin celle de la valeur extérieure.

* * *

¹⁾ Provision qui, au fur et à mesure que la couronne montait, devait être évaluée à un prix en couronnes inférieur au prix d'achat. Ce qui explique que l'Office n'était guère tenté de l'augmenter outre mesure.

XXII

LA BAISSÉ DES PRIX.

Dire que la hausse de la devise nationale exerce sur les prix intérieurs une influence déterminante serait ne donner du phénomène qu'une idée incomplète. Cette affirmation n'explique pas certaines particularités qui semblent faire exception à la règle: aucune hausse de la livre ne précède, par exemple, le fléchissement de l'index-number en Angleterre; pas plus que l'amélioration du mark au début de 1923 n'a apporté d'atténuation à une cherté croissante. Les mouvements des changes ne suffisent donc pas à rendre compte entièrement de ceux des prix. De même que les facteurs de la hausse des prix sont dans l'ordre de leur apparition: rareté, change, défiance, de même la baisse est déterminée par la surproduction, le change et la confiance.

* * *

Une fois reconstitués les stocks détruits par la guerre, le monde découvrit en 1920 qu'il s'était organisé pour une production bien supérieure aux besoins normaux. La baisse des prix était le seul moyen de garder des débouchés disputés. Les pays qui, pendant les hosti-

lités, avaient fourni les vastes marchés interdits aux belligérants, furent atteints les premiers. Mais la mutuelle pénétration de l'économie des nations est telle que cette baisse des prix devait gagner de proche en proche toutes les contrées européennes.

Les dernières atteintes avaient pourtant l'avantage d'être averties. Elles eurent le loisir de se défaire progressivement des provisions achetées au prix fort. La Tchécoslovaquie, isolée par les conditions défectueuses des transports et par son organisation commerciale, ne resta pas cependant complètement à l'écart de cette première vague de baisse. Le reflux s'y fit sentir par l'intermédiaire des produits à marché mondial. Les denrées coloniales, cacao, café, baissèrent instantanément et d'autant plus vite qu'elles étaient sujettes à des droits d'entrée moins élevés. Les marchandises à entrée libre firent baisser les prix des mêmes marchandises indigènes et ceux des produits similaires. Le coton agit par influence sur la laine et la graisse sur le beurre. Cette disposition à la baisse ¹⁾ commença ainsi en Tchécoslovaquie alors même que la couronne poursuivait sa dépréciation.

Mais cette tendance rencontrait une résistance de la part des syndicats qui n'avaient aucun intérêt à diminuer leurs prix de vente, tant que les débouchés extérieurs leur restaient ouverts. Or, précisément les embarras de l'Angleterre et des Etats-Unis rendaient la concurrence plus facile. La baisse commencée dans ces pays engageait même les producteurs tchèques à

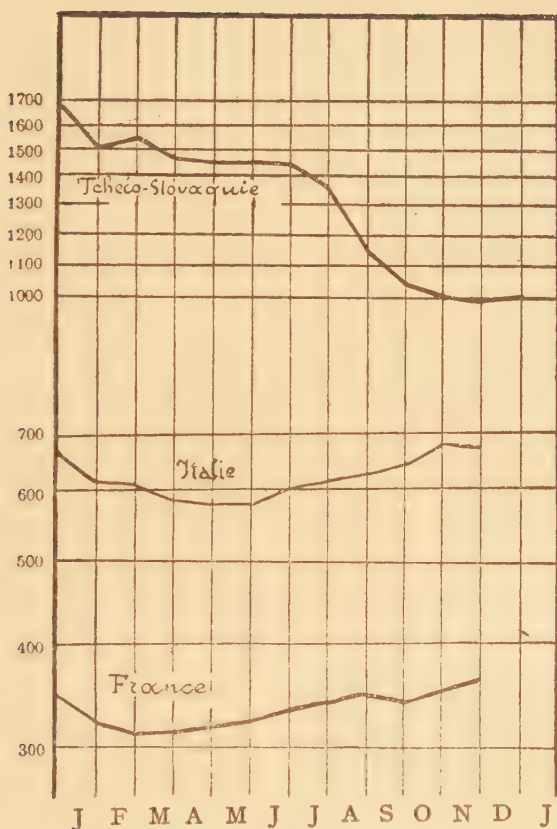
¹⁾ Indice juillet 1914, 100; janvier 1921, 1606, février 1494, mars 1923, avril 1450, mai 1456, juin 1445; mai 1922, 1444, juin 1475, juillet 1450, août 1290.

la prudence et les empêchait de constituer des stocks trop considérables. Cette résistance des négociants ne devait fléchir que le jour où la hausse de la couronne leur fit craindre l'éventualité de la mévente. C'est alors seulement qu'ils résolurent de diminuer leurs prix de revient par des réductions de salaires et par une meilleure organisation. A partir de cette époque, tout en luttant contre le courant de la baisse, ils s'y laissent aller lentement.

Grâce à leurs efforts d'ailleurs, à cette lutte obstinée contre la gêne du change ils obtinrent de conserver la plupart de leurs clients étrangers; si l'on compare en effet la valeur or des exportations en 1922 et dans les années précédentes on s'aperçoit que cette valeur a augmenté¹⁾. Il semblerait en résulter que la crise tchécoslovaque doive être attribuée pour la plus grande part à la restriction de la consommation intérieure. Ici apparaît le troisième facteur: L'acheteur national confiant dans une appréciation prochaine de la couronne se prive momentanément pour profiter d'une baisse qu'il entrevoit.

L'influence décisive du change sur les prix ressort nettement de la comparaison de deux courbes: celle de la couronne et celle des indices de cherté. L'une et l'autre répètent simultanément à deux reprises une sinuosité identique. Si l'on se reporte au tracé ci-contre, on voit d'abord que la pente légère de décembre s'accroît en janvier. C'est précisément le mois où la couronne atteint brusquement à Genève 10 centimes

¹⁾ Excédent en dollars des exportations : 1922, 142.000.000; 1921, 61.000.000. Exportation en tonnes en 1921 : 9.742.735; 1922 : 9.455.022.



Baisse des prix en 1922.

(J. F. M., c'est-à-dire: janvier, février, mars, avril, etc.; la lettre alphabétique indique le mois.)

suisses. De janvier à juin, les prix de gros comme le change sont relativement stables. En juillet la chute des prix reprend et se fait à partir d'août plus abrupte, coïncidant exactement avec les mouvements du change. Cette correspondance paraît d'autant plus significative que toute influence saisonnière semble absente et que, d'autre part, aucun décalage ne s'observe, comme il arrive généralement, puisqu'un certain délai est nécessaire afin de laisser au change le temps d'agir sur les prix. En septembre 1922, la Commission paritaire entre entrepreneurs et ouvriers établit que le coût de la vie pour une famille de 3 personnes a baissé depuis le 1^{er} novembre 1920 de 31,94 %. L'accélération de la courbe, en automne, indique que toutes les causes agissent à la fois: diminution des salaires, réaction plus rapide des entrepreneurs, décision des cultivateurs, dans l'esprit desquels la couronne se rapproche de sa valeur d'avant-guerre, de consentir enfin une réduction des produits de leurs fermes¹⁾.

Si, au lieu de considérer une courbe moyenne, nous analysons une à une les courbes des diverses marchandises, cette étude confirme les observations précédentes.

Les courbes du charbon et du blé dessinent un tracé parallèle à la courbe moyenne et à celle du change.

¹⁾ En avril 1921 sur le marché de Prague :

pommes de terre	40 ou 50 hellers le kilo,	
oignons.....	1 cr.	»
choux	1,80 cr.	»
carottes.....	1 cr.	»
porc	24 cr.	»
bœuf	8 à 11 cr.	»
prix d'un repas :		15 cr.

Ces deux produits reflètent exactement les conditions de l'agriculture et de l'industrie et sont d'une utilité si générale qu'on a pu les comparer à l'or en tant que commune mesure des valeurs. Soustraits à l'influence d'une demande pour ainsi dire constante, ils expriment l'un et l'autre parfaitement les variations de la valeur intrinsèque de la monnaie. Leur allure souligne l'amélioration de la couronne.

Si, à l'opposé, nous considérons la courbe des objets spécialement destinés à l'exportation, comme la verroterie, nous remarquons une baisse bien plus rapide. Dans cette catégorie, les prix baissent par rapport à 1919 et 1920 quelque fois de 75 % (perles noires). L'influence de la mode accentue la nécessité de liquider les articles à n'importe quel prix.

La courbe du textile est particulière aussi. La chute brutale se produit en janvier et février 1922. Elle s'explique naturellement par le fait qu'à la crainte d'une perte des débouchés extérieurs, s'ajoute un resserrement violent de la consommation intérieure. La volonté d'économiser se porte d'abord sur les vêtements, objets moins indispensables. Cette courbe est donc un signe avant-coureur de l'opération qui s'effectue dans l'esprit même de la population.

De même qu'une monnaie n'est véritablement dépréciée que lorsque ceux qui en usent réadaptent tous les prix, quelqu'en soit la demande, suivant une échelle appropriée, de même une monnaie ne s'apprécie réellement que lorsque les nationaux en viennent à l'estimer davantage. C'est à ce moment seulement que les détaillistes consentent à tenir compte de la baisse des prix du gros. Cette dernière phase permet de réajuster sans

heur les revenus. Au début de janvier 1923, tandis que les prix mondiaux sont orientés vers la hausse, les prix de détail, en Tchécoslovaquie, continuent à baisser. Preuve bien nette que le dernier stade dans l'amélioration de la valeur intérieure est atteint.

* * *

Quoique coïncidant dans le temps, les mouvements du change et des prix n'atteignent pas, surtout au début, la même amplitude. La valeur extérieure rejoint la valeur intérieure, puis la dépasse. Malgré la baisse des prix tchécoslovaques, exprimés en couronnes tchèques, ils n'ont cessé de s'accroître si on les évalue en or. Or, pour un pays exportateur, la baisse des prix n'offre surtout d'intérêt que par rapport à l'étranger.

La *Neue Preie Presse* du 12 octobre 1922 publiait un tableau intéressant à cet égard :

Index des prix de gros des denrées alimentaires en Tchécoslovaquie et en Autriche (base 100 en 1914)

	Tchécoslovaquie		Autriche	
	Prix en Cr. tchèques	Prix en or	Prix en Cr. autrich.	Prix en or
1914.....	100	100	100	100
1921.....	1.500	96	20.000	50
Mai 1922	1.444	144	137.100	75
Juin 1922	1.475	147	242.100	76
Juillet 1922.....	1.430	159	328.200	68
Août 1922	1.290	195	722.400	66

L'Autrichien et le Tchèque, situés dans leurs pays respectifs, voient le premier les prix monter, le second la cherté s'atténuer. Mais pour l'étranger, l'inverse se produit: c'est la Tchécoslovaquie qui lui paraît le pays inabordable, l'Autriche celui où l'on voyage de jour en jour à meilleur compte. Il en résulte pour l'industrie tchécoslovaque, en dépit de ses efforts réels, non seulement une entrave à ses exportations en Autriche, mais encore une aggravation de la concurrence autrichienne.

Si, au lieu de comparer la situation en Tchécoslovaquie à celle des pays dépréciés, nous mettons en regard celle de la Suisse et des Etats-Unis, nous remarquons qu'à l'intérieur de ces pays la baisse se poursuit également. Au commencement de 1922 les prix y étaient plus bas qu'en Tchécoslovaquie. Mais le résultat de cette course à la baisse est au désavantage de la Tchécoslovaquie qui se laisse distancer. En août et en septembre, malgré la baisse des prix tchécoslovaques, ils dépassent ceux de la Suisse et des Etats-Unis. Ce n'est qu'en décembre que le niveau se rétablit.

Dans ces conditions, non seulement la baisse des prix intérieurs est moins forte que celle des changes étrangers, mais relativement aux prix mondiaux, elle

	Janv.	Avril	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Tchécoslovaq.	1675	1491	1386	1155	1059	1017
Etats-Unis ¹⁾	2316	1699	1467	1126	994	999
Suisse ²⁾	2860	1992	1506	1121	989	994

¹⁾ Index traduit en couronnes tchèques au cours du change du mois.

²⁾ Idem.

est nulle. Cette discordance devait provoquer une crise violente, crise passagère sans doute, car, dès le second semestre de 1922, le réajustement s'opère, aidé par l'accroissement de la cherté en Autriche et en Allemagne, mais qui ne risquera pas moins d'ébranler l'économie du jeune Etat.

* * *

XXIII.

LA CRISE.

L'année 1922 vit simultanément à la hausse de la couronne se développer une crise violente. Toutefois, les causes de ce phénomène remontent à une époque même où la couronne était dépréciée. Une suite d'ondes très amorties et de plus en plus sensibles ont précédé la brusque poussée d'août 1922. Dès la fin de 1920, les effets de la crise mondiale atteignaient l'Europe centrale. Très atténués, il est vrai. A cette époque, les besoins des consommateurs n'avaient pas encore été complètement satisfaits dans ces régions particulièrement éprouvées par le blocus. Sans doute l'industrie textile, étroitement dépendante des fournitures américaines ¹⁾, avait été directement atteinte par la secousse générale. Mais, ce cas mis à part, la baisse des prix mondiaux avait plutôt avantage l'industrie tchécoslovaque. Elle trouvait à importer à meilleur compte les matières à transformer.

En 1921 semble se dessiner une crise nouvelle qui provient cette fois de causes spéciales. Les marchés environnants commencent à se saturer. Ils sont plus âprement disputés. Or, la concurrence allemande est

¹⁾ Et de plus sujette périodiquement à ces sortes de crise

dure à soutenir. L'Allemagne est favorisée par une technique et une organisation commerciales supérieures. De plus, si la cherté augmente dans les deux pays, en Tchécoslovaquie, ce sont les éléments du coût de production qui en sont surtout affectés, du fait de l'augmentation des impôts et des salaires, tandis qu'en Allemagne, la hausse atteint d'abord les objets de consommation. Tout compte fait, la vie augmente en Allemagne moins rapidement.

Cependant, les efforts du gouvernement et des industriels avaient eu raison d'une situation défavorable. L'exportation s'orienta vers les pays à change élevé. Les traités de commerce rouvrirent certaines frontières. Après les mécomptes des années précédentes, la verrerie, la porcelaine ¹⁾, les textiles connurent en 1921 une situation florissante.

A la fin de cette même année, l'effondrement des devises allemandes, autrichiennes, polonaises... est, pour l'industrie tchécoslovaque, la cause de difficultés nouvelles. Les exportations tchèques se décomposent en effet en articles de luxe (verrerie, faïence, éditions de musique, shakos), susceptibles d'être expédiés dans le monde entier ²⁾ — ces exportations n'éprouvent qu'une faible gêne de la fermeture subite des débouchés voisins —; et pour le surplus, soit 60%, de produits (métallurgie, textile, bois) qui ne peuvent être écoulés qu'à proximité. Non seulement les marchés les plus facilement accessibles devenaient inabordables, mais encore

¹⁾ Exportation de la porcelaine à la fin de 1921 : 20.000.000 cour. par mois.

²⁾ Il faut faire rentrer dans cette catégorie la bière universellement réputée.

la baisse des devises dépréciées permettait à l'Allemagne une concurrence aisée sur tous les points du monde où les produits similaires étaient en présence. En novembre 1921, la crise sévissait déjà dans la métallurgie ¹⁾ et gagnait l'industrie chimique ²⁾ et les mines. Les houillères du Nord de la Bohême, dont 35 % de la production allait déjà en temps de paix en Allemagne et qui devaient exécuter les contrats stipulés en marks, perdirent pour tout le bassin 21.000.000 de couronnes par mois. Devant la perspective de la ruine, certaines industries commençaient à émigrer, les filatures en Hongrie où le gouvernement les attirait par de multiples faveurs, les fabriques de céramique en Allemagne.

* * *

Les industriels cherchaient à s'adapter à cette situation nouvelle, lorsque survint la brusque hausse de la couronne en 1922. Cette fois, c'était le commerce des pays occidentaux, Suisse, France, Angleterre qui se trouvait à son tour compromis. Le premier effet fut une perte immédiate pour tous les fabricants qui avaient des commandes en cours. Contre un produit livrable en Suisse, la somme convenue en francs suisses ne repré-

¹⁾ Witkowitz a dû licencier une partie de son personnel. Le prix du coke et des transports rend impossible de concurrencer les Allemands. Les ventes ne se traitaient plus qu'à court terme, les wagons vendus ne sont pas payés. (Berichte aus den Neuen Staaten du 24 novembre 1921.)

²⁾ L'industrie chimique est si concurrencée par l'Allemagne que les droits protecteurs les plus forts ne serviraient à rien. C'est une réorganisation complète qui importe (même source).

sentait, traduite en couronnes tchèques, que la moitié du bénéfice prévu. D'un coup, les exportateurs voyaient tous leurs calculs déjoués. Ceux qui, dans leurs prévisions, avaient fait une large part au privilège d'un change bas furent ruinés. Les autres durent procéder pour l'avenir à un réajustement de leur prix de revient de façon à maintenir ou à n'élever que dans une faible mesure leur prix de vente à l'étranger. Cette adaptation laborieuse ne pouvait produire de résultats qu'à la longue. Dans l'intervalle, les commerçants japonais, belges et américains pour la verroterie, polonais pour le bois ¹⁾, anglais pour les textiles, autrichiens et allemands pour la métallurgie profitaient des embarras de leurs concurrents. Bien plus, le charbon d'Autriche et le fer allemand étaient offert en Bohême même, à la place des produits indigènes. La crise était encore aggravée par cette circonstance que le consommateur local, à l'égard duquel les prix restaient pourtant immuables, restreignait sa demande en prévision d'une baisse inévitable.

* * *

Le nombre des faillites et des chômeurs fera juger de l'intensité d'une crise dont nous venons d'indiquer les causes.

Le *Prager Tagblatt*, dont les attaches sont étroites avec la banque et l'industrie du pays, déclare qu'au cours de 1922 cent entreprises environ ont déposé leurs bilans. Le passif atteindrait 290 millions ²⁾. D'autre part,

¹⁾ La France, gros acheteur de bois, s'adressa à la Pologne. La Hongrie remplaça le bois slovaque par celui de Siebenburg.

²⁾ Y compris la banque Moravo-Silésienne, 150 millions.

1435 concordats ont été accordés, accusant un passif de 995 millions et un actif de 483 millions. Pour la majeure partie, ces faillites se sont produites de juillet à décembre : 70 dans les quatre mois de la brusque hausse de la couronne, révélant un passif de 490 millions, alors que 29 bilans avaient été déposés seulement pendant les huit premiers mois avec un passif de 190 millions.

Quelles branches ont été les plus profondément atteintes ? L'industrie la plus touchée est celle qui occupe le premier rang en 1920 dans la statistique de l'exportation.

L'industrie textile, en effet, peu concentrée, munie d'un outillage moins perfectionné qu'en Angleterre et qu'elle se procure à l'étranger, déjà ébranlée en 1920, voyait se restreindre à la fois la demande intérieure, car les détaillistes liquidaient leurs fonds avant de les renouveler, et la vente sur les marchés habituels de l'Orient et de l'Europe centrale, du fait de la débâcle monétaire et de la ruine des classes moyennes, principales acheteuses dans ces régions ¹⁾.

La verrerie ²⁾ qui était arrivée à reconquérir sa clien-

¹⁾ En août 1922, sur 74.156 métiers à tisser, 34.613 sont arrêtés, 39.543 seuls travaillent, soit 53,32 %. Dans les filatures sur 2.030.776 broches, 443.310 sont complètement arrêtées, soit un pourcentage d'activité de 78,17 %. Dans les deux cas, il faut tenir compte en outre du travail à temps réduit.

²⁾ La verrerie occupe le 3^e rang en valeur dans les exportations ; après le sucre. Les exportations ont été développées en 1920 atteignant une moyenne mensuelle de 11.700 tonnes, dont 6.600 vers des pays autres que les Etats successeurs.

tèle occidentale et avait amélioré sa technique après la guerre, est ensuite la plus éprouvée. Les commandes ne manquent pas, mais il faut travailler à perte, et elle ralentit son activité en attendant d'avoir pu réduire ses frais.

L'assemblée générale de l'industrie de la porcelaine réunie le 21 août constata que, depuis la fin de juin, aucune commande n'avait été acceptée et que les établissements devraient suspendre le travail dès la fin de septembre.

La situation des houillères, défavorisées par de lourdes taxes et les hauts frais de transport et dont les exportations sont les plus importantes en poids sinon en valeur n'avait jamais été brillante. Elles avaient subi le contre-coup le plus grave de la baisse du mark. Cependant, en août, une légère amélioration est constatée ¹⁾. Le rendement de l'ouvrier par équipe a augmenté de 10 quintaux.

Les établissements métallurgiques, tributaires de l'Allemagne et de la Suède, et que préoccupait la nécessité de se réadapter aux productions de la paix, avaient déjà baissé en août 1922 leurs prix à la moitié de ceux de 1920. Néanmoins, ils voyaient encore en août le

Elles diminuèrent durant la 1^{re} moitié de 1920 pour reprendre au début de 1922. En juillet 1922, les exportations atteignaient 13.400 tonnes dont 9.800 vers les pays autres que les Etats successeurs.

¹⁾ Du 1^{er} juillet au 30 septembre 1922, le nombre des établissements en activité est diminué de 8 en Bohême et de 2 en Moravie. Le nombre des équipes est diminué de 3.235. L'extraction totale des charbons est diminuée de 3.909.261 soit de 5,18 % par rapport à la période précédente.

fer indigène de 150 % plus cher que le fer rhénan. Leur cartel menait depuis deux ans la lutte contre l'Alpine Montangesellschaft de Stinnes en Autriche. Cependant les fabriques allemandes sont surchargées de commandes au point qu'elles mettent à leur livraison un retard dont profite la métallurgie tchèque, et en novembre une reprise se manifesterait qu'accroîtraient les événements de la Ruhr ¹⁾.

Etant donnés les rapports étroits de la Banque et de l'industrie en Tchécoslovaquie, il peut paraître étonnant que les banques aient aussi facilement surmonté la crise. Cette résistance s'explique par la diversité de leurs participations, permettant la division des risques, par l'union des principales d'entre elles en un Konzern sous les auspices de la Zivnostenska et par les sévères conditions qu'elles mettent à leurs avances. En outre, elles avaient tiré d'importants bénéfices des opérations d'arbitrage. Enfin, elles disposaient de réserves considérables amassées dans les années de prospérité.

* * *

¹⁾ La Poldi Hutte a maintenu sa capacité d'exportation grâce à d'habiles transactions sur les devises. La Prager Eisen et les Ringhoffer Werke doivent à la Banque d'escompte de Bohême plus de 100 millions.

	Janv. 1921	Août 1922
Cours des actions : Prager Eisen ...	1.730	745
Poldi	700	369
Skoda	520	446

Le chômage était, avec ces menaces de ruine, la conséquence du ralentissement de l'activité industrielle. Il avait atteint son maximum en Tchécoslovaquie au cours de 1919; il était dû à cette époque à la stagnation de l'industrie, privée de matières premières, et 260 000 chômeurs recevaient des secours du gouvernement socialiste ¹⁾, puis leur nombre n'avait cessé de décroître jusqu'en octobre 1922. Les chiffres officiels indiquent :

En novembre 1921 .	12 000 chômeurs secourus par l'Etat; 8 813 chômeurs secourus par les entreprises;
Fin mai 1922	30 300 chômeurs secourus par l'Etat; 24 800 chômeurs partiels secourus par les entreprises;
Fin juillet 1922	25 350 chômeurs secourus par l'Etat; 22 600 chômeurs secourus par les entreprises;
Fin octobre 1922 ..	127 300 chômeurs secourus par l'Etat.

¹⁾ Le chômage, depuis la fin de 1921, avait réapparu dans les pays à change haut, et en 1922, non seulement il sévit particulièrement en Angleterre, en Suisse, en Hollande et dans les pays scandinaves, mais il n'épargne ni la Belgique, ni l'Italie, ni même la Pologne. L'Allemagne et la France semblent seules préservées. Au début de 1922, la crise passe par son maximum. Depuis lors elle décroît d'autant plus rapidement que la lutte est menée par un pays mieux organisé, les pays à change sain y trouvant un remède naturel dans la diminution des prix.

En octobre, le nombre a presque doublé par rapport au mois précédent. D'après les statistiques du ministère de la Prévoyance sociale, les secours se décomposent ainsi :

67 000 chômeurs complets : 43 000 hommes

24 000 femmes

59 000 personnes à leur charge

62 300 chômeurs partiels : secourus par les entreprises

29 200 personnes à leur charge.

Cet accroissement tient surtout à la situation critique des verreries : celle d'Aussig-Teplitz renvoyait en août 1922 12000 ouvriers à elle seule. En septembre, les usines de Witkowitz en congédiaient 8000. Les fonds de secours distribués par l'Etat s'élevaient au 14 novembre à 100 millions de couronnes. Il faut tenir compte en outre du fait que le nombre réel des sans-travail devait être bien plus élevé. Citons, sous toutes réserves, que le Pravo Lidu en août 1922 en estimait le nombre à 600 000. La Fédération industrielle des mines tchèques donnait au début de décembre le chiffre de 529 664. Les caisses des syndicats qui, d'après la loi et suivant le système de Gand, doivent prendre à leur charge ces allocations ¹⁾, étaient encore trop démunies pour le faire, la plupart des secours étaient versés directement par l'Etat. L'approche de l'hiver faisait craindre une augmentation importante des misères à soulager.

* * *

¹⁾ L'Etat y participant pour une part égale à celle du syndicat.

Les industriels devaient réagir et, pour se réadapter à la situation nouvelle qui leur était faite, s'efforcer de diminuer le coût de production.

Ils tentèrent d'augmenter d'abord le rendement. Ils pouvaient y parvenir par la rationalisation de la production, en s'inspirant des méthodes américaines:¹⁾ par l'analyse — et des enquêtes furent faites dans certains grands établissements afin de rechercher les pertes de temps et de matière première et d'y remédier — par la coopération entre ouvriers et patrons et entre chefs des différentes grandes entreprises. Mais des améliorations modernes avaient déjà été faites depuis la guerre, et des perfectionnements nouveaux n'étaient guère possibles, tant que les banques mettaient à l'octroi de leur crédit des conditions aussi onéreuses (elles ne prêtaient qu'à 12 ou 15 %). En attendant, les fabriques liquidaient les réserves de marchandises qu'elles avaient pu constituer les années précédentes. Elles augmentaient leur puissance de résistance par des fusions et des accords. La métallurgie, les sucreries dépendaient déjà de puissants cartels et l'industrie de la brasserie s'était concentrée également. L'étroite liaison qui existait entre les industriels allemands du nord de la Bohême et ceux du Reich se resserra et permit des combinaisons qui, adoucissant les

¹⁾ En décembre 1922, il est créé un Institut d'études pour l'Economie technique et industrielle auprès de l'Académie Masaryk du Travail où collaborent les principaux spécialistes tchèques et les représentants des entrepreneurs et des employés. Il est créé également une Société de standardisation.

conditions de la concurrence, profitèrent aux uns et aux autres ¹⁾).

Un remède plus radical consistait à agir sur les facteurs même de la production. La diminution des salaires était la mesure la plus propre à diminuer le prix de revient, étant donné que l'incorporation de cet élément dans le produit fini se répète à chaque phase de la transformation. La baisse du prix des céréales importées s'étendant à celle des produits agricoles indigènes, était un indice d'une diminution prochaine du coût de l'alimentation et permettait, dans une certaine mesure, d'envisager une réduction des salaires. Ceux-ci furent diminués par étapes, les indemnités de cherté de vie étant d'abord supprimées ainsi que celles pour charges de famille. C'était un retour vers une rémunération plus normale correspondant au travail fourni plutôt qu'aux besoins du travailleur. Pour la même raison, les salaires des manœuvres, qui avaient été le plus augmentés en 1920, subirent les plus fortes réductions. Ce réajustement ne pouvait aller sans résistance de la part des organisations ouvrières. Les grèves et les lock-out se font plus violents en 1922. En mai 1922, les mineurs obtiennent que la réduction ne soit que de 10 % au lieu de 20 % proposée par les patrons. Mais la résistance diminue quand la nécessité de la conciliation est démontrée par les nombreuses

¹⁾ Des pièces métallurgiques allemandes étaient importées par exemple sous bénéfice de l'admission temporaire, montées par les usines tchèques et réexportées en bénéficiant du pavillon tchécoslovaque dans les pays dont l'accès était malaisé à l'Allemagne.

fermetures d'usines plusieurs jours par semaine. En définitive, les salaires ont été abaissés :

Dans l'industrie minière	30 %
Dans l'industrie métallurgique :	
(Bohême centrale)	20 à 22 %
(Bohême occidentale)	17 %
Dans l'industrie céramique	15 à 25 %
Produits chimiques	20 %
Papeterie	26 %
Brasserie	20 %
Verrerie	40 à 50 %
Porcelaine	30 %
Textile	20 %

Les salaires des employés donnaient lieu à des réductions beaucoup moins importantes (7 à 8 %).

A force d'ingéniosité et de ténacité, l'industrie arrivait à s'adapter à un cours de 14 centimes suisses. Des causes extérieures allaient lui venir en aide. Peu mettaient leur espoir dans la réouverture du marché russe dont l'importance était si limitée avant la guerre,¹⁾ mais la hausse du sucre, plus tard l'occupation de la Ruhr et surtout la montée des prix autrichiens et allemands au niveau mondial apporterait, à certaines branches de l'industrie du moins, un soulagement propice.

Il n'était guère sage de compter sur ces circonstances fortuites, mais l'industrie était au bout de ses efforts

¹⁾ La valeur moyenne annuelle de l'importation de la Russie était de 1908 à 1913 de 1.476.219.000 roubles or dont 338.550.000 concernaient des produits manufacturés.

de compression et ne pouvait les continuer qu'avec le concours de l'Etat. Il apparaît très nettement, en effet, que le chômage à partir de la fin de 1922 diminuera d'autant plus nettement que l'industrie est indépendante du prix du charbon et des transports. Or, l'Etat seul pouvait agir sur ces éléments. Cependant, le gouvernement se trouvait lui-même dans une situation critique. Le budget, fixé à 19 milliards de couronnes, était resté immuable, bien que la monnaie eut doublé de valeur. La hausse de la couronne, en diminuant la rentrée des impôts, faisait craindre un déficit et augmentait dans les dépenses la part du service de la dette. Engliš calculait que, si la couronne montait au pair, la proportion de la dette serait de 40 % au lieu de 14 %. D'autre part, tout essai de diminution des traitements se heurterait à l'opposition des partis et de la majorité socialiste. La crise économique risquait de se compliquer d'une crise financière et d'une crise politique.

Les industriels avaient envoyé dès juin une délégation au président pour attirer son attention sur les effets désastreux d'une hausse qui n'était encore qu'à son début : le 25 août, le Conseil Central de l'industrie tchécoslovaque, dans une assemblée générale, avait proposé entre autres remèdes de réduire les dépenses budgétaires afin de supprimer au plus tôt l'impôt sur les charbons et procéder à la réduction des tarifs ferroviaires et postaux, de hâter la conclusion des traités de commerce avec les principaux clients de la Tchécoslovaquie et de libérer le commerce des devises. L'Etat avait déclaré qu'il lui était impossible de baisser les tarifs des chemins de fer (août 1922). La taxe sur

le charbon avait été baissée de 42 à 7 couronnes et ne pouvait l'être davantage avant que d'autres recettes eussent été trouvées. En septembre, il fit un appel à la population : « Depuis qu'elle est constituée en Etat, « la Tchécoslovaquie est restée fidèle au principe de « n'émettre aucun billet de banque sans couverture, « et elle continuera à lui rester fidèle, parce qu'il est « de nature à produire l'assainissement économique, à « consolider et à assurer la liberté et l'indépendance « de la république. Les Etats voisins ont atteint une « profonde dépréciation monétaire qui menace d'abou- « tir à une crise mondiale des débouchés. La hausse de « la couronne tchécoslovaque sur les marchés de l'étran- « ger est de nature à aggraver cette crise qui ne peut « être surmontée que si la capacité d'achat à l'intérieur « est adaptée à son cours international. Pour empêcher « la Tchécoslovaquie de tomber dans la même détresse « que ses voisins, il faut que la force morale de la bour- « geoisie s'éveille et collabore aux mesures prises par « le gouvernement. Dans le budget de l'année prochaine, « la plus grande économie sera pratiquée pour abaisser « les impôts et pour aider la production à réduire ses « prix. L'exemple donné par le gouvernement devra « être suivi par tous les corps représentatifs des provinces « et des communes. Par le perfectionnement de la pro- « duction, par l'amélioration de la capacité de rende- « ment, il faudra s'efforcer de rendre les produits moins « coûteux. La Tchécoslovaquie ne peut suivre une po- « litique de protection douanière. Les banques et les « établissements financiers devront faciliter les con- « ditions de crédit en réduisant les taux et appuyer « les efforts faits par l'Etat pour limiter la spéculation

« sur les devises. Dans la mesure de ses pouvoirs lé-
« gaux, le gouvernement veillera à la fixation des prix
« dans les industries, au contrôle rigoureux des causes
« pour lesquelles le travail est réduit ou suspendu,
« à l'exécution des travaux publics nécessaires, à la
« réduction du taux d'intérêt sur les emprunts dans les
« établissements financiers, à la révision de la taxe
« sur le charbon. Il proposera à l'Assemblée nationale
« d'accroître les subsides aux chômeurs, de régler par
« une loi les délais de préavis en cas de renvois en
« masse et d'adopter une loi sur la répression adminis-
« trative de la hausse illicite. Il compte supprimer
« les coefficients sur les droits de douane, réduire les
« tarifs de chemins de fer et graduellement ceux de la
« poste.

« Le gouvernement fait appel à la conscience des
« citoyens pour qu'ils consentent les sacrifices néces-
« saires au raffermissement de l'Etat et de l'économie
« nationale. »

C'était bien là un plan d'ensemble, mais à très longue échéance. Il est certain que, si le gouvernement avait profité des dispositions favorables des Etats-Unis pour conclure aussitôt un emprunt, dont le produit eût été affecté à la réduction immédiate de la taxe sur le chiffre d'affaires (dont le taux est de 2,2 %), du coût des transports, qui influe si directement sur le prix de la vie, et de la taxe sur le charbon, il eût apporté à la crise un soulagement immédiat.

De la sorte, l'appréciation de la couronne eût été consolidée avec le minimum de pertes.

Cependant, le temps pressait, la situation politique devenait critique: Agrariens et industriels s'accusaient

mutuellement d'avoir provoqué la hausse des prix. Les communistes s'agitaient. Il fallait un chef qui pût imposer sa volonté aux partis et les dominer. Il était temps que Rašin qui, depuis un an, dirigeait dans l'ombre l'évolution financière du pays, prît les responsabilités de sa méthode. La Piétka, Conseil des chefs des cinq partis qu'il avait constituée à la fin de 1920 en vue d'arrêter, par des conciliations réciproques, une ligne de conduite conforme à l'intérêt de l'Etat, avait joué depuis cette époque à côté des ministères le rôle d'un gouvernement occulte; leur coalition fut appelée au pouvoir le 5 octobre 1922.

* * *

XXIV

LE RETOUR DE RAŠIN.

Rašin reprenait la direction des Finances; il y revenait au bout de 3 ans. Dans l'intervalle, quoique absent, sa pensée avait régné. Seul Engliš avait un moment tenté d'imprimer une direction propre à l'évolution financière du pays. Après la hausse de la couronne, Rašin revenait au moment où son œuvre avait produit de clairs effets. Des rumeurs l'accueillirent: déjà l'on présageait une hausse nouvelle, rapide et ruineuse, sans autre terme que la parité-or. C'était oublier sa sagesse et sa prudence. L'on s'abusait moins en attendant de lui la mise en pratique avec son énergie coutumière des grandes vertus qu'il n'avait cessé de proclamer. Dans son livre, qui venait de paraître, il écrivait: «seule « la simplicité républicaine et puritaine peut sortir les « nations d'Europe de la misère où les a plongées la « guerre. Tous nous devons apprendre l'épargne, tous le travail. » — Travail, économie, confiance, tel restait le mot d'ordre. Il ne devait pas différer de le suivre.

Le travail était entravé par la crise, sinon paralysé. Tournée vers l'Etat, l'industrie réclamait de lui une intervention providentielle. En Angleterre, la crise dominait les préoccupations du gouvernement jusqu'à la hantise; en Suisse, le Conseil fédéral s'était entremis

et, par un système de restrictions de la production et de fonds communs, avait, enrayé la ruine de certaines industries indigènes. Ces exemples étaient cités à Prague. Les moins exigeants demandaient la réduction prochaine des impôts, de la taxe sur le charbon principalement. Telle fabrique de wagons implorait des commandes. D'autres préconisaient la formation par l'Etat d'un fonds de garantie destiné à rouvrir le marché russe ou encore de fixer des cours de devises plus favorables pour l'exportation, opérations, dont les frais seraient retombés sur l'Etat. L'union des industriels même avait envoyé au gouvernement tout un programme où elle traçait à l'Etat ses devoirs.

A l'égard des industriels, Rašin n'était pas suspect de tendresse. Il ne démentit pas sa rudesse fameuse. Le croyaient-ils venu pour réparer un mal qu'on lui imputait à tort? Bien d'autres causes que la hausse de la couronne avaient contribué à l'arrêt des affaires. Fut-elle restée à 10 centimes, qu'il eût fallu quand même supporter les conséquences de la débâcle des devises voisines. Etait-ce même un mal? Depuis que la couronne avait monté, les mercantis avaient quitté la Tchécoslovaquie sans que l'Etat ait dû recourir à des mesures violentes. Quant aux remèdes, certains Etats avaient pu les trouver dans l'inflation, d'autres dans une politique de secours coûteuse. Pour lui il ne pense pas que l'Etat ait pour devoir de sauver les entreprises médiocres et faibles souvent nées sans risques à l'abri de sa protection. Non, les entreprises dignes de vivre se reconnaîtraient à leur aptitude à surmonter l'épreuve. L'industrie se sauvera d'elle-même.

« Ce sont les cerveaux, les capacités qui auront le dernier mot ». Paraphrase de l'adage antique: « Mens agitat molem ».

Non content de marchander son aide, il s'efforce au contraire de déjouer les manœuvres concertées par certains cartels en vue de maintenir les hauts prix. La liquidation de la banque Moravo-Silésienne mit en lumière sa sévérité: cette banque dont le bilan avait été falsifié et qui comptait sur des appuis, fut abandonnée à la faillite. En outre, afin d'éviter le retour de cas semblables, une loi assura par la suite la protection des dépôts par un contrôle spécial.

Sur certains points pourtant l'expérience avait modifié l'opinion de Rašin à l'égard de l'industrie de son pays. Il admettait que la Tchécoslovaquie ne pouvait vivre isolée et se montrait prêt à lui ménager des débouchés nouveaux par la conclusion de traités de commerce à lui faciliter l'octroi de capitaux en recommandant aux banques la réduction du taux de l'escompte. Aussi bien, ces remèdes ne coûtaient rien à l'Etat.

Mais en ce qui concerne la principale requête, une diminution, des impôts, il n'en pouvait être question. L'Etat ne pouvait diminuer ses recettes qu'après avoir restreint ses dépenses; comme la baisse des prix avait rendu les rentrées inférieures aux prévisions, il aurait fallu, si l'Etat avait supprimé la taxe sur le charbon, la remplacer par une autre source de revenus directs dont la, charge serait retombée sur l'industrie encore. Quant aux droits de douane, le fait qu'ils constituaient un gage pour l'emprunt conclu en Angleterre, les rendait intangibles; toute modification des engagements pris

était de nature à nuire à cette confiance que l'étranger venait de placer dans la nation.

* * *

Procéder à des économies. Maintenir la confiance. Tel est le rôle véritable échu à l'Etat et dans cet ordre d'idées, son intervention est aussi féconde qu'elle eût été néfaste dans le domaine du travail réservé aux énergies individuelles.

Les économies pouvaient s'obtenir de deux manières: en améliorant d'abord le rendement des services existants; c'est ainsi qu'il est procédé à la réorganisation du ministère du Ravitaillement, afin de mieux répartir les travaux et d'agir plus vite sur la réduction des prix; qu'une loi spéciale transforme certaines branches de l'économie d'Etat en entreprises qui seront forcées d'établir selon certaines règles leurs comptes et bilans: en second lieu par une diminution directe des dépenses. Précisément, la préparation du budget de 1923 allait permettre à ce souci d'économie de se donner libre cours.

Dans sa séance du 31 octobre 1922, la Chambre commença l'examen du projet de loi de finances. Cette discussion s'ouvrait sous d'heureux auspices. Pour la première fois les règles budgétaires de sincérité et de clarté allaient être intégralement observées. En effet, il n'y avait pas lieu de discuter, comme les années précédentes, des propositions de douzièmes provisoires. Les budgets des entreprises d'Etat étaient séparés de celui de l'administration publique. Enfin les évaluations pouvaient

s'appuyer sur un document essentiel : le bilan de l'exercice 1919 venait d'être établi par la Cour des Comptes tchécoslovaque qui, ainsi, devançait par sa célérité les institutions analogues de tous les Etats du Continent. Ces résultats officiels, autant par eux-mêmes que comparés aux données qu'on possédait sur les budgets ultérieurs, ne laissaient pas d'être rassurants. En dépit des déficits, d'ailleurs de plus en plus réduits et dus à des événements imprévisibles il avait été à chaque exercice, économisé des sommes importantes sur les prévisions. Les crédits affectés aux dépenses extraordinaires diminuaient. En 5 ans, les recettes avaient augmenté de 688 %. De la sorte se révélait l'œuvre accomplie et le rétablissement graduel des conditions normales.

Néanmoins la crise avait mis des ombres au tableau. Effet imputable à la baisse des prix, le déficit pour 1922 approchait de 7 milliards. De plus, pour 1923, les recettes allaient diminuer de 900.000 couronnes dont 800.000 du fait seul de la réduction de la taxe sur le charbon et sur le chiffre d'affaires. En revanche, le service de la dette s'était augmenté de 711 millions, à cause du nouvel emprunt. Toutes économies faites, le projet de Rašin présentait encore un déficit de 566 millions. Héritage du gouvernement précédent qui eut réalisé facilement une économie de 10 % sur les achats divers en les réduisant au niveau des prix. Nul doute, cependant que, la baisse des prix se prolongeant, l'équilibre se rétablirait de lui-même. L'analyse du projet montre que 50 % des dépenses sont employées au service de la défense nationale, des chemins de fer et de la dette. Tâches indispensables et sacrées dont

les exigences même étaient faibles en comparaison de celles des pays voisins. Le gros effort d'épargne et qui produisit une économie de près de 1 milliard se porta sur la réduction des traitements de fonctionnaires. Il y serait procédé à partir du 1^{er} avril 1923, progressivement de façon à laisser à une stabilisation le temps de se produire. Les traitements de base seraient augmentés et les indemnités de cherté de vie supprimées. Ces dispositions avaient été convenues entre les socialistes et les partis bourgeois lors de l'élaboration de leur programme, et cette mesure témoignait, de la part d'une assemblée démocratique, d'un réel courage. Sans doute la discussion du projet donna lieu de la part de l'opposition, communistes, allemands, slovaques, à des attaques violentes. Elles ne firent que ressortir l'attitude des partis de la majorité qui, divisés sur bien des points, aplanissaient les divergences, puisqu'il s'agissait du salut de la république.

Dépenses ordinaires	13.597.590.905 cour.
Dépenses extraordinaires	5.773.439.734 »
Total ...	19.371.030.639 cour.
Total des dépenses affectées aux traitements des fonctionnaires	7.630.375.930 »
Autres dépenses	11.740.454.709 »
Total	19.371.030.639 cour.
Recettes ordinaires	17.960.952.348 »
Recettes extraordinaires	851.437.512 »
Total	18.812.390.860 cour.

Des réductions équivalentes étaient exigées des départements et des communes. Ce n'était qu'un point de départ. Et Rašin allait s'efforcer aussitôt d'améliorer l'exécution du budget au cours de l'exercice. Une mission avait été envoyée par la Cour des comptes en France, en Belgique et en Angleterre, afin d'étudier les règles de la comptabilité publique. Un nouveau mode de comptabilité budgétaire s'élaborait sur le modèle de la comptabilité commerciale. Un état exact des domaines nationaux et de la dette publique allait être établi. Enfin, Rašin soutenait le projet de la Société des Nations, tendant à faire adopter par tous les Etats les mêmes principes en matière budgétaire, afin de faciliter la comparaison des budgets et, par suite, d'offrir une base solide aux emprunts internationaux.

* * *

Vœu superflu peut-être. A la clarté de la discussion et des économies réalisées, l'étranger pouvait suffisamment vérifier que sa confiance n'avait pas été abusée. Déjà la personnalité de Rašin était de nature à la renforcer. « Notre époque, disait-il lui-même, appartient aux meneurs énergiques et clairvoyants; la foule suit ». Remarque énoncée à propos de la prise du pouvoir par Mussolini, accueillie par la brusque hausse de la lire. Cette confiance méritée en son pays et en lui-même, Rašin, par toute une série de mesures travaille à l'alimenter. Jamais elle n'a été plus nécessaire,

puisqu'il entreprend de parachever l'œuvre interrompue : l'élévation de la couronne jusqu'à la parité or.¹⁾

Rien ne pouvait servir davantage son dessein que l'accomplissement des engagements contractés par le pays au début de son existence. Le 1^{er} décembre 1922, il est procédé au remboursement en espèces de la première tranche de l'emprunt de la Liberté, conformément aux conditions de l'émission. Événement bien fait pour rendre à la population la confiance dans les fonds d'état discrédités par les emprunts de guerre austro-hongrois ; et d'autant plus remarquable que la valeur réelle des sommes remboursées était sensiblement supérieure à celle des prêts consentis quatre ans auparavant. Peu après, le ministre ordonnait le remboursement des sommes d'argent retenues lors de l'estampillage à tous ceux qui avaient déjà payé l'impôt sur la fortune ou qui en étaient exonérés. C'était le remboursement presque intégral de l'emprunt forcé de 1 % dont les arrérages coûtaient pourtant peu à l'Etat. Il tenait sa promesse. Sur ces entrefaits la Commission des Réparations faisait connaître la part de chaque Etat successeur dans la dette d'avant-guerre austro-hongroise comme les traités lui en avaient laissé le soin. La part de l'Autriche revenait à 36 % de la Yougo-Slavie et de l'Italie à 22 % de la Tchécoslovaquie à 42 %. Mais chaque part était exprimée en couronnes autrichiennes puis traduite dans chaque monnaie nationale selon le taux de conversion primitivement adopté : 100 % pour la Tchécoslovaquie, si

¹⁾ Ou, selon toute vraisemblance, jusqu'à 25 cts. suisses, ce palier atteint, l'éventualité d'une valorisation eût été examinée.

bien qu'en réalité elle prenait à sa charge 93 % de la dette non gagée de l'Autriche et 77 % de la dette non gagée hongroise. Cet arrangement était le résultat d'une entente amiable entre tous les Etats successeurs. On voit donc jusqu'où la Tchécoslovaquie pour le bien de l'Europe centrale, avait poussé l'esprit de conciliation. Rašín se réjouissait même de ce qu'aucun arrérage n'aurait à être payé à l'étranger de ce fait, les titres étant très répandus en Bohême. Sans grande illusion, les Allemands attendaient sa décision relativement à l'emprunt de guerre, question qu'ils affectaient de considérer comme non réglée. Rašín leur répondit que l'Etat avait consenti en leur reconnaissant 75%, une libéralité à laquelle il n'était pas tenu; que d'ailleurs le 4^e emprunt auquel ils auraient pu souscrire était coté 81 % à Amsterdam. Rašín se bornerait à tenir sur ce point les engagements d'Engliš.

Ainsi Rasin ne perdait pas une occasion de mettre en évidence la loyauté et la fermeté de son pays. Il était persuadé que cette confiance accrue ferait monter la couronne mieux qu'aucune mesure artificielle. Encore importait-il que cette atmosphère ne fût pas troublée par les spéculateurs. Il allait bientôt avoir à sévir contre leurs manœuvres. A peine était-il au pouvoir, en effet, que la couronne baissa brusquement. Son point culminant avait été à 19,70 en été à Zurich. Elle tombait le 18 décembre à 14,50. Preuve manifeste, selon les uns, qu'elle avait été surestimée. Les autres alléguaient que la faillite de la banque Moravo-Silésienne décrétée par Rašín avait été le signal de la panique. A les en croire, la popularité de Rašín, dont on avait attendu merveille, touchait à son déclin et bien-

tôt les Tchèques ingrats n'en parleraient pas plus que de son ami Kramar.

Il était facile de remarquer que le cours du dollar et du franc suisse à Prague ne correspondaient nullement à une baisse de la couronne à New-York et à Zurich. Le mouvement était donc parti de Prague même¹⁾. Les ordres de vente étaient venus de Berlin où les Allemands, pour sauver le mark, se débarrassaient des devises accumulées, et de Vienne, d'où la stabilisation de la couronne faisait affluer des couronnes tchèques thésaurisées depuis longtemps. Les banques juives qui avaient des dépôts à Prague pour le compte de Berlin et de Vienne les avaient jetés sur le marché et, par la même occasion, avaient changé leurs réserves de couronnes en « devises nobles ». Les petits spéculateurs les avaient imitées aussitôt : ils tenaient leur quartier à Carlsbad et à Teplitz et, ayant fait sur la couronne un gain de 300 %, jugeaient le moment venu des réalisations hâtives. 150 millions de couronnes refluèrent sur le marché du change. Les industriels ne manquèrent pas de remarquer qu'à chaque point perdu par la couronne, la situation s'améliorait d'autant.

L'Office bancaire para au danger. Il lui était possible de garder une influence sur la tenue des cours : le peu de couronnes détenues par l'étranger lui permettait

¹⁾ Cours moyen du dollar à Prague :

7 sept. 1922....	1 dollar =	27,80
15 déc. 1922....	1 » =	31,40
19 » 1922....	1 » =	34,80
20 » 1922....	1 » =	39,80
21 » 1922....	1 » =	34,80
22 » 1922....	1 » =	33,42
28 » 1922....	1 » =	33,30

ce que l'énorme éparpillement du mark à travers le monde interdisait au Reich. Cette institution avait, par ailleurs, au cours de l'année, augmenté dans de larges proportions sa provision de devises. Elle dut s'en démunir, et son portefeuille passa de 1.648.000.000 dans la troisième semaine de novembre à 1.347.000.000 dans la première semaine de décembre. Bref, le tiers de ses réserves s'écoula. Comme la spéculation s'exerçait par le moyen du crédit que les acheteurs de devises trouvent dans les banques, l'Office éleva immédiatement le taux de l'escompte et des avances sur titres. Une fois la situation maîtrisée, il fallait s'occuper de la répression. La Commission de révision du ministre des Finances opéra une enquête. Les directeurs des grandes banques allemandes furent poursuivis. Le directeur du Service des arbitrages de la Banque d'escompte de Bohême, accusé d'avoir ouvert sans autorisation un crédit en couronnes de 30 millions à l'étranger, se suicida. Il s'agissait ensuite de prévenir le retour de paniques semblables, dont la répétition eut vidé rapidement toutes les réserves de l'Office. Une nouvelle réglementation annula toutes les facilités accordées dans le commerce des devises depuis le 27 août 1921. ¹⁾ Désormais l'autorisation de l'Office bancaire sera nécessaire pour toute opération d'arbitrage, ayant pour effet de faire sortir des couronnes, pour tous reports, crédits de poste, ouvertures de crédits à des maisons étrangères au-dessus de 20.000 couronnes. La *Neue Freie Presse* déclara que c'était la fin de la Bourse des devises à Prague.

* * *

¹⁾ L'arrêté 28 novembre 1919 rentre en vigueur.

Ces mesures d'assainissement étaient la condition nécessaire du retour à l'étalon d'or. Tel étant le but de Rašin, il ne s'en cachait pas. Toutefois, cette dernière étape devait être abordée avec prudence. Les degrés qui y conduisaient étaient la déflation des prix, la déflation du crédit, la déflation fiscale. L'Office bancaire préparait depuis un an cette active politique de déflation. Durant ce délai, la circulation avait été réduite de 22 %. Dans la première semaine de novembre, la circulation passait à 9.952.000.000 contre un maximum de 12.327.000.000 le 31 octobre 1920. Parallèlement à la réduction du chiffre de la circulation, Rašin reprenait la politique amorcée jadis en vue de constituer un trésor. L'encaisse métallique, grossie de dons volontaires, d'achats à l'étranger (et à l'intérieur au cours du franc suisse) d'une partie de l'encaisse or de la Banque d'Autriche-Hongrie, du produit de l'emprunt intérieur en espèces métalliques et de l'emprunt extérieur à Londres, New-York, Amsterdam, représentait 27 % de la circulation (devises: 1.700.000.000 cour., espèces: 800.000.000 cour.). La valeur intrinsèque de la couronne semblait permettre une dévaluation à 27 centimes.

Mais il est bien évident qu'introduit prématurément dans la circulation, l'or aurait fui à l'étranger ou du moins dans les cassettes des paysans. Une première émission de couronnes de métal venait de le prouver. La Suisse, sursaturée d'or, ne le conserve que parce que sa monnaie de papier ne vaut ni plus ni moins que l'or. Le principal était donc non tant d'introduire une circulation d'or que de rendre progressivement dans l'esprit de la population la valeur de la couronne égale à celle de l'or; bref, de revenir à la situation si

originale de l'ancienne Autriche-Hongrie après 1892. En d'autres termes, ce n'était pas la reprise des paiements en or qui importait, mais la certitude de cette reprise. C'est dans ce dessein que Rašin résolut de faire frapper des ducats d'or, ¹⁾ vendus au prix de l'or, employés au gré des parties contractantes. Monnaie commerciale, destinée à satisfaire le désir de thésaurisation du peuple. Bien plus, monnaie symbolique, si l'on peut dire, dont l'émission rendait tangible le chemin parcouru et celui qui restait à faire. Ornée du tilleul slave et de l'effigie du patron de la Bohême St-Wenceslas, elle portait gravée cette invocation: Saint-Wenceslas protège nous et nos descendants!

Le temps de la stabilisation définitive, pour laquelle la Banque d'émission serait créée n'était pas encore venu. Auparavant, l'Etat devait se décharger de la dette de 10 milliards de billets héritée de l'Autriche-Hongrie. Il y parviendrait à l'aide de l'impôt sur la fortune qui avait déjà rapporté 1.900.000.000. Le surplus serait obtenu par un emprunt à l'étranger. Mais cette stabilisation dépendait encore d'un rétablissement des relations normales avec les pays environnants. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie, dans son intérêt même, travaille de toutes ses forces à l'assainissement de l'Europe centrale. Cette solidarité des pays du Danube, devant laquelle Rašin hésitait en 1918 et que l'intransigeance de Vienne avait rendue impossible, Prague se propose de la recréer en 1923 et c'est Vienne qui va en profiter la première.

¹⁾ Alliage 986 $\frac{1}{2}$ or, et 13 $\frac{8}{9}$ cuivre; avec 1 kilogr. d'or il est frappé 290 ducats. Chaque pièce pèse 3 $\frac{1}{2}$ gr. Le 28 nov. 1 ducat équivalait à cr. 72,52.

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE CENTRALE.

Une union économique entre les pays du Danube, voici la fin à laquelle chacun d'eux aspire¹⁾ et que la Tchécoslovaquie entreprend de rendre moins lointaine.

Grâce à Bénès, le rapprochement politique en avait préparé les voies. La Petite Entente était déjà en germe en 1918²⁾. Pour arriver à sa formation définitive, il avait fallu davantage que les retours d'exil de l'ancien Empereur, mais un esprit de conciliation dans les litiges de Teschen et du Banat, qui démentait la renommée de chauvinisme des jeunes nations. A Gênes, les bienfaits et la force de cette collaboration étaient apparus. En face de puissances portées à considérer les petits Etats comme des mineurs confiés à la surveillance

¹⁾ Mettons à part la Hongrie, pays foncièrement agricole qui travaille à se créer une industrie propre, s'obstinant dans un protectionnisme traditionnel, dont elle a moins que jamais à gagner.

²⁾ En août 1919 une démarche commune empêchait la reconnaissance de l'archiduc Joseph comme roi de Hongrie. La 1^{re} convention tchéco-yougoslave est du 1^{er} août 1920, roumano-tchèque du 25 avril 1921, roumano-yougoslave du 17 juin 1921, polono-tchèque du 6 nov. 1921. Le 31 août 1922 est publié le Traité de Marienbad.

de la Société des Nations et la reconstruction de l'Europe centrale comme un prétexte à se tailler des sphères d'influence économique, Bénès avait opposé l'union des quatre nations nouvelles. Grâce à lui, cette conférence qui, selon certains hommes politiques, devait constituer le premier assaut au traité de paix, n'avait fait que renforcer les nouveaux statuts de St-Germain et de Trianon. Bien plus, étendant son rôle de conciliateur, il avait marqué nettement son intention de faire revivre au-dessus des rancunes bulgares et russes la grande solidarité slave et de rendre à cet égard à Prague, Sorbonne slave, la place qu'abandonnait Moscou.

« C'est parce que je suis un réaliste, dit un jour Bénès, que je veux toujours tenir compte de cette réalité essentielle : les sentiments. » L'apaisement d'une méfiance réciproque, le resserrement par l'amitié et la raison, de liens noués par la contrainte et le hasard, le prestige accru qui résultait de cette action diplomatique, avaient créé l'atmosphère indispensable à l'affermissement des pays du Danube sur leurs assises nouvelles. A Gênes même on y avait travaillé.

Le but suprême où devaient tendre les efforts pouvait être la création d'une union danubienne : l'exemple des unions scandinave et latine en prouvait la possibilité, mais aussi que le maintien de pareilles ententes est subordonné à l'identité des conditions économiques. C'est pourquoi il importait au préalable d'améliorer les transports, de multiplier les traités de commerce et, avant tout, de stabiliser les changes des pays environnants.

* * *

Les communications de l'Europe entière se ressentait de la mise à l'écart, depuis la guerre, de la Conférence Internationale de Berne, véritable code des transports qui, il y a 50 ans, avait institué le système de la lettre de voiture unique valable d'un territoire à l'autre et des trafics directs internationaux. Les Etats successeurs avaient convenu à Porto Rose de la remettre en vigueur, mais ils avaient entendu que la question fit l'objet d'une discussion plus générale à laquelle eussent été conviés les délégués de tous les Etats de l'Europe. Ceux-ci en acceptèrent le principe à Gênes. A Barcelone, le principe de la liberté du commerce et du transit avait été proclamé solennellement. Afin de passer aux applications, la Conférence internationale des chemins de fer se tint à Paris du 17 au 20 octobre 1922. A partir du 7 novembre 1922, la Tchécoslovaquie adhère aux conventions de Berne de 1886 et de 1890.

L'attente d'un règlement général ne l'empêchait pas d'ailleurs de conclure des conventions particulières pour régler les points les plus urgents. Un accord avait été établi avec la Pologne et la Hongrie relativement aux stations frontières. Des tarifs pour les transports directs des voyageurs avaient fait l'objet de conventions avec la Roumanie, l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, l'Angleterre, la France, la Hollande, la Belgique et le Danemark. Des wagons avaient été prêtés à la Roumanie. D'autre part, la Tchécoslovaquie favorisait le développement des transports en réduisant les tarifs pour les grandes distances, pour l'exportation et pour le transit. Enfin, la répartition du matériel roulant de l'ancienne monarchie était sur le point d'être effectuée par la Commission des Réparations, ce qui

devait faciliter encore, entre les pays successeurs une circulation plus rapide.

* * *

De grands progrès avaient été réalisés également dans le domaine des relations commerciales grâce aux rencontres de Gênes. Tandis qu'à cette conférence se heurtaient les théories, les négociateurs tchèques, plus réalistes, profitaient de l'occasion pour ébaucher un grand nombre de négociations économiques. Parmi celles-ci certaines tendaient à réajuster des conventions dont la pratique avait montré les défauts : avec l'Italie notamment fut décidée une rectification provisoire du régime douanier. La plupart se proposaient d'élargir les horizons du commerce tchèque au delà de ceux désormais insuffisants que ménageait le réseau du Danube ; des bases d'accord avaient été jetées avec le Portugal, la Lettonie et la Grèce. Et, depuis, les trois traités signés avec le Portugal, la Grèce et les Pays-Bas avaient ouvert autant de portes sur les régions d'outre-mer. Ainsi la Tchécoslovaquie se proposait des débouchés de plus en plus lointains (un traité avait été signé avec l'Esthonie), ou ceux qui, jusqu'à présent, lui avaient paru inaccessibles. Les Soviets, de plus en plus inclinés vers la reprise des relations avec l'Occident, réservèrent à leurs frères slaves une de leurs premières conventions. L'heureuse conclusion de négociations entamées avec les anciens ennemis constitue un succès aussi remarquable : en novembre avec l'Allemagne, en décembre avec la Hongrie.

* * *

La Tchécoslovaquie allait faire davantage. Il était pour elle d'un intérêt vital que les progrès de la consolidation des pays de ses plus proches exportations, Yougo-Slavie, Roumanie, Autriche allassent de pair avec le développement des transports et des relations commerciales. Non contente de proposer son exemple, c'est un véritable soutien qu'elle songe à offrir à sa fidèle alliée, la Yougo-Slavie, à son ancienne ennemie, l'Autriche.

Certes, on ne pouvait guère parler d'inflation pour la Yougo-Slavie; pour une population à peu près égale à la population tchèque, la circulation fiduciaire était de 5.300.000.000 de dinars, soit la moitié. Mais le dinar avait subi les répercussions d'un estampillage hâtif, d'une situation parlementaire instable, d'une balance de commerce défavorable, de l'absence d'un chef enfin. L'exemple de la Tchécoslovaquie lui était une leçon. Le ministre des Finances Kumanudi, résolu à en profiter, se rendit à Prague. De nombreux liens avaient déjà été noués entre les deux nations sœurs. Tout récemment, en septembre 1922, des échanges entre du vin yougo-slave et un même contingent (150 000 hectolitres) de bière tchécoslovaque avaient été réglés. A en croire les informations du moment, les pourparlers de Kumanudi et de Rašin servirent à l'élaboration d'un accord bancaire au sujet du soutien réciproque des changes. Les ministres des Finances des deux pays se tiendraient en rapports étroits afin d'établir, entre le cours des monnaies, un rapport constant. Prague deviendrait le centre principal des transactions en dinars et mettrait à la disposition des Yougo-Slaves ses communications avec les places

étrangères. L'éventualité lointaine d'une monnaie commune fut envisagée. Ces projets prématurés ne survécurent pas à la disparition de leurs auteurs; Il ne demeura comme résultat pratique que l'ouverture par le Consortium des banques tchécoslovaques de crédits en couronnes à des négociants yougo-slaves et une convention douanière. Mais le désir d'entr'aide des deux pays s'était manifesté de façon trop nette pour ne pas préparer une collaboration plus étroite.

* * *

La concession du crédit à l'Autriche est d'une portée morale plus haute. Non seulement cet acte politique et généreux signifiait l'oubli d'une oppression séculaire, mais il mettait la Tchécoslovaquie au rang des puissances de premier ordre.

Acculée à la banqueroute, l'Autriche songeait enfin à se relever. La Société des Nations avait préconisé des remèdes dont l'exemple tchécoslovaque prouvait l'infailibilité. En juillet 1922, les mêmes conseils étaient adressés à Vienne par la Narodni Politika qui écrivait: « La stabilisation du change et l'assainissement politique ne sont pas seulement une question de chiffres. En Autriche, plus que partout ailleurs, les raisons d'ordre moral et psychologique jouent un rôle important à cet égard. La question est en effet de montrer aux masses qu'une amélioration est possible à condition que tous veulent y coopérer. Il faut commencer par combler immédiatement la source de démoralisation qu'est la constante inflation fiduciaire

« et faire des efforts sérieux pour assurer l'équilibre
« du budget.

La Tchécoslovaquie pouvait apprendre à l'Autriche la peine qu'elle avait eue à obtenir son premier emprunt. Elle avait dû donner comme gage le monopole des tabacs, mais comme elle avait assuré impeccablement le service des intérêts, elle venait de refuser à la Suisse une offre d'emprunt sans gage dont les conditions ne lui convenaient pas. L'Autriche devrait faire de même.

La Tchécoslovaquie lui fit une avance de 66 milliards de couronnes autrichiennes, tandis que celle de l'Angleterre ne se montait qu'à 64 milliards, celle de la France à 36 milliards. Les deux Chambres tchécoslovaques votèrent en juillet 1922 une loi autorisant le ministre à ouvrir à cet effet un crédit ne dépassant pas 500 millions de couronnes, 169.219.413 couronnes étaient avancées aussitôt. En garantie de cette avance, le gouvernement autrichien devait remettre des titres et une inscription d'hypothèque sur les immeubles de Vienne appartenant à la couronne de Bohême s'élevant à 27.000.000 couronnes. L'emprunt était remboursable en 20 ans à partir de 1924. La Tchécoslovaquie se réservait de contrôler l'emploi des sommes prêtées. Le 18 novembre, le gouvernement autrichien arrêta enfin la planche à assignats et mettait un terme à l'émission des billets qui atteignait le 28 novembre 3133 billions de couronnes autrichiennes. Les changes, puis les prix se stabilisaient. La ratification du protocole de Genève créait ainsi en Europe centrale un nouveau point de cristallisation.

* * *

Partant de la Tchécoslovaquie, la consolidation faisait des progrès dans toute cette région de l'Europe. La Roumanie, où, pour une population de 18 millions d'habitants, ne circulaient que 14 milliards de lei, poursuivait, sous la direction de Bratiano, un assainissement tardif. La Bulgarie, après avoir, suivant le conseil de la Commission Interalliée, arrêté l'inflation, pouvait profiter des effets d'une excellente récolte. La Hongrie, pays agricole, donc placée en face d'un problème moins ardu, songeait à imiter sa voisine du Nord. En Russie même, le 18 octobre, le conseil des Commissaires du Peuple donnait à la Banque le droit de faire circuler des billets gagés sur l'encaisse or et créait le tchernovetz. L'Allemagne, enfin, pressée par le gouvernement bavarois et par le désastre imminent, appelait en consultation des experts financiers et recevait d'eux toute une série de conseils pour la stabilisation du mark: rétablissement de l'équilibre budgétaire et commercial, contrôle des importations et des exportations, fondation d'une banque d'émission et création du mark or.

La débâcle des pays inflationnistes et les efforts de leurs gouvernements pour s'en dégager conféraient par contraste à la Tchécoslovaquie un singulier prestige. Isolée au centre de l'Europe, elle semblait une leçon vivante. Vers elle convergeaient les vœux des peuples misérables. Vers elle aussi tous les désirs de paix, car elle semblait la médiatrice désignée entre la France et l'Allemagne, entre l'Occident et l'Orient. On avait pu craindre un instant que ce prestige ne fut acquis qu'aux dépens de sa richesse. Mais sa prospérité, un moment menacée, commençait à se rétablir.

La concurrence allemande et autrichienne était désormais un facteur négligeable. Ces deux pays étaient parvenus au point où le sens de l'épargne fait place à l'avidité personnelle et à l'effolement. Les prix y montaient plus régulièrement et plus vite que ne se dépréciait la monnaie. En décembre, le prix des machines agricoles à Vienne dépassait celui des machines tchèques. Les prix mondiaux étaient atteints. L'occupation de la Ruhr, la stabilisation de la couronne autrichienne accentuaient ce renversement de la situation au profit de la Tchécoslovaquie.

D'autre part, de nombreux indices montraient que la crise s'atténuait. L'augmentation des dépôts au cours du troisième trimestre de 1922 s'élevait en moyenne à 45.000.000 par mois. Elle croissait au cours du quatrième. En novembre on notait une plus-value de 193.000.000, en décembre de 210.000.000, en janvier 1923 de 298.000.000. Le total des dépôts en compte-courant auprès des caisses d'épargne atteignait 9 milliards de couronnes. Les faillites diminuaient notablement.

M. Hodac, secrétaire de la Fédération des industriels tchèques, constatait une amélioration marquée dans la plupart des branches de la production industrielle (bois, charbon, fer, verre, porcelaine et produits textiles). Les magasins commençaient à écouler leurs stocks accumulés.¹⁾ Les plaintes du monde industriel se faisaient moins vives. Bien mieux, de nouvelles industries

¹⁾ Excédent de la balance du commerce :

en janvier 1923 : 345.000.000 cr.

en février 1923 : 282.000.000 »

se fondent : fabriques de soie artificielle et de couleur d'aniline. Le rêve est près d'être réalisé où la Tchécoslovaquie pourra se suffire à elle-même ; elles va s'émanciper du monopole saxon du sable de verre. Les hauts-fourneaux se rallument à Kladno, les uns après les autres ; le ministre des Travaux Publics assiste en grande pompe à cette reprise d'activité. Des concessions mutuelles ont eu raison des interdictions rigoureuses des pays voisins ; le marché russe, immense débouché naturel à la surproduction du pays slave frère, s'entr'ouvre.

* * *

Objet d'envie pour les pays voisins que cette prospérité. Aucune fatalité n'eût interdit pourtant à l'Allemagne, jadis le pays le plus producteur et le plus travailleur de l'Europe, ni à la Roumanie pourvue d'inépuisables ressources, ni à l'Autriche, cette Suisse nouvelle, ni à la Pologne, de réaliser le même destin..., si seulement au moment propice elles eussent trouvé un chef. C'est au moment où ces nations, s'apercevant de leur erreur, se retenaient au bord de l'abîme et que le sommet se détachait brillamment où Rašin avait conduit son pays, que la nation tchécoslovaque apprit avec stupeur le meurtre de celui à qui elle devait tant de gloire.

* * *

LE HÉROS COMME FINANCIER.

Lorsque, fidèle à son plan d'économie, Rasin ramenait le traitement des employés de l'Etat à 700 couronnes par mois, c'était leur misère qu'il décrétait. Le Conseil des Cinq s'était rendu à ses raisons. Les socialistes, à qui il avait laissé le choix d'une diminution du nombre des fonctionnaires ou d'une réduction de leurs traitements, avaient opté pour cette seconde solution. On connaissait trop Rasin pour ne pas le rendre seul responsable de cette décision. Rasin qui avait déjà amassé contre lui tant de rancunes, indisposait cette fois les serviteurs mêmes de l'Etat. Il avait contre lui les Allemands, ses ennemis mortels qui ne pouvaient lui pardonner son intention de répudier complètement l'emprunt de guerre. Contre lui les communistes et les socialistes qui dénonçaient son esprit de réaction. Contre lui les banques et les spéculateurs. Contre lui les industriels qui le voyaient indifférent à leurs embarras. Contre lui, qui sait ? ses rivaux d'autrefois, maintenant au pouvoir, partisans des compromis, portés à lui reprocher son intransigeance. Contre lui une fraction de son propre parti, les dissidents de Brno ralliés autour d'Englis. Et maintenant il s'aliène les humbles eux-mêmes, ceux qui l'admiraient tant. Il excite même

sans raison les plus fiers serviteurs de la patrie. A Partubice, n'a-t-il pas, dans un discours, fait grief aux légionnaires de vouloir monnayer leur gloire aux dépens de l'Etat. Cette impopularité croissante semble lui plaire. Ses ennemis ne lui pardonnent pas le sourire narquois qui parfois illumine sa face aiguë et dure.

L'effervescence était parvenue à ce degré où quelque exalté traduit en acte les récriminations sourdes de la foule. Le bruit d'un attentat courut. Rašin avait déjà bravé la mort sous les Habsbourgs. Il refusa toute garde.

Le 5 janvier 1923, sortant de sa demeure de la Zitna Ulice, un anarchiste nommé Soupal l'atteignit de deux coups de revolver. « Voilà, dit Rašin à ceux qui le relevaient blessé, le prix que reçoit l'homme de services loyaux. »

* * *

L'émotion à Prague fut intense. En un instant furent oubliées les erreurs, les querelles. Chacun vit clair : l'unité et la continuité de la vie de cet homme apparut sous la diversité de son œuvre.

Lorsque Aloïs Rašin était né en 1867 à Nechatitz, en Bohême, les Habsbourg venaient d'être vaincus à Sadowa et cherchaient dans l'établissement du dualisme un nouvel équilibre. L'Allemagne et la Hongrie préparaient leur emprise sur la monarchie danubienne au détriment de la Bohême. Rašin, à vingt-six ans, est déjà le plus bouillant de ces Jeunes Tchèques dont la devise eut pu être celle du Taciturne : « Il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer, ni d'espérer pour

entreprendre ». De quel côté serait venu l'appui nécessaire à la libération ? La Bohême n'est pas une terre irrédente réclamée par les frères de race. La grande mère slave de Pétrograd est loin. Qu'importe ! Rašin s'attaque aux Habsbourgs eux-mêmes. C'est le procès de l'Omladina en 1893. Il est incarcéré pendant deux ans. Libéré, il reprend le combat, mais peu à peu, ce sens des réalités qui est un des traits caractéristiques de sa race, l'emporte en lui. Au lieu d'une indépendance chimérique, il rêve d'obtenir d'abord la liberté dans le cadre existant. A chaque génération suffit sa peine. Tandis que les députés tchèques refusaient jusque là de prendre part aux séances du Reichsrat, les Jeunes Tchèques s'y présentent en revendicateurs. Peut-être cette politique donnera-t-elle à la nation tchèque une place enviable dans une Autriche régénérée ? Le procès de Zagreb en 1909 chasse ces illusions. Les Slaves ne seront jamais admis aux rangs des Magyars tant que l'Allemagne compte sur son alliée contre la Russie. Présage justifié. Zagreb prépare Sarajevo.

La guerre se déclare. Les patriotes tchèques sont dispersés par le monde. A Prague, les ennemis déclarés de l'Autriche la défient. Rašin à leur tête. Il organise la révolte, animé de la même audace qu'au temps de sa jeunesse. L'état-major l'arrête. « Je l'ai vu, écrit Soukup, escorté par quatre soldats armés dans la Bastille de Vienne. Il allait la tête haute, confiant, plein d'orgueil, et les gens se le montraient : tenez, voilà Rašin. Je l'ai vu en Conseil de Guerre. Assis devant le public, alors qu'on discutait son cas qui devait se traduire par la mort ou la vie, il réfléchissait. Il réfléchissait à sa patrie, au nouvel Etat tchécoslovaque

qui allait naître et il en étudiait déjà l'économie politique. Condamné à mort, alors que les autres blanchissaient en une nuit, Rašin dormait profondément. Il fallut signer un recours en grâce. Il s'y refusa. Il ne voulait rien des Habsbourgs à aucun prix.»

L'exécution n'a pas lieu pourtant. Dans le moment même où l'Autriche s'ingénie à désorganiser, lui, dans sa prison, prépare la reconstitution de son pays. C'est là qu'il compose son traité d'Economie politique. L'empereur Charles l'amnistie en 1917. Rašin rentre dans la Maffia et conspire encore. La victoire vint. Comme Bénès est à Genève et que les hommes politiques de Prague se sont rendus vers lui, Rašin demeure à Prague; sans attendre leur décision, il saisit l'occasion favorable que lui offre la soumission de Vienne aux conditions de Wilson. A lui seul, il décide et accomplit la révolution.

C'est alors que commence pour lui la véritable tâche. Prophète, émancipateur, il devient constructeur. Jusqu'à 50 ans, il n'avait pas abordé l'étude des problèmes financiers. Il réfléchit, il prépare un plan, il l'impose. Techniquement, ce plan peut être discutable. Qu'il importe. Les erreurs mêmes des génies sont fécondes. Il est le guide qui, dans la forêt, s'oriente mal peut-être, mais suit droit son chemin et finit par sortir. Le plan par lui-même est peu. Ce qui importe, c'est l'énergie du metteur en œuvre et les vertus qui l'inspirent. Vertus spartiates, conformes au temps de l'après-guerre: simplicité, travail, foi. Il les pratique au pouvoir. Dans l'opposition, il les rappelle encore. Mais le bolchevisme se fait menaçant. Installé au pouvoir, il est prêt à gronder dans la rue. Rašin rallie autour

de lui les chefs des cinq partis et les adjure d'étudier en commun les questions qui les divisent, du seul point de vue du salut de la nation. Il anime cette Pietka. Véritable Conseil d'Etat selon le mot de Masaryk, à côté des ministères. Et dans l'ombre c'est lui le véritable chef.

Cependant la crise industrielle éclate. Voici le moment attendu où toutes les vertus qu'il proclame doivent être mises en pratique. Rašin prend le pouvoir. Il dit bien haut que l'industrie ne surmontera l'épreuve d'où elle sortira plus forte que par les capacités de ses chefs et le travail de ses ouvriers.

Il impose à l'Etat comme à chaque citoyen l'économie la plus sévère. Il faut le voir lui-même dans sa redingote élimée! Que sont cet appauvrissement, cette gêne auprès du crédit croissant de la république au dehors. La voici grande, écoutée, sollicitée même. Et ne peut-il pas considérer son œuvre avec joie?

* * *

Blessé, paralysé, de ce jour commence pour ce lutteur un combat nouveau... contre la mort. Sa vitalité lui prépare une agonie d'un mois. Mais l'esprit n'abdique pas. Il relit les traductions de son livre. Il se fait tenir au courant des réformes en cours. Il voit vers lui monter la sollicitude de tout un peuple. Comme des fleurs lui sont envoyées, il fait savoir que des dons au Trésor lui sembleraient préférables. Alors on se croirait revenu aux premiers temps de la République. Chacun, dans un élan unanime, apporte, dans les banques qui les exposent, des chaînes d'or, des bassines de cuivre, des couverts

d'argent et les objets précieux les plus divers. Les élèves des écoles se cotisent.

L'avant-veille de sa mort il demanda aux médecins qui l'entouraient: « Qu'y a-t-il de nouveau? » On lui répondit: « Dans l'après-midi, MM. Bechyné, Stribrny et Sranek sont venus vous voir et vous apporter les salutations de M. Svehla, président du Conseil, malade. Il serait heureux d'entendre le message que vous auriez à faire à la nation. »

Rassemblant ses forces, Rašin déclara d'une voix basse qu'il écrirait ce message et qu'il comptait l'achever dans trois jours après avoir pris quelque repos. Puis il murmura :

« Je remercie tous mes collègues du Conseil des Cinq... Ce sont de braves gens. Je sais qu'ils ont pour moi beaucoup d'affection... » « Bien qu'ils soient vos adversaires politiques, fit le professeur Jedlicka. » Rašin reprit :

« Ils veulent le bien du pays... Nous avons confiance les uns dans les autres... Dites leur qu'ils restent ce qu'ils sont... Dire toujours la vérité... Si nous sommes ensemble nous maintiendrons notre indépendance... Si nous nous séparons nous la perdrons... »

Après un silence :

« La politique est difficile, terrible... tous nous répondons du sort de notre patrie... l'homme politique doit toujours dire la vérité... Si nous ne savons pas nous dire mutuellement la vérité nous perdrons notre indépendance nationale... Je suis optimiste je suis sûr que nous serons beaucoup de cet avis... Parfois, il faut taire la vérité... Quand le peuple ne peut la supporter.. Attendre le moment opportun ... puis la dire toute entière , sans attendre... »

Vérité, énergie, simplicité, concorde. Le testament admirable ! Le récit de cette mort ne rend-il pas comme un son antique ? Aurions-nous tort d'évoquer Sparte ? Cette vérité qu'il avait servie, c'était elle qui l'entraînait déjà lorsque, 19 ans auparavant, il entra dans la mêlée. Sur son cercueil, parmi les monceaux de palmes, les survivants de l'Omladina déposèrent une couronne d'épines.

« Le souvenir d'un homme grand nous reste », écrivit Englis, son ancien adversaire, et tous les partis s'accordèrent pour honorer cet homme qui n'appartenait plus qu'à la patrie et qu'ils plaçaient ainsi déjà au-dessus de leurs dissensions, dans cette région où les immortels enseignent aux peuples à vivre.

* * *

Inflation, déflation, stabilisation, ces trois idées se sont incarnées durant quatre ans en Tchécoslovaquie et ont agité les partis et les élites. Peut-être le recul est-il insuffisant pour juger dès à présent cette expérience de quatre années ? Tentons-le cependant.

L'inflation a menacé la Tchécoslovaquie à maintes reprises. Si elle y a échappé, ce n'est pas que les socialistes aient été animés d'idées moins généreuses et de moins d'audace qu'en Pologne et en Autriche. Leur ardeur a été tempérée par ce souci de la mesure si caractéristique de cette race, par l'orgueil d'opposer un contraste au spectacle de la frivole Vienne, par le besoin d'attirer la confiance des Etats-Unis. Ils ont eu la bonne fortune de voir leurs dépenses souvent excessives com-

pensées par les excédents qu'ils trouvaient dans les richesses du pays. Enfin et surtout, le principe posé par Rašin, la fermeté de son attitude et de celle d'Engliš, ont coupé court aux projets d'inflation.

Ne nous méprenons pas pourtant sur la nature du mal qu'eût causé une émission déréglée de billets. Souvent ce procédé a été comparé à l'emprunt forcé. Pas plus que l'emprunt forcé il ne modifie sensiblement la consommation. Mais l'emprunt forcé laisse intact les engagements antérieurs de l'Etat. Là réside la différence essentielle. L'inflation ruine en effet le crédit de l'Etat. Elle le ruine au regard de l'étranger qui, contre des biens réels, reçoit du papier sans valeur. Elle le ruine aux yeux des citoyens, car l'usage de ce subterfuge lui fait perdre toute autorité.

L'inflation écartée, un choix se présentait entre la stabilisation et la déflation. Jugeait-on opportun le maintien d'une industrie, trop développée pour un territoire restreint, mais qui constituait une source essentielle de richesses, la stabilisation s'imposait. Et, en réalité, la déflation devait avoir des conséquences matérielles funestes : misères consécutives au chômage, réduction de bien-être, ruines d'industriels.

Mettait-on, au contraire, au-dessus de ces contingences un idéal plus haut, et c'est la déflation qu'on poursuivait.

Quelle idée pouvait l'emporter sur la perspective de ces calamités ? Selon Rašin, le rêve d'un pays estimé à l'étranger, uni à l'intérieur. Cette idée originale est moins celle d'un économiste que d'un patriote, et c'est en quoi la continuité de la vie de Rašin apparaît. Il savait que son pays hier ignoré, était accueilli avec

méfiance, non pas certes dans cette France qu'il aimait mystiquement, mais dans les pays anglo-saxons. Il savait — et ce fut sa dernière crainte — que sa patrie possédait en elle les mêmes germes de discorde que l'hétérogène Autriche. Il se souvenait de ce qui avait manqué à l'Autriche pour réaliser son destin : une volonté.

Voilà pourquoi, même au prix d'un malaise passager, il importait de conférer à l'Etat cette autorité et ce prestige qui ne reposent que sur la Confiance.

Vu le doyen :
BERTHELEMY

Vu le Président de la thèse :
C. RIST

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. Le Fait Tchécoslovaque	1
II. Les Finances de guerre de l'Autriche	8
III. Solidarité ou isolement?	23
IV. Les éléments naturels	36
V. Les éléments humains	43
VI. Le Chef, l'Idée, le Plan de Rašin	47
VII. Le Geste: Les Ordonnances de Février	58
VIII. Les Textes	66
IX. Les résultats de l'estampillage et du retrait.	72
X. Vers une monnaie saine	81
XI. Les Verts-Rouges	88
XII. Le rôle de l'Office bancaire. Maintien du Prin- cipe de Rašin et retour au crédit	102
XIII. La balance des comptes	115
XIV. La Confiance	124
XV. De la théorie quantitative	133
XVI. La valeur intérieure de la couronne 1918-1920	141
XVII. La valeur extérieure de la couronne 1918-1920	151
XVIII. L'appel aux techniciens : Englis et Hotowetz	162
XIX. L'essor économique et le plan d'Hotowetz	168
XX. Le plan d'Englis. L'équilibre financier et sta- bilisation	183
XXI. La hausse de la couronne	195
XXII. La baisse des prix	204
XXIII. La crise	213
XXIV. Le retour de Rašin	229
XXV. La Reconstruction de l'Europe Centrale	242
XXVI. Le Héros comme financier	252

BIBLIOGRAPHIE

- | | |
|---|-------------------------|
| Mon plan financier (en tchèque). | Rašin. |
| Economie politique (en tchèque). | » |
| Inflation et déflation (en allemand) | » |
| L'argent (en tchèque) | Englis. |
| Les Finances de guerre de l'Alle- | |
| magne | Ch. Rist. |
| L'Europe et la question d'Autriche | A. Cheradame. |
| La Bohême après la Montagne | |
| Blanche | E. Denis. |
| Les Slovaques | » |
| La République Tchécoslovaque.. | O. Sutter et B. Russel. |
| La Tchécoslovaquie | Eisenman. |
| Berichte aus den Neuen Staaten .. | |
| Compass. | |
| Währungsgesetzgebung der Nach- | |
| folgstaaten | » |
| Rapports de l'Office de statistique | |
| de la République Tchécoslo- | |
| vaque | » |
| La Tchécoslovaquie, Etat expor- | |
| tateur | A. Fichelle. |
| La législation ouvrière tchécoslo- | |
| vaque | E. Stern. |
| Handbuch des Arbeitsrechtes | H. W. Lamberg. |
| La réforme agraire dans la Répu- | |
| blique Tchécoslovaque | Dr J. Macek. |
| Manchester Guardian - Neue Freie Presse - Gazette de Prague - | |
| France-Bohême - Bulletin des Banques suisses - Bulletin de | |
| la Société d'Etudes et d'Informations économiques, etc... | |
-

